

**U  
N  
W  
C  
C**

---

**CHARGE FILLES**

**LUXEMBOURG vs. GERMANIS**

---

**PAG - 3**

**U  
N  
W  
C  
C**

---

**CHARGE FILLES**

**LUXEMBOURG vs. GERMANS**

---

**PAG - 3**



992/L/G/3

Number of Units 915 + 916 - 1,2,3,4 + 5 Gyr

Submitted Decision of Committee I

11.7.45

Cg

992/L/G/3

(For the Use of the Secretariat)

Registered Number.

Date of receipt in Secretariat.

992/L/G/3

5<sup>th</sup> July 1945

## UNITED NATIONS WAR CRIMES COMMISSION

1 CHARGES AGAINST 1 WAR CRIMINALS

S CHARGE No. 52 \*

Name of accused, his rank and unit, or official position.

(Not to be translated.)

Un membre, à présent inconnu  
des unités 915 et 916 - 1,2,3,4,5 compagnies

Date and place of commission of alleged crime.

23.12.1944 - 2 p-m.  
Ettelbrück (canton de Diekirch)  
Grand - Duché de Luxembourg

Number and description of crime in war crimes list.

References to relevant provisions of national law.

Assassinat  
pour avoir exécuté, soit coopéré directement à son exécution - art. 66 Code pénal - art. 393 ss C.pén.  
Convention de la Haye du 18.10.1907 (IV<sup>e</sup> Conv. art. 23 c et d, 46)

### SHORT STATEMENT OF FACTS.

Lors de l'offensive Rundstedt en décembre dernier, l'inculpé fusilla le fermier et distillateur Posing Nicolas, âgé de 62 ans, domicilié à Ettelbrück.

TRANSMITTED BY Office National pour la recherche des crimes de guerre,

Luxembourg, le 27 juin 1945

\* Insert serial number under which the case is registered in the files of the National Office of the accusing State.



PARTICULARS OF ALLEGED CRIME

Posing Nicolas, qui avait déjà une première fois fui devant l'offensive Rundstedt, était revenu à Ettelbrück pour mettre en lieu sûr des effets et du mobilier; mais un bombardement intense venu tant des lignes américaines qu'allemandes rendit tout départ impossible.

Sa belle-soeur Infalt Louise, épouse Posing Paul, ainsi que lui-même durent se mettre à l'abri dans sa maison de la Karrengasse. Le 23 décembre, vers 2 heures de l'après-midi - les Allemands avaient entretemps occupé Ettelbrück - Posing voulut se rendre compte de la situation, entreouvrit la porte d'entrée et mit la tête dehors. Il fut malheureusement aperçu de soldats allemands occupés à piller la maison voisine. Après avoir tiré dans sa direction, ils accoururent, tuèrent ses deux chiens et, menaçant de faire sauter la maison, firent partir des coups <sup>de feu</sup> dans les murs.

Posing s'étant mis à genoux dans la cuisine, ouvrit la porte et c'est dans cette position qu'il fut fusillé par un soldat allemand, qui aussitôt après partit à grandes enjambées.

La victime était marié et père de 7 enfants.

PARTICULARS OF EVIDENCE IN SUPPORT

Les faits qui précèdent résultent de l'enquête menée par la gendarmerie d'Ettelbrück, arrondissement de Diekirch et des dépositions des témoins suivants:

Infalt Louise, âgée de 57 ans, épouse Posing Paul, fermier à Ettelbrück, rue Pierre Wiser 35, était présente à l'exécution de son beau-frère et a ainsi pu se rendre compte de visu du crime et de toutes les circonstances l'ayant accompagné.

Denel Joseph et

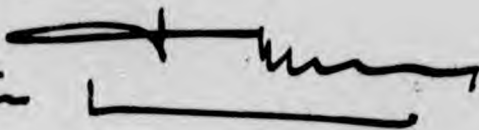
Denel Mathias, actuellement arrêtés pour vol, ont enterré aussitôt après Posing dans le jardin de la maison.



NOTES ON THE CASE

(Under this heading should be included the view taken as to (a) the degree of responsibility of the accused in view of his official position, e.g., was offence committed on the offender's own initiative, or in obedience to orders, or in carrying out a system approved by authority or a legal provision ; (b) the probable defence ; (c) whether the case appears to be reasonably complete.)

- a) Le crime fut sans doute commis par l'inculpé de sa propre initiative.
- b) Il prétendra probablement que la victime était un partisan et invoquera l'ordre d'une autorité supérieure.
- c) Il s'agit d'un criminel de guerre dont la culpabilité est manifeste. Sa victime, civil luxembourgeois inoffensif, fut exécuté brutalement, sans quartier et sans aucun jugement.  
De même la responsabilité du commandant de ces unités ou compagnies pourra être envisagée, du moment que l'instruction aura démontré l'évidence de sa culpabilité à raison de son manquement à prendre des mesures préventives.

C. L. 

994/L/G/5

LUTHE, Dr.

994/L/G/5

Submitted Decision of Committee I  
11.7.65. Polished B



(For the Use of the Secretariat)

Registered Number.

Date of receipt in Secretariat.

994/L/G/5

5<sup>th</sup> July 1945

## UNITED NATIONS WAR CRIMES COMMISSION

1 CHARGES AGAINST 1 WAR CRIMINALS

A - CHARGE No. 3 \*

Name of accused, his rank and unit, or official position.

(Not to be translated.)

Dr. Lüdtké

Senatspräsident des oberlandesgerichtlichen Senates  
u. Stellvertretender Kommissar für die Justizverwaltung

Date and place of commission of alleged crime.

Occupation allemande (août 1940 - commencement septembre 1944 )

Palais de Justice

Luxembourg - Ville

Number and description of crime in war crimes list.

References to relevant provisions of national law.

Participation à la transformation de l'organisation judiciaire luxembourgeoise.- art.118 bis Code pénal.- Meurtre et assassinat, coups et blessures.- art. 392 ss du C.pén.-

Attentat à la liberté individuelle - art. 434 ss C.pén pour avoir exécuté, soit coopéré directement à leur exécution, soit d'avoir prêté pour l'exécution une aide telle que sans son assistance le crime ou délit n'eût pas été commis.- art. 66 C.pén.-  
Convention de la Haye du 18.10.1907 (IV<sup>e</sup> Conv.art.43, 46)

### SHORT STATEMENT OF FACTS.

- A contribué à la transformation de l'organisation judiciaire luxembourg.
- provoqué et ordonné des arrestations illégales;
- provoqué la démission, l'arrestation et la mise en prison ou en camp de concentration de magistrats, avocats et fonctionnaires luxembourg.
- prononcé comme président du "Sondergericht" des jugements pour des faits ne constituant ni des infractions à la loi luxembourgeoise, ni aux accords internationaux régissant les droits des belligérants;
- contribué à l'emprisonnement, à la détention dans une maison de force et à la mort de Luxembourgeois.

TRANSMITTED BY l'Office National pour la recherche des crimes de guerre à Luxembourg, le 25 juin 1945.

\* Insert serial number under which the case is registered in the files of the National Office of the accusing State.

PARTICULARS OF ALLEGED CRIME

L ü d t k e Walter ou Gustave, né le 27.3.1886 à Hattingen, <sup>Rhin</sup> domicilié à Trèves, Kochstr. 1, récemment arrêté en Allemagne par les autorités américaines sous le nom de L u t g e n, est un criminel de guerre qui a puissamment contribué à transformer les institutions du pays.

Il a obligé les fonctionnaires luxembourgeois à employer le salut allemand, imposé l'achat de littérature nazie et exercé une pression auprès des juges luxembourgeois pour obtenir une aggravation des peines.

Comme président du "Sondergericht", fonctions qu'il exerça depuis août 1940 à fin juillet 1941 et "Stellvertretender Kommissar für die Justizverwaltung", il est responsable pour les condamnations à la peine de mort ou à des peines privatives de liberté contre des ressortissants luxembourgeois prévenus d'infractions aux ordonnances du pouvoir occupant, contraires aux lois du pays et aux conventions internationales.

Il a entre autre présidé le "Sondergericht" dans l'affaire de Monsieur Alfred Loesch, administrateur des Biens de Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse, condamné à 5 mois de prison pour avoir voulu sauver des effets appartenant à la Souveraine.

Monsieur Loesch fut plus tard déporté.



PARTICULARS OF EVIDENCE IN SUPPORT

Ce qui vient d'être dit dans le cas Drach (Charge A Nr 2) s'applique également ici.

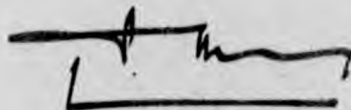
Malgré que la plupart des pièces et dossiers relatifs à l'activité de Lüdtke aient été emportés par les Allemands, de nombreuses personnes, tant parmi ses victimes rentrées des prisons et camps de concentration du Reich, que parmi les magistrats et le public luxembourgeois, seront à même de témoigner contre l'inculpé.

En outre des documents ont pu être retrouvés faisant foi de ses efforts pour transformer l'organisation judiciaire du pays.

NOTES ON THE CASE

(Under this heading should be included the view taken as to (a) the degree of responsibility of the accused in view of his official position, e.g., was offence committed on the offender's own initiative, or in obedience to orders, or in carrying out a system approved by authority or a legal provision ; (b) the probable defence ; (c) whether the case appears to be reasonably complete.)

- a) L'inculpé doit assumer l'entière responsabilité pour les crimes et délits commis dans l'exercice de ses fonctions.
- b) Il invoquera des causes de justification et d'excuse, notamment le commandement de la loi et l'ordre de l'autorité supérieure.
- ~~sp. 2111~~
- c) Lüdtké est un grand criminel de guerre dont la culpabilité ne saurait faire aucun doute.



Chief Officer



1084/L/G/S

WIENECKE, Josef

Submitted Decision of Committee F

25 JUL 1945, Adjourned <sup>28 August</sup> for further *B*

1084/L/G/S

(For the Use of the Secretariat)

Registered Number.

Date of receipt in Secretariat.

1084/L/G/8

19 July 1945

## UNITED NATIONS WAR CRIMES COMMISSION

1 CHARGES AGAINST 1 WAR CRIMINALS

A CHARGE No. 5 \*

Name of accused, his rank and unit, or official position.

(Not to be translated.)

Wienecke Josef  
Staatsanwalt



Date and place of commission of alleged crime.

Occupation allemande  
(Fin 1940 - commencement septembre 1944)  
Palais de Justice  
Luxembourg - Ville

Number and description of crime in war crimes list.

References to relevant provisions of national law.

Participation à la transformation de l'organisation judiciaire luxembourgeoise - art. 118 bis Code pénal -  
Meurtre et assassinat, coups et blessures - art. 392 ss C. pén -  
Attentat à la liberté individuelle - art. 434 ss C.p. -  
pour avoir exécuté, soit coopéré directement à leur exécution, soit d'avoir prêté pour l'exécution une aide telle que, sans son assistance le crime ou délit n'eût pu être commis - art. 66 C.pén. -  
Convention de la Haye du 18.10.1907 (IV<sup>e</sup> Conv. art. 43 46)

### SHORT STATEMENT OF FACTS.

- A contribué à la transformation de l'organisation judiciaire luxembourg.
- provoqué et ordonné des arrestations illégales.
- requis comme représentant du Ministère public auprès du "Sondergericht" des peines pour des faits ne constituant ni des infractions à la loi luxbg., ni aux accords internationaux régissant les droits des belligérants
- contribué à l'emprisonnement, à la détention dans une maison de force et à la mort de Luxembourgeois.

TRANSMITTED BY l'Office National pour la recherche des crimes de guerre, Luxembourg, le 3 juillet 1945

\* Insert serial number under which the case is registered in the files of the National Office of the accusing State.



PARTICULARS OF ALLEGED CRIME

(Siegen)

Wienecke Josef, né le 8.8.1906 à Eitorf, domicilié à Trèves est un criminel de guerre.

Il s'est rendu d'une façon générale coupable de la même façon que le 1. Staatsanwalt Drach ( voir A charge Nr 2), sauf qu'il n'était pas procureur près du "Standgericht".

Dans l'exercice de ses fonctions du Ministère Public près le tribunal spécial du "Sondergericht", institué par ordonnance de l'ennemi en août 1940, il a requis la peine de mort ou des condamnations à des peines privatives de la liberté contre nombre de ressortissants luxembourgeois, prévenus d'infractions aux ordonnances du pouvoir occupant, contraire aux lois du pays et aux conventions internationales.

Ainsi il a, pour ne citer que quelques exemples, traqué et fait condamner des patriotes luxembourgeois uniquement à cause de leurs opinions politiques; nombreux furent ceux contre qui il a requis la peine de la détention dans une maison de force pour avoir écouté les émissions anglaises de la BBC ou d'autres postes des Nations Unies.

Ce fut lui, ayant occupé le siège du Ministère Public dans l'affaire de l'Administrateur des Biens de S.A.R. la Grande-Duchesse, condamné à 5 mois de prison par Lüdtké, alors président du "Sondergericht". (voir A charge Nr 3).

Alfred Loesch,

PARTICULARS OF EVIDENCE IN SUPPORT

Les Allemands ont malheureusement emporté la plupart des pièces et dossiers pouvant rendre compte de l'activité de Wienecke au "Sondergericht". Toutefois, il reste quantité de personnes, tant parmi ses victimes rentrées des prisons allemandes que parmi le public qui puissent témoigner contre l'inculpé.

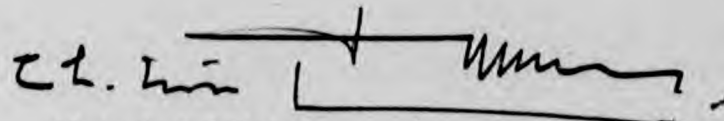
Les articles parus dans les journaux (à titre d'intimidation) relatant les débats et les peines prononcées serviront de preuve à l'appui.



NOTES ON THE CASE

(Under this heading should be included the view taken as to (a) the degree of responsibility of the accused in view of his official position, e.g., was offence committed on the offender's own initiative, or in obedience to orders, or in carrying out a system approved by authority or a legal provision ; (b) the probable defence ; (c) whether the case appears to be reasonably complete.)

- a) L'inculpé doit assumer l'entière responsabilité des crimes et délits commis dans l'exercice de ses fonctions.
- b) Il invoquera des causes de justification et d'excuse, notamment l'ordre de la loi et le commandement de l'autorité supérieure.
- c) Wienecke est un criminel de guerre dont la culpabilité ne fait aucun doute.

  
Chief Officer

1219/L/G/II

BERGMANN, Alexander, Dr.

Submitted Decision of Committee I

Approved B

6 AUG 1945

1219/L/G/II



(For the Use of the Secretariat)

Registered Number.

Date of receipt in Secretariat.

1219/L/G/11

25 JUL 1945

## UNITED NATIONS WAR CRIMES COMMISSION

1 CHARGE~~S~~ AGAINST 1 WAR CRIMINAL~~S~~

A CHARGE No. 7 \*

Name of accused, his rank and unit, or official position.

(Not to be translated.)

Dr. Bergmann Alexander  
Oberlandesgerichtspräsident u. Kommissar für die Justiz-  
verwaltung

Date and place of commission of alleged crime.

Occupation allemande ( août 1940 - environ avril 1943)  
Palais de justice  
Luxembourg - Ville

Number and description of crime in war crimes list.

References to relevant provisions of national law.

Participation à la transformation de l'organisation judiciaire luxembourgeoise - art. 118 bis du Code pénal -  
Meurtre et assassinat, coups et blessures - art. 392 ss du C. pén.-  
Attentat à la liberté individuelle - art. 434ss C.pén.-  
pour avoir exécuté, soit coopéré directement à leur exécution, soit d'avoir prêté pour l'exécution une aide telle que, sans son assistance le crime ou délit n'eût pu être commis - art. 66 C. pén.-  
Conv. de la Haye du 18.10.1907 (IV Conv.art. 43, 46)

### SHORT STATEMENT OF FACTS.

A contribué à la transformation de l'organisation judiciaire luxembourg. Doit assumer comme chef suprême de la justice du pays la responsabilité des condamnations à mort et à des peines d'emprisonnement prononcées par les tribunaux pour des faits ne constituant ni des infractions à la loi luxembourgeoise, ni aux accords internationaux régissant les droits des belligérants.

TRANSMITTED BY l'Office National pour la recherche des crimes de guerre, Luxembourg, le 11 juillet 1945

\* Insert serial number under which the case is registered in the files of the National Office of the accusing State.

PARTICULARS OF ALLEGED CRIME

Bergmann Alexandre, venu de Cologne, où il exerçait les fonctions de Oberlandesgerichtspräsident depuis 1934, criminel de guerre, a été nommé "Kommissar für die Justizverwaltung" pour le Grand-Duché.

En cette qualité il est à considérer comme un des auteurs principaux de la transformation de l'organisation judiciaire, troisième pouvoir constitutionnel du pays.

"Kommissar für die Justizverwaltung" il était le chef suprême du tribunal spécial dit "Sondergericht", institué par ordonnance de l'ennemi ~~en~~ en août 1940; comme tel il est responsable des condamnations à la peine de mort ou à des peines privatives de liberté contre de nombreux patriotes luxembourgeois, prévenus d'infractions aux ordonnances du pouvoir occupant, contraires aux lois du pays et aux conventions internationales.

En sa double qualité de "Oberlandesgerichtspräsident et <sup>de</sup> Kommissar für die Justizverwaltung" il était le chef suprême de la justice du pays; il est donc à considérer comme auteur principal, sinon comme co-auteur, auteur moral resp. complice de tous les crimes commis par cette administration. Dans ses actes et ses discours il a systématiquement pris une attitude contraire aux conventions internationales.



PARTICULARS OF EVIDENCE IN SUPPORT

Malgré que la plupart des pièces et dossiers pouvant renseigner sur l'activité de Bergmann, aient été emportés par les nazis lors de leur fuite précipitée en septembre dernier, il reste quantité de personnes, tant parmi ses victimes que parmi les magistrats et le public luxembourgeois qui puissent témoigner contre l'inculpé.

Des documents ont pu être retrouvés, le désignant comme un des auteurs principaux de la transformation des institutions du pays.

NOTES ON THE CASE

(Under this heading should be included the view taken as to (a) the degree of responsibility of the accused in view of his official position, e.g., was offence committed on the offender's own initiative, or in obedience to orders, or in carrying out a system approved by authority or a legal provision; (b) the probable defence; (c) whether the case appears to be reasonably complete.)

- a) L'inculpé doit assumer l'entière responsabilité des crimes et délits commis dans l'exercice de ses fonctions.
- b) Il invoquera des causes de justification et d'excuse, notamment l'ordre de la loi et le commandement de l'autorité supérieure.
- c) Bergmann est un criminel de guerre dont la culpabilité ne fait aucun doute.

Chief Officer

C. L. [Signature]



1220/L/S/12

BRUKNECHT, Otto, Dr.

Submitted Decision of Committee I

18 AUG 1945

Adjourned B

1220/L/G/12

(For the Use of the Secretariat)

Registered Number.

Date of receipt in Secretariat.

1220/L/G/12

25 JUL 1945

## UNITED NATIONS WAR CRIMES COMMISSION

1 CHARGE~~S~~ AGAINST 1 WAR CRIMINAL~~S~~

A CHARGE No. 8 \*

Name of accused, his rank and unit, or official position.

(Not to be translated.)

Dr. Nauknecht Otto  
Landgerichtsdirektor u. Stellvertretender Kommissar  
für die Justizverwaltung

Date and place of commission of alleged crime.

Occupation allemande ( 1940 - 1944 )  
Palais de justice  
Luxembourg - Ville

Number and description of crime in war crimes list.

References to relevant provisions of national law.

Participation à la transformation de l'organisation judiciaire luxembourgeoise - art. 118 bis Code pénal - Meurtre et assassinat, coups et blessures, art. 392 ss Code pénal - Attentat à la liberté individuelle - art. 434 ss C.pén.- pour avoir exécuté, soit coopéré directement à leur exécution, soit d'avoir prêté pour l'exécution une aide telle que sans son assistance le crime ou délit n'eût pu être commis - art. 66 C. Pén.- Conv. de la Haye du 18.10.1907 (IV<sup>e</sup> Conv. art. 43, 46)

### SHORT STATEMENT OF FACTS.

- A contribué à la transformation de l'organisation judiciaire luxembourg.
- provoqué et ordonné des arrestations illégales
- prononcé comme président suppléant du "Sondergericht" des jugements pour des faits ne constituant ni des infractions à la loi luxembourg. ni aux accords internationaux régissant les droits des belligérants.
- contribué à l'emprisonnement, à la détention dans une maison de force et à la mort de Luxembourgeois.

TRANSMITTED BY l'Office National pour la recherche des crimes de guerre  
Luxembourg, le 13.7.1945

\* Insert serial number under which the case is registered in the files of the National Office of the accusing State.



PARTICULARS OF ALLEGED CRIME

Bauknecht Otto, né le 29.11.02 à Stuttgart, demeurant à Trèves, Agritiusstrasse 15

est un criminel de guerre.

Il a donné des instructions tendant à la transformation des institutions légales et de l'organisation judiciaire du Grand-Duché, en ordonnant, entre autres, l'introduction de la formule allemande " im Namen des Deutschen Volkes".

Président suppléant, "Stellvertretender Vorsitzender" du tribunal spécial dit "Sondergericht" depuis le 1.8.1941, il est responsable des condamnations à la peine de mort ou à des peines privatives de liberté contre des ressortissants luxembourgeois, prévenus d'infractions aux ordonnances du pouvoir occupant, contraires aux lois du pays et aux conventions internationales.

Il a siégé au "Sondergericht" dans l'affaire de Monsieur Alfred Loesch, administrateur des biens de S.A.R. la Grande-Duchesse, condamné à 5 mois de prison pour avoir voulu sauver des effets appartenant à la Souveraine. Monsieur Loesch fut plus tard déporté. ( Voir A Charges 3 Lüdtke et 5 Wienecke)

PARTICULARS OF EVIDENCE IN SUPPORT

Les Allemands ont malheureusement emporté la plupart des pièces et dossiers relatifs à l'activité de Bauknecht.

Cependant une foule de gens, tant parmi ses victimes, que parmi les magistrats et le public luxembourgeois, sont à même de témoigner contre l'inculpé.

Les articles parus dans les journaux, portant à la connaissance du public notamment les condamnations à mort etc., ont pu être conservés.

Des documents entre les mains de autorités témoignent des efforts de l'inculpé à transformer l'organisation judiciaire du pays.

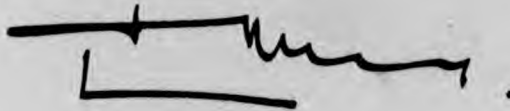


NOTES ON THE CASE

(Under this heading should be included the view taken as to (a) the degree of responsibility of the accused in view of his official position, e.g., was offence committed on the offender's own initiative, or in obedience to orders, or in carrying out a system approved by authority or a legal provision ; (b) the probable defence ; (c) whether the case appears to be reasonably complete.)

- a) L'inculpé doit assumer l'entière responsabilité des crimes et délits commis dans l'exercice de ses fonctions.
- b) Il invoquera des causes de justification et d'excuse, notamment l'ordre de la loi et le commandement de l'autorité supérieure.
- c) Bauknecht est un criminel de guerre dont la culpabilité ne fait aucun doute.

Chief Officer



5863/L/G/25

UNGER, Hermann

Date Submitted      Decision of Committee I

25 Jul 1947

Adjourned

R. 2.

5863/L/G/25



(For the Use of the Secretariat)

Registered Number.

Date of receipt in Secretariat.

5863/L/G/25

16 JUL 1947

## UNITED NATIONS WAR CRIMES COMMISSION

LUXEMBURG 1 CHARGES AGAINST 1 GERMAN WAR CRIMINALS  
CHARGE No. A 25 \*

Name of accused, his rank and unit, or official position.  (Not to be translated.)	<u>U n g e r Hermann, born 25.3.05</u> <u>Hauptbereichsleiter der NSDAP</u>
Date and place of commission of alleged crime.	<u>November 1940 - September 1944 in Luxembourg-City</u>
Number and description of crime in war crimes list.	
References to relevant provisions of national law.	<u>Art. 118 bis Code Pénal (Changement des institutions)</u> <u>392 ss (Homicide)</u> <u>434 ss (Attentat à la liberté individuelle)</u>

### SHORT STATEMENT OF FACTS.

Subject was appointed o/a November 1940 as an Hauptbereichsleiter of the NSDAP in Luxembourg.

As such he was one of the most important party-members (goldenes Parteiabzeichen) sent to Luxembourg with a view of germanization and nazification.

He acted as a specialist, supervising all questions dealing with the political standing of Luxembourg subjects.

According to his decision officials were destituted and deported to Germany and Eastern Europe. Other citizens as e.g. lawyers, doctors, were forbidden to practise.

He cooperated in the deportation of more than thousand Luxembourg subjects as a direct result of which many died.

TRANSMITTED BY Luxembourg National War Crimes Office

\* Insert serial number under which the case is registered in the files of the National Office of the accusing State.

PARTICULARS OF ALLEGED CRIME

1981 11 01

Among the victims who did not returned to Luxembourg we quote 10 gendarmes, 2 customs officials and 2 post officials.



PARTICULARS OF EVIDENCE IN SUPPORT

- a) Investigations by Public Security Report no I336
- b) Witnesses: persons deported
- c) Documents seized at the Kreisleitung.

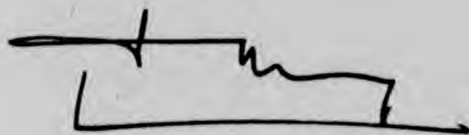
NOTES ON THE CASE

(Under this heading should be included the view taken as to (a) the degree of responsibility of the accused in view of his official position, e.g., was offence committed on the offender's own initiative, or in obedience to orders, or in carrying out a system approved by authority or a legal provision ; (b) the probable defence ; (c) whether the case appears to be reasonably complete.)

The offense was committed in carrying out a system approved by the party in which decisions the offender took a main part of responsibility.

The probable defence will be that of a plea of superior order.

The case appears to be reasonably complete.





5865/L/G/27

SIMMER, Nikolaus

Date Submitted

Decision of Committee I

25 JUL 1947

Adjourned

R.2.

5865/L/G/27

(For the Use of the Secretariat)

Registered Number.

Date of receipt in Secretariat.

5865/L/G/27

16 JUL 1947

## UNITED NATIONS WAR CRIMES COMMISSION

LUXEMBURG 1 CHARGE~~S~~ AGAINST GERMAN WAR CRIMINAL~~S~~  
CHARGE No. A 27 \*

Name of accused, his rank and unit, or official position.

(Not to be translated.)

S i m m e r Nikolaus, born 11.11.02  
Leiter der Wirtschaftsabteilung beim Chef der  
Zivilverwaltung in Luxemburg

Date and place of commission of alleged crime.

1942 - 1944 in Luxembourg

Number and description of crime in war crimes list.

References to relevant provisions of national law.

Cp. art. 118 bis (changement des institutions)  
461 ss (vol)  
521 ss (destructions)

### SHORT STATEMENT OF FACTS.

TRANSMITTED BY Luxembourg National War Crimes Office

\* Insert serial number under which the case is registered in the files of the National Office of the accusing State.



PARTICULARS OF ALLEGED CRIME

Subject was put in charge of the germanization and nazification of the economical structure of Luxembourg.

In this capacity he organized the liquidation of all Luxembourg insurance companies which were replaced by a German insurance Cy under the presidency of a brother of Dr. Goebbels. To this German organization the funds of the insurance companies "La Luxembourgeoise, Le Foyer and Terra" were transferred. Simmer became one of the members of the board of administration.

In the trend of germanization Simmer upset the banking system of Luxembourg which he tried to monopolize in a "Gaubank". The International Bank in Luxembourg in which he became the representative of the Gauleiter was subordinated to the Dresdner Bank. Other Luxembourg Banks as the Gewerbebank and agencies of the Banque Générale and the Banque Internationale were closed.

The owners of the Luxembourg iron ore mines were dispossessed without indemnification and the mines attributed to a Gewerkschaft Lützelburg belonging to the German State.

O/a 1-10.9.1944, before the liberation of this country, subject ordered the destruction of the Luxembourg industrial plants, the orders were executed but thanks to the confusion which reigned at this moment not too much harm was done.

PARTICULARS OF EVIDENCE IN SUPPORT

- a) Investigations by Public Security report n° I747
- b) Witnesses: Lambert Max, Directeur Général de la Banque Internationale, Weber Paul Secrétaire Général de la Chambre de Commerce

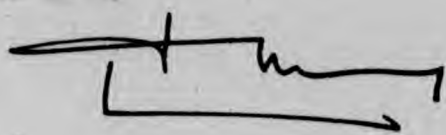
NOTES ON THE CASE

(Under this heading should be included the view taken as to (a) the degree of responsibility of the accused in view of his official position, e.g., was offence committed on the offender's own initiative, or in obedience to orders, or in carrying out a system approved by authority or a legal provision ; (b) the probable defence ; (c) whether the case appears to be reasonably complete.)

The offence was committed in carrying out a system approved by the party in which decisions the offender took a main part of responsibility.

The probable defence will be that of a plea of superior order.

The case appears to be reasonably complete.





5866/L/G/28

WETTER, August

Date Submitted

Decision of Committee 1

25 JUL 1947

Adjourned

R.2.

5866/L/G/28

(For the Use of the Secretariat)

Registered Number.

Date of receipt in Secretariat.

5866/L/G/28

16 JUL 1947

## UNITED NATIONS WAR CRIMES COMMISSION

LUXEMBURG 1 CHARGES AGAINST 1 GERMAN WAR CRIMINALS  
CHARGE No. A 30 \*

Name of accused, his rank and unit, or official position.

(Not to be translated.)

W e t t e r August, born 25.9.1890

SA-Brigadeführer

Polizeipräsident in Luxemburg

Gaujägermeister

Date and place of commission of alleged crime.

5.8.40 - 1.9.41

in Luxembourg-City

Number and description of crime in war crimes list.

References to relevant provisions of national law.

Art. 118 bis (changement des institutions

434 bis ss C.p. (Attentats à la liberté individuelle)

526 ss C.p; (destruction de monuments)  
461 ss (vol)

### SHORT STATEMENT OF FACTS.

TRANSMITTED BY Luxembourg National War Crimes Office

\* Insert serial number under which the case is registered in the files of the National Office of the accusing State.



PARTICULARS OF ALLEGED CRIME

Wetter, as a German Polizeipräsident to Luxembourg was among the high-ranking German officials who organized in this country the German Zivilverwaltung.

Under his command the first actions of nazi terrorism were taken:

Luxembourg officials were destituted and compulsorily sent to Germany.

Various towns especially Luxembourg-city were raided by German Police Forces and Luxembourg subjects wearing the national emblem were beaten and arrested.

When the monument, erected in memory of the Luxembourg soldiers of the first world-war was destroyed, German police under Wetter's command stood by and savagely ill-treated Luxembourg subjects who could not conceal their disapproval.

As a high commissioner for hunting he excluded Luxembourg subjects from the huntinggrounds of which they held lease and conferred the right of hunting upon Germans, whereas Luxembourg subjects were obliged to pay the rent.

He abolished Luxembourg legislation concerning hunting and introduced the German law.

He ordered the confiscation of guns and rifles among them those of the Grand-Ducal Family.



PARTICULARS OF EVIDENCE IN SUPPORT

- a) Investigations by Public security report n° I5I2
- b) Witnesses : victims of destitution and deportation  
esp. MR. Jean Michel Weis, former Luxembourg director  
of Police - Mr. Eugène Kauth, secretary general of  
the Administration of woods and forests
- c) Document seized in Luxembourg.

NOTES ON THE CASE

(Under this heading should be included the view taken as to (a) the degree of responsibility of the accused in view of his official position, e.g., was offence committed on the offender's own initiative, or in obedience to orders, or in carrying out a system approved by authority or a legal provision ; (b) the probable defence ; (c) whether the case appears to be reasonably complete.)

The offence was committed in carrying out the system of germanization of Luxembourg which was approved by authority and by some German legal provisions contrary to International Law;

Nevertheless the offender acted on his own initiative in extending zealously the scope of an activity for which he volunteered.

The probable defence will be that of a plea of superior order.

The case appears to be reasonably complete;



*[Handwritten signature]*



5868/L/G/30

RIBSTEIN, Helmut

Date Submitted      Decision of Committee 1

Date Submitted	Decision of Committee 1	R. 2
25 JUL 1947	Adjourned	R. 2

5868/L/G/30



(For the Use of the Secretariat)

Registered Number.

Date of receipt in Secretariat.

5868/L/G/30

16 JUL 1947

# UNITED NATIONS WAR CRIMES COMMISSION

LUXEMBURG 1 CHARGE/S AGAINST GERMAN WAR CRIMINALS  
CHARGE No. A 48 \*

Name of accused, his rank and unit, or official position.

(Not to be translated.)

R i b s t e i n Helmuth, born 4.9.1894  
Kommandant der Gendarmerie beim Chef der  
Zivilverwaltung.

Date and place of commission of alleged crime.

October 1941 - May 1943 in Grevenmacher (Luxembourg)  
Esch (Luxembourg), Diekirch (Luxembourg) and  
Luxembourg-City.

Number and description of crime in war crimes list.

References to relevant provisions of national law.

Art. 118 bis Code Pénal (Changement des institutions)  
392 ss (Homicide)  
434 ss (Attentats à la liberté individuelle)

## SHORT STATEMENT OF FACTS.

Ribstein was put by the Gauleiter in charge of the germanization and the nazification of the former Luxembourg Gendarmerie-Forces.

In various meetings on 16.2.42 in Grevenmacher, 17.2.42 in Esch and 20.2.42 in Diekirch the Luxembourg members of the Gendarmerie were threatened with deportation and arrestation to take an oath on Hitler.

Those who refused were either sent to CC or after destitution sent to forced labour to Germany.

TRANSMITTED BY Luxembourg National War Crimes Office

\* Insert serial number under which the case is registered in the files of the National Office of the accusing State.



PARTICULARS OF EVIDENCE IN SUPPORT

- a) Investigations by Public Security Report no 1176
- b) Witnesses: persons deported and destituted
- c) Documents seized in Luxembourg.



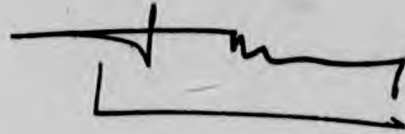
NOTES ON THE CASE

(Under this heading should be included the view taken as to (a) the degree of responsibility of the accused in view of his official position, e.g., was offence committed on the offender's own initiative, or in obedience to orders, or in carrying out a system approved by authority or a legal provision ; (b) the probable defence ; (c) whether the case appears to be reasonably complete.)

The offence was committed in carrying out a system approved by authority but contrary to International Law.

The probable defence will be that of a plea of superior order.

The case appears to be reasonably complete.



5872/L/G/34

FABER, Alwin

Date Submitted      Decision of Committee I

25 JUL 1947

Adjourned

R.2

5872/L/G/34



(For the Use of the Secretariat)

Registered Number.

Date of receipt in Secretariat.

5872/L/G/34

16 JUL 1947

# UNITED NATIONS WAR CRIMES COMMISSION

LUXEMBURG 1 CHARGES AGAINST GERMAN WAR CRIMINALS  
CHARGE No. B 14 \*

Name of accused, his rank and unit, or official position.

F a b e r Alwin, born 15.7.1900  
Technischer Leiter des NS Fliegerkorps

(Not to be translated.)

Date and place of commission of alleged crime.

o/A 31.8.1942 in Wiltz

Number and description of crime in war crimes list.

References to relevant provisions of national law.

art. 434 ss ( attentats à la liberté individuelle )  
398 ss ( coups et blessures volontaires )

## SHORT STATEMENT OF FACTS.

xxxOn 31.8.1942 the population of Wiltz protested by means of a strike against the introduction of compulsory military service in Luxembourg.

In the course of the very severe repression Faber took an active part illtreating Luxembourg subjects.

He is responsible for the illegal arrestation of Mrs; Winkler Katharina whom he arrested on his own initiative and who was deported to Germany.

TRANSMITTED BY Luxembourg National War Crimes Office

\* Insert serial number under which the case is registered in the files of the National Office of the accusing State.





PARTICULARS OF EVIDENCE IN SUPPORT

- a) Investigations by Public Security Report n° 63
- b) Witness: Winkler Katharina

NOTES ON THE CASE

(Under this heading should be included the view taken as to (a) the degree of responsibility of the accused in view of his official position, e.g., was offence committed on the offender's own initiative, or in obedience to orders, or in carrying out a system approved by authority or a legal provision ; (b) the probable defence ; (c) whether the case appears to be reasonably complete.)

The offender acted on his own initiative in a matter which legally was not of his concern.

The probable defence will be that of denegation.

The case seems complete. ~~is~~ .



*[Handwritten signature]*



5875/L/G/37

JAEGER, Hans

Date Submitted

Decision of Committee I

25 JUL 1947

Adjourned

R.Z.

5875/L/G/37

(For the Use of the Secretariat)

Registered Number.

Date of receipt in Secretariat.

~~Luxembourg~~ 5875 / L/G/37

16 JUL 1947

## UNITED NATIONS WAR CRIMES COMMISSION

Luxembourg 1 CHARGES AGAINST German WAR CRIMINALS  
CHARGE No. B. 35 \*

Name of accused, his rank and unit, or official position.

J a e g e n Hans, born 20.8.99  
Leutnant der Schutzpolizei

(Not to be translated.)

Date and place of commission of alleged crime.

December 1940 -  
in Differdange (Luxembourg)

Number and description of crime in war crimes list.

References to relevant provisions of national law.

Art. 398 ss Code Pénal  
Arrestations illégales.

### SHORT STATEMENT OF FACTS.

Subject is charged with severe illtreatments of the Luxembourg subject GOEDERICH Hubert.

TRANSMITTED BY Luxembourg National War Crimes Office

\* Insert serial number under which the case is registered in the files of the National Office of the accusing State.

(26952) W.P.1505/1120 500 1/44 A.& E.W.Lt.I. Cp.685  
(26924) W.P.1817/P.1120 5,000 3/44 " " "



PARTICULARS OF ALLEGED CRIME

1. Name of the accused: \_\_\_\_\_

2. Name of the victim: \_\_\_\_\_

3. Name of the place: \_\_\_\_\_

4. Name of the date: \_\_\_\_\_

5. Name of the time: \_\_\_\_\_

6. Name of the nature of the crime: \_\_\_\_\_

7. Name of the details of the crime: \_\_\_\_\_

8. Name of the details of the crime: \_\_\_\_\_

9. Name of the details of the crime: \_\_\_\_\_

10. Name of the details of the crime: \_\_\_\_\_

11. Name of the details of the crime: \_\_\_\_\_

12. Name of the details of the crime: \_\_\_\_\_

13. Name of the details of the crime: \_\_\_\_\_

14. Name of the details of the crime: \_\_\_\_\_

15. Name of the details of the crime: \_\_\_\_\_

16. Name of the details of the crime: \_\_\_\_\_

17. Name of the details of the crime: \_\_\_\_\_

18. Name of the details of the crime: \_\_\_\_\_

19. Name of the details of the crime: \_\_\_\_\_

20. Name of the details of the crime: \_\_\_\_\_

21. Name of the details of the crime: \_\_\_\_\_

22. Name of the details of the crime: \_\_\_\_\_

23. Name of the details of the crime: \_\_\_\_\_

24. Name of the details of the crime: \_\_\_\_\_

25. Name of the details of the crime: \_\_\_\_\_



PARTICULARS OF EVIDENCE IN SUPPORT

- a) Investigations by Public Security Report no 4350
- b) Witnesses: GOEDERICH Hubert, 16 route d'Esch, Luxembourg

NOTES ON THE CASE

(Under this heading should be included the view taken as to (a) the degree of responsibility of the accused in view of his official position, e.g., was offence committed on the offender's own initiative, or in obedience to orders, or in carrying out a system approved by authority or a legal provision ; (b) the probable defence ; (c) whether the case appears to be reasonably complete.)

Subject acted on his own initiative.

The probable defence will be that of denegation.

The case appears to be reasonably complete.



A handwritten signature or scribble consisting of several horizontal and vertical lines, possibly representing a name or initials.

5876/L/G/38

KLEESATTEL, Josef

S

Date Submitted

Decision of Committee I

25 JUL 1947

Adjourned

R.Z.

5876/L/G/38



(For the Use of the Secretariat)

Registered Number.

Date of receipt in Secretariat.

5876/L/G/38

16 JUL 1947

## UNITED NATIONS WAR CRIMES COMMISSION

LUXEMBURG 1 CHARGES AGAINST 1 GERMAN WAR CRIMINALS  
CHARGE No. B 45 \*

Name of accused, his rank and unit, or official position.

K l e e s a t t e l Josef, born 10.9.1885  
Ortsgruppenleiter NSDAP

(Not to be translated.)

Date and place of commission of alleged crime.

1.11.1941 - September 1944  
in Luxembourg-City

Number and description of crime in war crimes list.

References to relevant provisions of national law.

Art. 118 bis Code Pénal (Changement des institutions)  
189 ss (mauvais traitement)  
arrestations arbitraires.

### SHORT STATEMENT OF FACTS.

Kleesattel acted in Luxembourg as a party official in the general scope of germanization and nazification of this country.

His special duty was to organize and to give his advice for deportations (Sonderbeauftragter für Absiedelungsfragen) From January 1944 he became an Ortsgruppenleiter in Luxembourg-City.

He is responsible for the deportation of 8 Luxembourg families living in his district. The deported persons were sent to deportation-camps in Eastern Germany and subjected to forced labour. Illtreatments occurred in the camps.

TRANSMITTED BY Luxembourg National War Crimes Office

\* Insert serial number under which the case is registered in the files of the National Office of the accusing State.



PARTICULARS OF EVIDENCE IN SUPPORT

- a) Investigations by Public Security Report no 617
- b) Witnesses: persons deported
- c) Documents seized at the Ortsgruppenleitung Luxembourg.



NOTES ON THE CASE

(Under this heading should be included the view taken as to (a) the degree of responsibility of the accused in view of his official position, e.g., was offence committed on the offender's own initiative, or in obedience to orders, or in carrying out a system approved by authority or a legal provision ; (b) the probable defence ; (c) whether the case appears to be reasonably complete.)

The offence was committed in carrying out the system of germanization of Luxembourg which was approved by authority and some German legal provisions contrary to International Law.

Nevertheless the offender acted on his own initiative in extending zealously the scope of an activity for which he volunteered.

The probable defence will be that of a plea of superior order.

The case appears to be reasonably complete.



A handwritten signature in black ink, consisting of a series of connected loops and a horizontal line at the end.

5877/2/6/39

SCHMITZ, Hans Peter

Date Submitted

Decision of Committee 1

25 JUL 1947

Adjourned

R.2

5877/2/6/39



5877/4/6/39

SCHMITZ, Hans Peter

Date Submitted

Decision of Committee I

25 JUL 1947

Adjourned

R.2

5877/4/6/39



(For the Use of the Secretariat)

Registered Number.

Date of receipt in Secretariat.

5877/L/G/39

16 JUL 1947

## UNITED NATIONS WAR CRIMES COMMISSION

LUXEMBURG 1 CHARGES AGAINST 1 GERMAN WAR CRIMINALS

CHARGE No. B 82 \*

Name of accused, his rank and unit, or official position.

S c h m i t z Hans Peter, born 13.11.89  
Amtsbürgermeister

(Not to be translated.)

Date and place of commission of alleged crime.

August 1941 - September 1942  
in Wiltz (Luxembourg)

Number and description of crime in war crimes list.

References to relevant provisions of national law.

art. 118 bis Code Penal (Changement des institutions)  
392 ss (Homicide)  
121 bis (dénonciations)  
arrestations illégales

### SHORT STATEMENT OF FACTS.

Subject was appointed as a German burgomaster of the town of Wiltz o/a August 1941. He was a member of the NSDAP. As such he took an active part in the attempted germanization of Luxembourg, destituting and proposing for deportation persons who opposed the German regime.

In August 1942 the population of Wiltz protesting against the compulsory military service imposed on this country stopped working. This movement was called a political strike by Germans and the Amtsbürgermeister SCHMITZ took an active part in the repression.

He denounced two persons: Muller Nikolaus and Worré Michel as the ring-leaders of the strike and handed them over to the Gestapo. Both were sentenced to death by a SS Court according to evidence given by Schmitz. They were executed.

TRANSMITTED BY Luxembourg National War Crimes Office

\* Insert serial number under which the case is registered in the files of the National Office of the accusing State.

PARTICULARS OF ALLEGED CRIME

1941

CHARGE

SECTION

DATE

PLACE

NAME OF ACCUSED

AGE

RELIGION

EDUCATION

PROFESSION

STATUS

RESIDENCE

DETAILS OF CRIME

DATE OF ARREST

PLACE OF ARREST

NAME OF POLICE STATION

NAME OF OFFICER

NAME OF WITNESSES

DETAILS OF WITNESSES

DETAILS OF EVIDENCE

DETAILS OF INVESTIGATION

DETAILS OF TRIAL

DETAILS OF SENTENCE

DETAILS OF APPEAL

DETAILS OF EXECUTION

DETAILS OF REVISION

DETAILS OF REVIEW

DETAILS OF REPEAL

DETAILS OF COMMUTATION

DETAILS OF PARDON

DETAILS OF AMNESTY

DETAILS OF REHABILITATION

DETAILS OF REPARATION

DETAILS OF RESTITUTION

DETAILS OF COMPENSATION

DETAILS OF DAMAGES

DETAILS OF INTEREST

DETAILS OF COSTS

DETAILS OF FEES

DETAILS OF CHARGES

DETAILS OF DEFENSE

DETAILS OF VERDICT

DETAILS OF JUDGMENT

PARTICULARS OF EVIDENCE IN SUPPORT

- a) Investigations by Public Security Report no 1467
- b) Witnesses: victims and inhabitants of the town of Wiltz  
victims and next of kin of those who were executed.



NOTES ON THE CASE

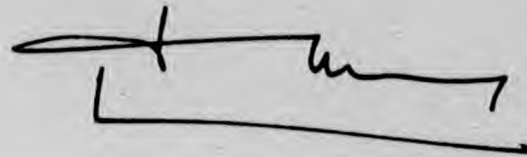
(Under this heading should be included the view taken as to (a) the degree of responsibility of the accused in view of his official position, e.g., was offence committed on the offender's own initiative, or in obedience to orders, or in carrying out a system approved by authority or a legal provision ; (b) the probable defence ; (c) whether the case appears to be reasonably complete.)

The offence was committed in carrying out the system of germanization of Luxembourg which was approved by authority and some German legal provisions contrary to International Law.

Nevertheless the offender acted on his own initiative in extending zealously the scope of an activity for which he volunteered.

The probable defence will be that of a plea of superior order.

The case appears to be reasonably complete.



5878/L/G/40

SCHUMACHER, Josef

Date Submitted

Decision of Committee I

25 JUL 1947

Adjourned

R-2

5878/L/G/40



(For the Use of the Secretariat)

Registered Number.

Date of receipt in Secretariat.

5878/L/G/40

16 JUL 1947

**UNITED NATIONS WAR CRIMES COMMISSION**

LUXEMBURG 1 CHARGES AGAINST GERMAN WAR CRIMINALS

CHARGE No. B.85 \*

Name of accused, his rank and unit, or official position.

S c h u m a c h e r Josef, born 22.9.1903  
Landgerichtsrat

(Not to be translated.)

Date and place of commission of alleged crime.

December 1941 - March 1943 in Luxembourg

Number and description of crime in war crimes list.

References to relevant provisions of national law.

art. 434 ss Code pénal (attentats à la liberté individuelle)  
392 ss (homicide et coups et blessures)

**SHORT STATEMENT OF FACTS.**

TRANSMITTED BY Luxembourg National War Crimes Office

\* Insert serial number under which the case is registered in the files of the National Office of the accusing State.

(26352) W.L.P.1505/1120 500 1/44 A.S.E.W.Lt.L. Cp.685  
(26924) W.L.P.1817/P.1139 5,000 3/44 " " "



PARTICULARS OF ALLEGED CRIME

Subject in spite of his title did not act as a judge in Luxembourg but as the legal adviser of Unger Hermann Hauptbereichsleiter der NSDAP in Luxembourg (Cft. our charge n° A 25).

As such he acted in a common design with Unger as a specialist supervising questions dealing with the political standing of Luxembourg subjects.

According to the decision of Schumacher as well as of Unger Luxembourg officials were destituted and deported to Germany and Eastern Europe. Other citizens as e.g. lawyers, doctors were forbidden to practise. Shops were closed.

In the course of this action about 1000 Luxembourg subjects were deported; many died as a direct result of the deportation.

Schumacher acted only in one political case as a judge of the German "Sondergericht" in Luxembourg. The sentence was based on the law against public enemies and the extraordinary War Penal law imposed ex post facto to Luxembourg.

PARTICULARS OF EVIDENCE IN SUPPORT

- a) Evidence by Public Security Report-n° 1559
- b) Witnesses: Eischen Felix, curé, Walferdange† victims of deportation.

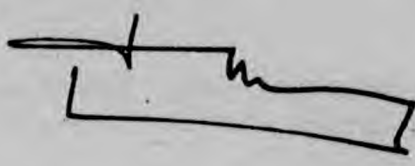
NOTES ON THE CASE

(Under this heading should be included the view taken as to (a) the degree of responsibility of the accused in view of his official position, e.g., was offence committed on the offender's own initiative, or in obedience to orders, or in carrying out a system approved by authority or a legal provision ; (b) the probable defence ; (c) whether the case appears to be reasonably complete.)

The offence was committed in carrying out a system approved by authority but contrary to International Law.

The probable defence will be that of a plea of superior order.

The case appears to be reasonably complete.





5879/L/G/41

TUECKS, Hermann

Date Submitted Decision of Committee I

25 JIII 1947

Adjourned

R.2.

5879/L/G/41

(For the Use of the Secretariat)

Registered Number.

Date of receipt in Secretariat.

5879/L/G/41

16 JUL 1947

# UNITED NATIONS WAR CRIMES COMMISSION

Luxembourg 1 CHARGES AGAINST GERMAN WAR CRIMINALS

CHARGE No. B 95 \*

Name of accused, his rank and unit, or official position.

Tuecks Hermann, born 8.6.02

Zollbeamter Wiltz

(Not to be translated.)

Date and place of commission of alleged crime.

September 1940 - September 1944  
in Wiltz.

Number and description of crime in war crimes list.

References to relevant provisions of national law.

Art. 434 ss C.p. (Attentats à la liberté individuelle)  
398 ss (coups et blessures volontaires)

## SHORT STATEMENT OF FACTS.

Subject acted as a custom-officer on behalf of the German administration in the district of Wiltz (Luxembourg). But as an active member of the SS he extended scope of his duties in hunting the Luxembourg subjects who tried to escape the German military service. In the course of his activity he threatened and illtreated the whole population searching farms and houses and trying by all means to succeed in this illegal arrestations.

TRANSMITTED BY Luxembourg National War Crimes Office

\* Insert serial number under which the case is registered in the files of the National Office of the accusing State.





PARTICULARS OF EVIDENCE IN SUPPORT

- a) Investigations by Public Security Report n° 1733
- b) Witnesses : his victims

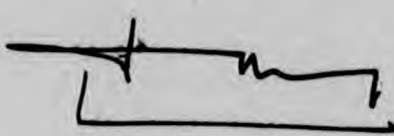
NOTES ON THE CASE

(Under this heading should be included the view taken as to (a) the degree of responsibility of the accused in view of his official position, e.g., was offence committed on the offender's own initiative, or in obedience to orders, or in carrying out a system approved by authority or a legal provision ; (b) the probable defence ; (c) whether the case appears to be reasonably complete.)

Subject acted on his own initiative.

The probable defence will be that of a plea of superior order.

The case appears to be reasonably complete.



5880/L/G/42

URMES, Albert

Date Submitted      Decision of Committee I

25 JUL 1947

Adjourned

A.2.

5880/L/G/42



(For the Use of the Secretariat)

Registered Number.

Date of receipt in Secretariat.

5880/L/G/42

16 JUL 1947

UNITED NATIONS WAR CRIMES COMMISSION

LUXEMBURG 1 CHARGE/S AGAINST 1 GERMAN WAR CRIMINALS
CHARGE No. B 96 \*

Name of accused, his rank and unit, or official position. (Not to be translated.)

U r m e s Albert, born 25.9.1910
Gaupropagandaleiter und Gaupresseamtsleiter
(Inhaber des goldenen Parteiabzeichens der NSDAP)

Date and place of commission of alleged crime.

October 1940 - September 1944
in Luxembourg

Number and description of crime in war crimes list.

References to relevant provisions of national law.

art. 118 bis Code pénal (changement des institutions)
434 ss (attentats à la liberté individuelle)
461 ss (vol)
448 (outrages à la Couronne)

SHORT STATEMENT OF FACTS.

TRANSMITTED BY Luxembourg National War Crimes Office

\* Insert serial number under which the case is registered in the files of the National Office of the accusing State.

PARTICULARS OF ALLEGED CRIME

Subject was the representative of Dr. Josef Goebbels in Luxembourg.

By means of speeches the attendance of which ~~was~~ compulsory, newspapers taken away from Luxembourg owners and broadcasting he attempted the germanization of this country threatening the population with terroristic measures and deportations and suggesting reprisals against those who opposed the ~~new~~ regime.

He may be considered as the main abettor of the gruesome and terroristic measures which were taken by the Zivilverwaltung in Luxembourg. E.g. We quote his statements in the papers issued under his authority in Luxembourg approving the severe measures taken by the Gauleiter and the Gestapo.

He suggested the deportation of Luxembourg subjects to Eastern Germany and advised the confinement in Burg Stahleck (Germany) of the Luxembourg students who opposed the compulsory military service. Many of them were sent to Concentration Camps.

In various speeches he attacked in a most disgusting way the Grand-Duchess.

Real estates belonging to the Crown, to the State and to convents were confiscated and put at the disposal of German "cultural" organisations.

PARTICULARS OF EVIDENCE IN SUPPORT

- a) Investigations by Public Security Report n° 4307
- b) Witnesses: Victims of the deportation
- c) Documents: Luxembourg papers issued under subjects authority, and documents seized at the Gaupropagandaamt Luxembourg.



NOTES ON THE CASE

(Under this heading should be included the view taken as to (a) the degree of responsibility of the accused in view of his official position, e.g., was offence committed on the offender's own initiative, or in obedience to orders, or in carrying out a system approved by authority or a legal provision ; (b) the probable defence ; (c) whether the case appears to be reasonably complete.)

The offence was committed in carrying out the system of germanisation of Luxembourg which was approved by authority.

Nevertheless the offender acted on his own initiative in extending zealously the scope of an activity for which he volunteered.

The probable defence will be that of a plea of superior order.

The case seems to be reasonably complete.



5881/L/G/43

LIEBLER, Ludwig

Date Submitted	Decision of Committee 1	
25 JUL 1947	Rejected	R. 2.

5881/L/G/43



(For the Use of the Secretariat)

Registered Number.

Date of receipt in Secretariat.

5881/L/G/43

16 JUL 1947

## UNITED NATIONS WAR CRIMES COMMISSION

LUXEMBURG 1 CHARGES AGAINST 1 GERMAN WAR CRIMINALS  
CHARGE No. B 107 \*

Name of accused, his rank and unit, or official position.

L i e b l e r Ludwig, born 6.6.07  
Kaufmann

(Not to be translated.)

Date and place of commission of alleged crime.

October 1942 and September 1944  
Luxembourg-City

Number and description of crime in war crimes list.

References to relevant provisions of national law.

Art. 461 ss. (Vol)  
arrêté grand-ducal du 22.4.1941 relatif aux  
mesures de dépossession effectuées par l'ennemi  
Art. 5

### SHORT STATEMENT OF FACTS.

In accordance with the administrator of Jewish property and taking advantage of the racial laws promulgated by Germans in Luxembourg Liebler bought the real estate and the stock of trade of Mr. Libermann.

At the liberation Liebler carried away the whole stock to Germany.

TRANSMITTED BY Luxembourg National War Crimes Office

\* Insert serial number under which the case is registered in the files of the National Office of the accusing State.





(For the Use of the Secretariat)

Registered Number.

Date of receipt in Secretariat.

5881/L/G/43

16 JUL 1947

# UNITED NATIONS WAR CRIMES COMMISSION

LUXEMBURG 1 CHARGES AGAINST 1 GERMAN WAR CRIMINALS  
CHARGE No. B 107 \*

Name of accused, his rank and unit, or official position.

L i e b l e r Ludwig, born 6.6.07  
Kaufmann

(Not to be translated.)

Date and place of commission of alleged crime.

October 1942 and September 1944  
Luxembourg-City

Number and description of crime in war crimes list.

References to relevant provisions of national law.

Art. 461 ss. (Vol)  
arrêté grand-ducal du 22.4.1941 relatif aux  
mesures de dépossession effectuées par l'ennemi  
Art. 5

## SHORT STATEMENT OF FACTS.

In accordance with the administrator of Jewish property and taking advantage of the racial laws promulgated by Germans in Luxembourg Liebler bought the real estate and the stock of trade of Mr. Libermann.

At the liberation Liebler carried away the whole stock to Germany.

TRANSMITTED BY Luxembourg National War Crimes Office

\* Insert serial number under which the case is registered in the files of the National Office of the accusing State.





PARTICULARS OF EVIDENCE IN SUPPORT

- a) Investigations by Public Security Report N° 4742
- b) witnesses: Liebermann and Jost Emil, administrator of the Liebermann Warehouse

NOTES ON THE CASE

(Under this heading should be included the view taken as to (a) the degree of responsibility of the accused in view of his official position, e.g., was offence committed on the offender's own initiative, or in obedience to orders, or in carrying out a system approved by authority or a legal provision ; (b) the probable defence ; (c) whether the case appears to be reasonably complete.)

The offence was committed in accordance with German legal provisions which the defendant knew as being contrary to the principles of probity and morality.

The probable defence will be that of a plea of accordance with German Law.

The case appears to be reasonably complete.







5882/L/G/44

*WRAST, Wilhel*

Date Submitted

Decision of Committee I.

25 JUL 1947

*Adjourned*

*R.2.*

5882/L/G/44



(For the Use of the Secretariat)

Registered Number.

Date of receipt in Secretariat.

5882/L/G/44

16 JUL 1947

## UNITED NATIONS WAR CRIMES COMMISSION

LUXEMBOURG 1 CHARGES AGAINST 1 GERMAN WAR CRIMINALS  
CHARGE No. B. 112 \*

Name of accused, his rank and unit, or official position.

(Not to be translated.)

K r a f t Wilhelm, born 3.12.1890  
Ortsgruppenleiter NSDAP and  
Personalamtsleiter NSDAP bei der Kreisleitung

Date and place of commission of alleged crime.

1 May 1941 - September 1944  
in Luxembourg-City

Number and description of crime in war crimes list.

References to relevant provisions of national law.

art. 118 bis Code Pénal (changement des institutions  
392 ss (Homicide)  
434 ss (Attentats à la liberté individuelle)

### SHORT STATEMENT OF FACTS.

Subject was appointed o/a May 1941 as a Personalleiter and afterwards became Kreisamtsleiter of the NSDAP in Luxembourg. As such he took an important part in the attempted germanization and nazification of this country. His special duty was to supervise all questions dealing with the political standing of the inhabitants of Luxembourg-City. According to his decision officials were destituted and deported to Germany and Eastern Europe. Other citizens as e.g. lawyers, doctors were forbidden to practise. He cooperated in the deportation of many Luxembourgers some of which died as the direct result of deportation. ( 4 persons ).

TRANSMITTED BY Luxembourg National War Crimes Office

\* Insert serial number under which the case is registered in the files of the National Office of the accusing State.

(26352) W.P.1505/1120 500 1/44 A. & E.W.Ltd. Cp.685  
(26924) W.P.1817/P.1139 5,000 3/44 " " "

PARTICULARS OF ALLEGED CRIME

Name of the accused	Address
[Faint text]	[Faint text]
[Faint text]	[Faint text]
[Faint text]	[Faint text]
[Faint text]	[Faint text]
[Faint text]	[Faint text]
[Faint text]	[Faint text]
[Faint text]	[Faint text]
[Faint text]	[Faint text]
[Faint text]	[Faint text]
[Faint text]	[Faint text]
[Faint text]	[Faint text]
[Faint text]	[Faint text]
[Faint text]	[Faint text]

[Faint text at the bottom of the page, possibly a signature or additional notes.]

PARTICULARS OF EVIDENCE IN SUPPORT

- a) Investigations by Public Security Report no 978
- b) Witnesses: 46 deported persons and the next of kin of those who died.
- c) Documents seized at the Kreisleitung Lyxembourg.



NOTES ON THE CASE

(Under this heading should be included the view taken as to (a) the degree of responsibility of the accused in view of his official position, e.g., was offence committed on the offender's own initiative, or in obedience to orders, or in carrying out a system approved by authority or a legal provision ; (b) the probable defence ; (c) whether the case appears to be reasonably complete.)

The offence was committed in carrying out a system approved by the party in which decisions the offender took a main part of responsibility.

The probable defence will be that of a plea of superior order.

The case appears to be reasonably complete.



*[Handwritten signature]*

5884/L/G/46

HEMMERLING, Emil

Date Submitted      Decision of Committee I

25 JUL 1947	Adjourned	R.2
-------------	-----------	-----

5884/L/G/46



(For the Use of the Secretariat)

Registered Number.

Date of receipt in Secretariat.

5884/L/G/46

16 JUL 1947

## UNITED NATIONS WAR CRIMES COMMISSION

LUXEMBOURG 1 CHARGES AGAINST 1 GERMAN WAR CRIMINALS  
CHARGE No. B. 25 \*

Name of accused, his rank and unit, or official position.

H e m m e r l i n g Emil, born 9.9.1881  
Oberförster und Kreisjägermeister

(Not to be translated.)

Date and place of commission of alleged crime.

1.4.41 - September 1944  
in Wiltz (Luxembourg)

Number and description of crime in war crimes list.

References to relevant provisions of national law.

art. 118 bis Code Pénal (Changement des institutions)  
392 ss (Homicide)  
arrestations illégales

### SHORT STATEMENT OF FACTS.

Subject arrived in Luxembourg o/a April 1941 and was appointed chief-forester of the northern part of this country on behalf of German administration.

Besides this official capacity he became an important member of the German party organization and a chief of the SA, taking as such a major part in the attempted germanization of Luxembourg.

As a leader of this party troop he interfered with the SA men under his command in August 1942 when the population of the town of Wiltz openly protested against the compulsory military service which was imposed on Luxembourg subjects. Many illegal arrestations were operated, prisoners savagely illtreated and handed over to the Gestapo. Six persons were executed and 17 sent to CC.

TRANSMITTED BY: Luxembourg National War Crimes Office.

\* Insert serial number under which the case is registered in the files of the National Office of the accusing State.





PARTICULARS OF EVIDENCE IN SUPPORT

- a) Investigations by Public Security Report no 1278 and I452
- b) Witnesses: victims and inhabitants of the town of Wiltz.  
e.g. Scholl Edouard, Post official Wiltz, rue de la gare 35  
SCHUMACHER Joseph, rue de la Chapelle, Wiltz
- c) Documents seized in Wiltz.

NOTES ON THE CASE

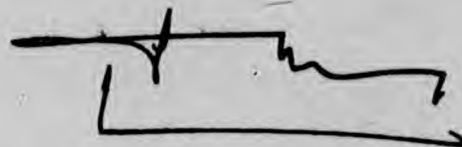
(Under this heading should be included the view taken as to (a) the degree of responsibility of the accused in view of his official position, e.g., was offence committed on the offender's own initiative, or in obedience to orders, or in carrying out a system approved by authority or a legal provision ; (b) the probable defence ; (c) whether the case appears to be reasonably complete.)

The offence was committed in carrying out the system of germanization of Luxembourg which was approved by authority and some German legal provisions contrary to International Law.

Nevertheless the offender acted on his own initiative in extending zealously the scope of an activity for which he volunteered.

The probable defence will be that of a plea of superior order.

The case appears to be reasonably complete.





6829/L/G/48

BACKA.

Date Submitted      Decision of Committee I

12 FEB 1948

Withdrawn  
(See Minutes No. 133)

hij

6829/L/G/48

(For the Use of the Secretariat)

Registered Number.

Date of receipt in Secretariat.

6829/L/G/48

3 FEB 1948 ~~2 NOV 1947~~

# UNITED NATIONS WAR CRIMES COMMISSION

1 CHARGES AGAINST 1 WAR CRIMINALS

CHARGE No. A 58 \*

Name of accused, his rank and unit, or official position.

(Not to be translated.)

B A C K A  
Wachtmeister der Gendarmerie  
Weiswampach (Luxembourg)

Date and place of commission of alleged crime.

Heinerscheid (Luxembourg) Weiswampach  
Summer 1943  
25.4.1944

Number and description of crime in war crimes list.

1. XXIV. Attempted murder of P.W.  
2. J. Murder and massacres

References to relevant provisions of national law.

Code pénal art. 392/99 homicide et coups volontaires

## SHORT STATEMENT OF FACTS.

During German occupation subject was assigned as a Wachtmeister der Gendarmerie to Weiswampach (Luxembourg).

1. In Summer 1943 an American aircraft went down near Weiswampach and the crew baled out. Backa and a Luxembourg Quisling who is now facing trial opened fire against the American airman who nevertheless was not killed but taken prisoner.

2. On 25 April 1944 Backa together with several so far unknown German gendarms under his command was hunting Luxembourg desertors hidden near the town of Weiswampach. 5 of them viz.: Kremer Alphonse and Willy, Jungels Alphonse and Peter and Freres Joseph were killed notwithstanding the possibility to ask them to surrender.

TRANSMITTED BY Luxembourg National War Crimes Office.

\* Insert serial number under which the case is registered in the files of the National Office of the accusing State.



PARTICULARS OF ALLEGED CRIME

3 FEB 1948 - 3 004 1013

UNITED NATIONS WAR CRIMES COMMISSION

Case No. 1000

Name of the accused	Rank or position

UNITED NATIONS WAR CRIMES COMMISSION



BARKA alias BAKKA A 58

Count 1. Witness SCHMITZ Joseph, 33 years, of Hupperdingen (Report page 3): "I was an eye-witness of the attempt to kill a U.S. airman, near Hupperdingen. The man was not wounded but escaped death by mere chance."

Count 2. Witness KREMER Mathias, 32 years, of Heinerscheid: "I am the brother of two of the victims. The five deserters were denounced by a quisling who informed that they were in hiding near Heinerscheid. Barka asked for the support of the German gendarmerie and the man hunt started under his leadership. The five Luxembourg deserters were killed."

Witness HEINER Mathias, 22 years, of Heinerscheid, made a similar statement.

Weiswampach, den 26. August 1945.

**GENDARMERIE**

Dem

Arrondissement: Diekirch

Brigade: Weiswampach

No 206

Office National pour la Recherche des  
Crimes de Guerre près le Ministère de la  
Justice

à L u x e m b o u r g

A b s c h r i f t .

Bericht über die Tätigkeit und das Benehmen der Reichsdeutschen Barka und Schneider Joh. Karl, sw. der Familie Wolter Egidius, ehemlg. Ortsgruppenleiter in Heinerscheid.

.....

beehrt sich unterzeichneter S c h o c k Leo, Gendarm der Station W e i s w a m p a c h, das Resultat der eingeleiteten Untersuchung über die Tätigkeit der Reichsdeutschen und Staatenlosen zu unterbreiten wie folgt:

Die hauptsächlichsten Zeugen kurz vernommen, erklärten:

1.) K r e m e r Mathias, 32 Jahre alt, Arbeiter, wohnhaft in Heinerscheid:

"Meine zwei Brüder Alfons und Willy Kremer hatten sich dem Wehrdienst entzogen, und hielten sich in einem Bunker nahe der Our versteckt. Ich hatte dieselben unterrichtet, dass sie gegen 1-2 Uhr nachts Feuer anzünden sollten, da es ihnen sonst zu kalt werden könnte. Den Rauch hatte Wolter Nikolaus, ein Bruder des Wolter Egidius, welcher zur Zeit in Dahnen aufhaltsam ist, gemerkt, und dies dem Ortsgruppenleiter von Heinerscheid mitgeteilt. Schon am selben Tage spekulierte Wolter Franz, ein Sohn des Ortsgruppenleiters mit dem damals in Weiswampach stationierten und sehr gefürchteten preussischen Gend. Wachtmeister B a r k a (nicht Baka wie irrtümlich vermerkt) diese Gegend ab. Beide trugen Zivilkleidung. Am darauffolgenden Sonntage gingen Wolter Egidius und dessen Sohn Franz wieder zurück in diese Gegend. Gegen 17.00 Uhr bemerkten sie einige der dort versteckten Refractaire. Wolter Egidius rief sie an, - sie machten sich jedoch aus dem Staube. Die beiden Wolter, welche mit Gewehr und Maschinenpistole ausgerüstet

waren, eröffneten alsdann das Feuer auf die abhauenden Refractaire. Die Fahnenflüchtigen erwiderten ihrerseits das Feuer, woraufhin die beiden Wolter auch flüchten mussten.

Am darauffolgenden Dienstag trafen gegen 7.30 Uhr morgens die Gendarmerie-Stationen Weiswampach, Clerf, und Ulflingen ein und waren wieder begleitet von den beiden Wolter. Wiederum ging es hinab ins Tal zu der Bunker-gegend. Etwa eine Stunde später, also gegen 8.30 Uhr kam die Gend. Clerf per Motorrad zurück und forderte Verstärkung an. Diese kam per Automobil von Diekirch, in Stärke von zrk. 50 Mann. Unter der Leitung des Ortsgruppenleiters Wolter wurde die gesamte Ortschaft Heinerscheid sw. das ganze Ourtal besetzt und die Jagd auf die Refractaire eröffnet. Der Kampf dauerte bis 16.30 Uhr. Die 5 Refractaire: Kremer Alfons und Willy, die Gebrüder Jungels Alfons und Peter sw. Frères Josef aus Heinerscheid kamen dabei ums Leben. Auch 2 Nazipolizisten blieben auf der Stelle. Wolter und Barka haben das Ganze geleitet und sind somit die Hauptschuldigen an diesem Morde. Als Zeuge gebe ich Jungels Jos. und Heinen Math. an."

2.) **J u n g e l s** Josef, 17 Jahre alt, Dachdeckerlehrling, geb. und wohnhaft zu Heinerscheid, sw.

3.) **H e i n e n** Mathias, 22 Jahre alt, Hilfspolizist, geb. und wohnhaft zu Heinerscheid:

"Idem die Aussagen der beiden Zeugen 2+3 genau mit denen KREMER übereinstimmen, konnte von einer schriftlichen Vernehmung Abstand genommen werden.

4. Nachtrag zu den Aussagen des KREMER Mathias (Zeuge Nr. 1)

"Ich möchte noch erwähnen, dass in unserer Wohnung Gend. Wachtmeister BARKA fast täglich Haussuchung nach Refractairen hiel. Die Haussuchungen verliefen alle ergebnislos, und aus Rache verhaftete Vorgenannter: 1. Meinen Vater, 2. meine Mutter namens Marie FISCHBACH, 64 Jahre alt, 3. meine Schwägerin und 4. einen Neffen. Durch die grausame Verhaftung sowie durch die Folterungen ist meine 64 Jahre alte Mutter ihrem Leiden im Kz. erlegen."

5. **SCHMITZ** Jos, 33 Jahre alt, geboren zu Ulflingen, wohnhaft in



Hupperdingen:

"Im Sommer 1943 stürzte ein Viermotoriger amerikanischer Bomber zwischen Grindhausen und Hupperdingen ab. Die Besatzung, bestehend aus neun Mann musste mit Fallschirm abspringen. Dabei kam ein Mann ums Leben. Ein einzelner landetet allein beim "Lieler Kreuz", und wollte zu seinen Kameraden eilen, welche auf der Lieler-Höhe gelandet waren. Aber WOLTER Franz war schon per Fahrrad ausgerüstet mit Karabiner dort hin geeilt, denn er hatte den Absprung von Heinerscheid beobachtet. Der Vater WOLTER folgte sofort, nahm beim Anblick des Fallschirmabspringers seinem Sohne das Gewehr aus der Hand und feuerte mehrere Schüsse auf den Abspringer ab. Ich glaube jedoch nicht, dass er ihn getroffen haben soll. Jedenfalls musste sich der amerikanische Soldat ergeben. WOLTER verhaftete ihn und übergab ihn der Gend. Weiswampach, dem berechtigten Wachtmeister BARKA. Ob derselbe ihn als laufende Zielscheibe genommen hat.... weiss ich nicht."

Ich persönlich war im KZ ,auf Grund eines politischen Berichtes von Seiten Wolter."

6.) L e i n e r René, 20 Jahre alt, wohnhaft zu Heinerscheid:

"Ich habe mich dem deutschen Wehrdienst entzogen und hielt mich in Heinerscheid versteckt. Am Ostersonntag 1944 gegen 5.00 Uhr nachmittags, kamen die Gebrüder Wolter Jean und Franz vor unser Haus und berieten oder planten, wie sie meinen Fang am Besten bewerkstelligen könnten. Dabei zeigten sie mit der Hand in verschiedene Himmelsrichtungen, und schauten gelegentlich sich um, ob auch niemand sie gesehen hätte. Zu gleicher Zeit ging deren Vater , Wolter Egidius, mit Gewehr ausgerüstet in die nächstgelegenen Tannen ,gen. "bei Walesch Pierchen". Inzwischen kam auch die Gendarmerie von Weiswampach, darunter Barka und Engelking. Wolter Franz, postierte sich bei der sogleich nachher stattfindenden Hausdurchsuchung hinter unser Haus. Eine schussbereite Pistole hielt er in der Hand. Alsdann gingen sie bei Theisen Nikolaus Hausdurchsuchung abhalten. Nachher kamen sie zurück zum Schreinermeister THIELMANN Paul. WOLTER stand wieder Posten. Bei dieser Hausdurchsuchung wurde der Fahnenflüchtige THIELMANN Jean verhaftet, welcher wahrscheinlich wegen Fahnenflucht erschossen wurde. Als Zeuge gebe ich FRERES Heinrich an. BARKA hat zirka 5 mal Hausdurchsuchung bei uns abgehalten."

7.) FRERES Heinrich, 32 Jahre alt, geboren und wohnhaft zu Heinerscheid: Idem die Aussagen von FRERES mit denen des LEINER übereinstimmen,

konnte von einer schriftlichen Vernehmung Abstand genommen werden.

8.) THIELMANN ~~JAKK~~, Paul, 60 Jahre alt, Schreinermeister, geboren und wohnhaft zu Heinerscheid:

"Die Aussagen des LEINER René entsprechender Wahrheit, und ich mache sie zum Gegenstand meiner Vernehmung. Jedoch wurde ausser meinem Sohne JEAN, auch meine Ehefrau, geb. Elise THIEL, 44 Jahre alt verhaftet und ins KZ verbannt. Dieselbe ist bis zum heutigen Datum nicht zurückgekehrt, und nehme ich an, dass sie an denen ihr zugefügten Folterungen gestorben ist. Als weitere Beschuldigung gegen WOLTER muss ich noch folgenden Fall erwähnen: Eines Tages, im Monat Mai 1944, sollten mein Sohn und ich uns nach Kalborn begeben, um dort Nahrungsmittel für die bei uns versteckten Refractairen einzukaufen. Es war am späten Nachmittag, zwischen Tag und Nacht. Plötzlich stiessen wir am Eingang der Ortschaft Kalborn mit p. WOLTER und dessen Sohn Jean zusammen. Dieselben konnten uns nicht erkennen indem die Dämmerung schon zu weit fortgeschritten war. Sie waren der Meinung, wir seien Refractaire, und gaben ohne uns anzurufen direkt zwei Schüsse auf uns ab. Getroffen haben sie uns nicht. Wir blieben stehen, und sie kamen auf uns zu. Als sie uns erkannten als Vater und Sohn THIELMANN aus Heinerscheid, entschuldigten sie sich und sagten: Entschuldigen sie uns, wir haben uns geirrt, wir glaubten sie wären Wilhelm und Michel HOLPER aus Kalborn, welche Fahnenflüchtig sind und auf welche wir lauern. Wir bitten sie, sagen sie der Polizei nichts."

9.) LEINER Leopold, 67 Jahre alt, pens. Staatswegewärter, geb. und wohnhaft zu Heinerscheid:

"WOLTER Egidius (Vater) war von Beruf Schneidermeister und hat mir stets meine Anzüge angefertigt. Bei irgend einer Gelegenheit habe ich ihn mal "SCHNEIDER" titulierte. WOLTER sprang mit der geballten Faust auf und schrie mich an: Ich bin kein Schneider, sondern ein Herr Hoheitsträger, und habe den Eid auf den Führer abgelegt, merke dir, dass dein Gehirn demnächst hier an der Hand hängt."

10.) HENTZ Marie, 49 Jahre alt, ohne Stand, wohnhaft zu Heinerscheid:

"Durch BARKA wurde ich als alleinstehende Person im Laufe der Kriegsjahre viel gequält. Täglich hat er meine Wohnung nebst Schuppen nach Fahnenflüchtige abgesucht. Nie hat er meine Wohnung verlassen ohne mit KZ oder Umsiedlung gedroht zu haben."

11.) LEIBER Martin, 47 Jahre alt, Handelsmann, geboren und wohnhaft zu Lieler:



"Einer meiner Brüder war fahnenflüchtig. Aus diesem Grunde, wurde ich auf Antrag von Wolter, von Gend. Wachtmeister B a r k a verhaftet und nach dem Gefängnis Diekirch gebracht. Von dort aus wurde ich nach Deutschland ins KZ Ravensbrück verschleppt, wo ich bis zum Eintreffen der Amerikaner verbleiben musste."

16- F r è r e s Anton, 75 Jahre alt, Dachdeckermeister, wohnhaft in Heinerscheid:

"Auf Grund unserer politischen Haltung wurden, infolge eines Antrages B a r k a, meine beiden Töchter Maria und Josephine umgesiedelt, sowie meine beiden Söhne Philipp und Heinrich nach Deutschland dienstverpflichtet."

17.- H o f f m a n n Karl, 62 Jahre alt, Landwirt, geboren und wohnhaft in Kalborn:

"Auf Grund meiner politischen Haltung wurde ich von Wolter seit der Gründung der VDB. von Ortsgruppenleiter Wolter sw. dessen Sohn Franz verfolgt. Mein Sohn Marcel hat sich dem deutschen Wehrdienste durch die Flucht entzogen. Indem ich nun in den Augen Wolter keine Lebensberechtigung mehr hatte, richtete er gegen mich einen Umsiedlungsantrag. Zufolge dieses Antrages wurde ich am 6.12.42 mit meiner ganzen Familie nach Schlesien umgesiedelt, wo ich bis zur Befreiung der Alliierten verweilen musste."

18.- W a g n e r Johann, 58 Jahre alt, Hotelier, wohnhaft in Heinerscheid:

"Auf der Volksturnkartei hatte ich anstatt: Umgangssprache "deutsch" Umgangssprache "luxemburgisch" geschrieben. Aus diesem Grunde wurde ich auf Antrag des Ortsgruppenleiters Wolter im Monat April 1943 nach Boberstein in Schlesien umgesiedelt, wo ich erst dieses Jahr durch die Alliierten befreit wurde."

Ein weiterer Bericht über die Tätigkeit und das Benehmen des Försters SCHNEIDER J., h. Karl, wird später dem Office National pour la Recherche des Crimes de Guerre eingereicht werden, da die hauptsächlichsten Zeugen bis jetzt noch nicht aus den Lagern und aus der Kriegsgefangenschaft zurückgekehrt sind.

Weiswampach, den 25. August 1945.

gez. Schock.

Für gleichlautende Abschrift.

Der Brigadier, dst. Stations-Kommandant,

*J. Schammel* (Schammel)



Aus politischen Gründen war ich auf Antrag des Ortsgruppenleiter WOLTER aus Heinerscheid, vom Gend. Wachtmeister BARKA verhaftet worden. Bevor ich nach Diekirch transportiert wurde, musste ich noch 24 Stunden auf der Gend. Station Clerf verweilen. Währenddem ich im Bureau sass und auf meinen Abtransport wartete, kam WOLTER Franz herein, schlug die Hacken zusammen, grüßte mit "Heil Hitler" und sprach: Ich habe meine Dienstrunde beendet und habe nichts besonderes zu Melden. WOLTER trug Zivilanzug."

12.) LANNERS Lucie, geb. BECKER, 37 Jahre alt, ohne Stand geboren und wohnhaft zu Lieler:

"Am 30.1.1944 wurde mein Ehemann von BARKA verhaftet; da er es verweigerte für die Organisation "TODT" nach der Kanalküste arbeiten zu gehen. Auch verdächtigte uns BARKA, Refractaire im Hause zu haben, und hielt am gleichen Tage der Verhaftung meines Ehemannes Hausdurchsuchung in der ganzen Wohnung ab. Ich wollte aus dem Hause flüchten. Daraufhin gab BARKA, ohne irgend einen Verhaftsbefehl gegen mich zu haben, einen Schuss auf mich ab. Die Kugel traf nicht und ich konnte entweichen. HEINEN Mathias welcher auch in meiner Wohnung versteckt war, wollte ebenfalls flüchten. Auch auf ihn schoss BARKA, und traf ihn, in den linken Arm. Mein Ehemann wurde ins KZ abtransportiert, wo er vom April 1944, bis zur Befreiung der Amerikaner im April 1945 verbleiben musste. Als Zeuge gebe ich HEINEN Mathias an."

13.) HEINEN Mathias, 22 Jahre alt, Hilfsgendarm, wohnhaft in Heinerscheid:

"Die von Lanners Lucie gemachten Angaben entsprechen der Wahrheit und ich mache sie zum Gegenstand meiner Vernehmung. Es stimmt, dass ich von Gend. Wm. B a r k a aus Weiswampach in den linken Arm geschossen wurde. Indem ich fahnenflüchtig war, setzte ich alles auf eine Karte und glücklicherweise konnte ich durch meine Flucht den Krallen der deutschen Polizei entgehen."

14.) H E I N E N Peter, 65 Jahre alt, Landwirt, wohnhaft in Heinerscheid:

"Ich bin Vater einer 7köpfigen Familie. Indem mein Sohn Mathias, welcher heute bei der Hilfsgendarmerie ist und damals wegen des Naziregimes mit dem Ortsgruppenleiter auf schlechtem Fusse stand. Aus diesem Grunde wurde ich in Folge eines politischen Berichtes von seiten Wolter mit meiner Familie vom 4.11.43 bis 14.6.45 nach Schlesien umgesiedelt."

15.) S c h o l t e s Josephine, 26 Jahre alt, Damenschneiderin, wohnhaft zu Heinerscheid:

PARTICULARS OF EVIDENCE IN SUPPORT

Witnesses: for count 1 Schmitz Joseph, 33 years old, living  
in Hupperdingen  
for count 2 Kremer Mathias, 32 years, living in Heiners-  
scheid  
Heinen Mathias, 22 years, gendarme, Heinerscheid.



NOTES ON THE CASE

(Under this heading should be included the view taken as to (a) the degree of responsibility of the accused in view of his official position, e.g., was offence committed on the offender's own initiative, or in obedience to orders, or in carrying out a system approved by authority or a legal provision ; (b) the probable defence ; (c) whether the case appears to be reasonably complete.)

The probable defence will be that of a plea of superior order. .

The case appears to be reasonably complete.



CLH. [Handwritten signature]



6840/L/G/59

GERLACH.

Date Submitted

Decision of Committee I

18 FEB 1948

Adjourned

6840/L/G/59

(For the Use of the Secretariat)

Registered Number.

Date of receipt in Secretariat.

6840/L/G/59

~~3 NOV 1947~~

2 FEB '48

# UNITED NATIONS WAR CRIMES COMMISSION

1 CHARGES/ AGAINST 1 WAR CRIMINALS

CHARGE No. B 17 \*

Name of accused, his rank and unit, or official position.

(Not to be translated.)

Gerlach Eduard, born, 28.3.1909 in Burgen/Mosell  
Pressereferent and Volkstumsreferent beim CdZ.

Date and place of commission of alleged crime.

1941-1944 in Luxembourg.

Number and description of crime in war crimes list.

3 Usurpation of sovereignty (annexation)

References to relevant provisions of national law.

Code pénal: art. 118 bis changement des institutions  
art. 434 atteintes à la liberté individuelle  
art. 392 homicide duelle  
art. 398 ss coups et blessures  
art. 67 provocations

## SHORT STATEMENT OF FACTS.

Gerlach was appointed on 1.1.41 as Pressereferent and Volkstumsreferent. In this capacity he supervised and directed the whole German press in Luxembourg. It was his duty to emphasize the annexation of Luxembourg to Germany, to glorify the administration of the Gauleiter, to ask for a severe repression of any patriotic movement among the Luxembourg population. Especially his statements in various papers aimed at the most severe penalties and at death sentences against those who opposed the German regime. There is no doubt that his activity instigated German Authorities to all the cruelties under which Luxembourg population had to suffer. Under his direction a Volkstumskartei was organized in which Luxembourgers were to be registered as being of German blood and language. Those who refused to make a declaration according to the wish of the oppressors or those who even refused to make any declaration were hunted, brought forcibly to the registration office and sentenced to heavy fines and imprisonment. TRANSMITTED BY Luxembourg National War Crimes Office.

\*Insert serial number under which the case is registered in the files of the National Office of the accusing State.



PARTICULARS OF ALLEGED CRIME

1948  
MAY 1948

...

...

...

...

...

...



Gerlach Eduard

"Résumé des faits sur la base du procès-verbal de la sûreté N° 247 du 29.I.48.

1. Témoignage Siekmeier détenu: Le témoin déclare que dans le cadre d'administration politique Gerlach avait la qualité de chef des départements de la presse et du Volkstum. Au surplus il était le chef du département de la presse dans le cadre de l'administration civile allemande à Luxembourg.

Comme tel Gerlach dirigeait la presse luxembourgeoise, notamment au point de vue de la politique et de la propagande nazies. Au surplus il publia un livre sur le Luxembourg en commun avec les dr. Münzel et Muth.

D'après le témoin Gerlach avait une situation très influente et se prouvait dans les faveurs du Gauleiter. Il déclare n'avoir vu Gerlach jamais autrement que dans l'uniforme d'un chef de la HJ (Bannführer HJ) ce qui d'après lui signifie que Gerlach avait mérité ses galons à la HJ.

2. Témoignage Günther Rolf, détenu: Le témoin déclare que Gerlach avait pris à Luxembourg la succession du Dr. Perizonius et qu'il avait continué jusqu'en août 1944. D'après lui Gerlach était l'agent de liaison entre le Gauleiter et la "Zivilverwaltung" d'une part, et la presse d'autre part. Il était responsable des reportages concernant la vie publique à Luxembourg et publiait souvent les articles sous sa propre signature. Gerlach avait le pouvoir de censurer toutes les publications dans la presse concernant les différents départements de l'administration civile allemande. Gerlach a participé au livre du Dr. Muth sur le Luxembourg et il a publié une suite littéraire concernant l'activité du chef de l'administration civile allemande à Luxembourg intitulée "Der Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg".

D'après l'avis du témoin Gerlach n'avait pas la qualité d'un chef politique alors qu'on ne le voyait toujours que dans l'uniforme d'un chef de la HJ.

3. Témoignage Evert Eugène, journaliste détenu: D'après ce témoin tous les articles importants étaient censurés au département de la presse et souvent transformés de telle façon que leurs auteurs ne pouvaient plus les reconnaître.

A partir de la seconde moitié de 1943 les commentaires sur les audiences des tribunaux spéciaux allemands provenaient exclusivement de l'office même du département de la presse.

Le témoin ajoute que Gerlach a aussi publié personnellement des articles de journal, qu'il a collaboré au livre du Dr. Muth et qu'il a publié quelques brochures intitulées "Der Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg" mais il n'est pas d'avis que la productivité de Gerlach eut été quantitativement importante.

4. Témoignage Muller Léon, journaliste, détenu: Le témoin déclare avoir été employé au département de la propagande et plus spécialement à celui de la presse. Il est d'avis que Gerlach n'avait pas les qualités d'un écrivain ou d'un journaliste et que ses publications personnelles étaient plutôt rares.

Il donnait ses directives à la presse sur ce qu'il y avait à écrire pour des jours déterminés. Lors de la publication d'ordonnance (Verordnungen) il rédigeait les commentaires de presse afférents. Pendant les deux premières années d'occupation les articles des journalistes étaient souvent transformés mais plus tard il y avait partout des rédacteurs allemands, si bien que leur reportage pouvait paraître tel quel.

Le témoin est d'avis que le rôle de Gerlach était plutôt modeste et qu'il n'était pas favorisé d'en haut. Il sait que Gerlach était "Dannführer der HJ".

5. Témoignage Biber Edouard, employé de Gouvernement, domicilié à Luxembourg. Le témoin déclare avoir été occupé pendant toute l'occupation au département de la propagande. Il sait que Gerlach était le chef de la presse mais il ne peut donner aucun renseignement sur son activité. Il suppose cependant que Gerlach fournissait les commentaires au sujet du tribunal d'exception "Standgericht" et des déportations "Umsiedlungen". D'après lui Gerlach était une sommité nazie "Nazigroesse".

-La sûreté présume que Gerlach a collaboré à la rédaction des publications de feuilles volantes ayant invité fallacieusement la population luxembourgeoise à porter le deuil (cravate noire) à l'occasion du décès en Amérique de SAR Madame la Grand-Duchesse mère, dans le but de dépister la résistance. Par ailleurs la sûreté a copié une série d'articles signée Gerlach, publiée au journal Luxemburger Wort et dont le caractère est particulièrement offensant haineux, provoquant et menaçant.-

6. Témoignage Schreder Adolf ci-devant Kreisleiter détenu. Le témoin déclare que Gerlach avait succédé au Dr. Muth. Il avait pour mission de surveiller la presse et de publier les commentaires officiels sur les conférences tenues à la "Zivilverwaltung". Il n'avait aucune charge au parti ou dans d'autres organisations nazies. Il portait uniforme d'un chef de la HJ.

Le témoin est d'avis que Gerlach n'a pris part à aucune décision politique et estime qu'il ne saurait être considéré comme responsable des transformations d'institutions nationales luxembourgeoises.

Il ajoute que G. devait suivre les instructions du "Gauleiter"

7. Témoignage Unger Hermann, ci-devant Personalreferent, détenu. Le témoin confirme que Gerlach était Presseréférent et qu'il avait à diriger la presse du "Gau Moselland" dans le sens de la politique nazie.

8. Témoignage Urnes Albert, ci-devant Propagandaleiter, détenu. Le témoin déclare que Gerlach étant son subordonné quant à sa qualité de "Presseréférent au Gau Moselland", mais qu'il n'était pas en ce qui concerne sa même qualité dans le cadre de l'administration civile allemande à Luxembourg.

D'après lui Gerlach n'avait aucun pouvoir de prendre des décisions mais recevait au contraire ses ordres de Berlin et du Gauleiter; Gerlach rédigeait cependant des commentaires sur les publications et ordonnances de la "Zivilverwaltung".



Ne témoin ne saurait dire que Gerlach eut exercé des influences au parti nazi; il ne présidait jamais à des réunions; il portait l'uniforme d'un Bannführer der HJ, mais il ne remplissait aucune activité à la HJ.

9. Témoignage Fischbach Marcel, rédacteur du "Luxemburger Wort" domicilié à Luxembourg: Le témoin ne sait rien de Gerlach qu'il déclare ne pas connaître et n'avoir jamais vu.

10. Témoignage de Guillaume Mathias, journaliste domicilié à Luxembourg: Le témoin déclare que Gerlach transformait de fond en comble les articles des journalistes luxembourgeois au point qu'il devenait franchement pro-allemand et qu'il forçait souvent leurs auteurs à les recopier avant l'impression.

Il ajoute que l'activité des journalistes luxembourgeois était dirigée au surplus par des ordonnances secrètes de Berlin dénommées "VI" et qui devaient être détruites tous les 6 mois.

Il déclare que Gerlach était un nazi fanatique et qu'il était favorisé par ses supérieurs.

Il est d'avis cependant que Gerlach était traitable sauf sa façon d'écrire repoussante. Il a vu Gerlach toujours dans l'uniforme de la HJ.

-La sûreté a retrouvé au siège du ci-devant journal "Nationalblatt" un grand nombre d'actes portant la signature de Gerlach et contenant ses directives à la presse.-



Gendarmerie Grand-Ducale  
LUXEMBOURG

Luxembourg, le 29. Januar 1948.

Service de la Sureté Publique

Téléphone 24-30

247

Dem

Herrn Militär - Auditor  
zu

L u x e m b u r g ,

*Criminel de guerre*

Betrifft politische Tätigkeit des deutschen Staatsangehörigen GERLACH Eduard, während der deutschen Besatzungszeit in Luxemburg.

beehrt sich unterzeichneter S c h a m m o Johann Peter Oberwachtmeister des öffentlichen Sicherheitsdienstes, das Resultat der geführten Untersuchung, hinsichtlich der politischen Tätigkeit während der deutschen Besatzungszeit, des deutschen Staatsangehörigen G e r l a c h Eduard,

geboren am 28.3.1909 zu Burgen ( Kreis St.Goar ), z.Z. ohne bekannten Wohnort, folgendes zu berichten :

Heber Gerlach, wurde von Oberwachtmeister Merjerus des öffentlichen Sicherheitsdienstes Bericht No 3105 vom 17. Juli 1946 verfasst, welcher lautet :

zur Person :

Interessant ist der Sohn von Nikolaus GERLACH und Katharina Stoffel. Er ist verheiratet mit Inge KOENIGS, geboren am 7.11.1912 in Osnabrück, Tochter von Friederich und Margaretha PULZH. Die Eheleute hatten hier 2 Kinder und zwar: Volker, geboren am 27.7.1941 in Luxemburg und Alaine, geboren am 2.10.1943, in Luxemburg.

Gerlach ist von Berlin kommend am 1.1.1941 hier zugezogen und nahm Wohnung Saarlandstrasse No 5, bei seinem Vorgänger Dr. Muth. Ab 1.10.1941, wohnte er in Luxemburg, Bertholetstrasse No 5. Im August 1944 ist er nach dem Reich zurückgekehrt.

Zur Sache :

GERLACH war Pressereferent und Volkstumsreferent bei der Aussenstelle des Reichspropagandaamtes in Luxemburg und beim CdZ in Luxemburg.

Bei der Aussenstelle des Propagandaamtes waren eine Reihe Referate eingerichtet, so unter andern für aktive Propaganda, Presse, Volkstum, Schrifttum, Rundfunk, Film, Kultur.

Wie gesagt, Gerlach war Pressereferent und Volkstums-

referent. Als Pressereferent des CdZ. war er verantwortlich für alles, was durch Presseerzeugnisse veröffentlicht wurde, insoweit diese Veröffentlichungen das öffentliche Leben oder die öffentlichen Einrichtungen in Luxemburg betrafen. Als Volkstumsreferent hatte er wohl nur die Aufgabe zu beweisen, dass die Luxemburger Deutsche seien. Er veröffentlichte Artikel in Zeitungen und auch Zeitschriften, wovon er der Verfasser war. Wahrscheinlich ist er auch der Verfasser der Presseartikel die unter dem Namen des Gauleiters und Chefs der Zivilverwaltung veröffentlicht worden sind.

Gerlach war Mitglied der NSDAP und er trug auch stets die Uniform eines HJ. Bannführers.

Zur Sache erklärten :

1.- S i e k m e y e r Heinrich, geboren am 10.1.1901 in Mettmach, z.Z. im Grundgefängnis inhaftiert :

Ich war Regierungspräsident in Trier und zudem während der Besatzungszeit in Luxemburg, Stellvertreter des Chef der Zivilverwaltung.

GERLACH war Pressereferent und Referent für Volkstumsfragen bei der Gaupropagandaabteilung. Er war auch Pressereferent beim CDZ. Alles was von der Zivilverwaltung veröffentlicht werden sollte, musste über Gerlach geleitet werden. Er hatte das Recht an den eingesandten Presseberichten die ihm nötig erscheinenden Umänderungen vorzunehmen. Er berichtete auch selbst in der Presse über öffentliche Veranstaltungen, insbesondere über die vom Gauleiter gehaltenen Reden. Die Spitzenberichte in der Lokalberichterstattung der Zeitungen stammten meistens von ihm. Es war seine Spezialität in diesen Lokalspitzen zu den Tagesfragen Stellung zu nehmen. Er hat auch mit Dr. Münzel und Dr. P.H. Muth ein Buch über Luxemburg veröffentlicht.

Gerlach hatte eine sehr einflussreiche Stellung und stand beim Gauleiter in gutem Ansehen.

Ich habe Gerlach nie anders als in der HJ.-Uniform gesehen. Er bekleidete dort den Rang eines Bannführers. Das wird soviel besagen, dass er sich in der HJ. seine Sporen verdient hat."

2.- D r . G ü n t h e r Rolf, geboren am 12.1.1902 in Dresden, z.Z. als Kriegsverbrecher im Grundgefängnis inhaftiert:

" Während der ganzen Besatzungszeit war ich in Luxemburg, als Regierungsdirektor, beim Chef der Zivilverwaltung beschäftigt.

GERLACH war bei Beginn des Krieges bei der Wehrmacht als Offizier oder Feldwebel. Er bekleidete früher einen Posten im Reichspropagandaamt. Als dann in Luxemburg der Leiter des Presseamtes Dr. Perizonius ausgeschieden war, kam Gerlach an seine Stelle und er war dann hierorts tätig bis im August 1944. Gerlach war Verbindungsmann zwischen dem Gauleiter und der Zivilverwaltung einerseits und der Presse anderseits.



Dienststellenmässig gehörte er zum Reichspropagandaamt oder zum Gaupropagandaamt Koblenz. Er war verantwortlich für die Presseberichterstattung, über alles was das öffentliche Leben in Luxemburg anging. Er hat auch öfters Aufsätze unter seinem eigenen Namen in der Presse veröffentlicht. Bei Grosskundgebungen hatte er dafür zu sorgen, dass die Rede in ihrem wesentlichen Inhalt festgehalten wurden. Wie weit er in die Gestaltung der einzelnen Zeitungen eingriff, vermag ich nicht zu sagen. Alle Referate des CdZ, die eine Mitteilung in der Presse zu veröffentlichen hatten, mussten sie dem Presseamt mitteilen, wo dann Gerlach darüber entschied, ob die Mitteilung in dem vorliegenden Text erscheinen durfte. Er konnte gegebenenfalls Abänderungen an dem vorliegenden Text vornehmen. Ich muss nun sagen, dass er die von mir zur Veröffentlichung eingesandten Mitteilungen immer unabgeändert erscheinen liess.

GERLACH hat an dem von Dr. Ruth herausgegebenen Buch über Luxemburg mitgearbeitet. Er hat auch noch eine Schriftenreihe betitelt "Der Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg" herausgegeben. Ob er noch sonst an Presseerzeugnissen mitgearbeitet hat, weiss ich nicht.

Derselbe hat meiner Ansicht nach in der Gauleitung kein politisches Führeramt, denn man sah ihn immer nur in der HJ.-Uniform eines Bannführers.

3.- E. w e r t Eugen, Journalist, geboren am 4.1.1910, z. Zt. im Grundgefängnis inhaftiert :

"Bekanntlich war ich während der Besatzungszeit zunächst als 2ter und später als erster Lokalschriftleiter beim Nationalblatt beschäftigt. Sämtliche amtlichen Mitteilungen wurden der Presse durch das Presseamt zugestellt. Alle grundsätzlichen Artikel der Zeitungsschreiber wurden beim Presseamt zensuriert und oft so abgeändert, dass man seine eigenen Artikel nicht mehr wiedererkannte. Die Berichterstattung über die Sondergerichtssitzungen wurden von den Redaktionen der Zeitungen gemacht bis etwa Mitte 1943. Dann wurden sie den Zeitungen vom Presseamt zugestellt. Wer dort die Redaktion machte, weiss ich nicht.

GERLACH hat auch selbst bei besonderen Anlässen Artikel in Zeitungen veröffentlicht. Er hat an dem Buch von Dr. Ruth mitgearbeitet, hat einige Brochüren, betitelt "Der Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg" herausgegeben, doch ich wusste nicht, dass viel mehr von ihm veröffentlicht worden ist."

4.- M ü l l e r Leo, Journalist, geboren am 10. Mai 1888, z. Zt. im Grundgefängnis inhaftiert :

"Während der Besatzungszeit war ich bekanntlich hier im Pro-



pagandaamt oder näher beim Presseamt beschäftigt.

GERLACH war Volkstumsreferent und Pressereferent. Ich hatte das Gefühl, dass er kein Mann von der Feder war. Aus seiner Feder sind nicht viele Veröffentlichungen erschienen. Er konnte das nicht machen, d.h. er hatte keine Fähigkeiten zum Journalisten oder Schriftsteller. Er hat mal so einen Schulaufsatz gemacht.

Er gab der Presse Anweisungen über das was sie an einem bestimmten Tage zu berichten oder zu schreiben hatte. Meistens waren das aber nur Anweisungen, die ihm schon vom Propagandaamt in Koblenz zugeleitet worden waren. Wenn eine neue Verordnung erschien, machte er dazu einen kleinen Aufsatz in der Presse, um den Leuten die Verordnung zu erklären und sie ihnen verdaulicher zu machen.

Die Gauleiterreden wurden stenographiert und dann wurden sie von ihm korrigiert und der Presse zugestellt. Die Rahmenberichte dazu waren von den einzelnen Zeitungsredaktionen selbst gemacht. Während den ersten zwei Jahren wurden die Berichte der Zeitungsmenschen vielfach zurechtgestutzt. Später waren überall reichsdeutsche Schriftleiter, so dass an deren Berichterstattung nicht mehr geändert zu werden brauchte.

Ich bin der Ansicht, dass die Rolle die Gerlach spielte, verhältnismässig klein war. Ich hatte auch das Gefühl, wie wenn er von oben gedrückt würde. Er war Bannführer der HJ. Ich wusste nicht, dass er noch eine andere Stelle in der Partei bekleidete.

Ich weiss mehr nicht über ihn zu sagen. Ich hatte im Grunde auch wenig Kontakt mit ihm. Er unterschied sich in der Weise von anderen Deutschen, dass er nicht so stark auf Fressen und Saufen hielt. Es schien auch, dass er ein geordnetes Familienleben führte."

5.- B i e w e r Eduard, 50 Jahre alt, Regierungsbeamte, wohnhaft in Luxemburg ( Kammergebäude ):

" Ich war während der ganzen Besatzungszeit im Propagandaamt beschäftigt. Über Gerlach weiss ich nur zu sagen, dass er Pressereferent war. Was er im einzelnen machte, weiss ich nicht zu sagen. Mir schwebt aber vor, wie wenn er seinerzeit über das Standgericht und auch über die Umsiedelungen berichtet hätte. Gerlach war eine Nazigrösse. Mehr weiss ich nicht zu sagen."

Es wurde noch rechts und links Nachfrage über die politische Tätigkeit des Gerlach gehalten u.a. auch mit dem Redakteur Paul Müller aus dem " Luxemburger Wort", ohne dass indes etwas Näheres hinsichtlich der Tätigkeit des Gerlach in Erfahrung gebracht werden konnte.

Seinerzeit wurden Flugzettel unter der Firmierung der LPL an eine Anzahl Personen aus Luxemburg versandt, in denen darauf hingewiesen wurde I.K.H. die Grossherzogin Mutter sei verstorben und in

denen aufgefordert wurde zum Zeichen der Trauer eine schwarze Kravatte zu tragen. Die Flugzettel wurden überall als Provokation erkannt und deshalb verfehlten sie ihr Ziel. Es verlautet nun, der verstorbene Journalist Müller Paul, als Kriegsfreiwilliger gefallen, -Sohn des unter 4 genannten Müller Leo-, habe im Verein mit Gerlach die Flugblätter herausgegeben. Eine einwandfreie Klärung dieses Vorganges, wird sich wohl erst durch eine Einvernahme des Gerlach erzielen lassen.

Gerlach hat eine Schriftenreihe herausgegeben, betitelt: "Der Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg". Gemäss dem Vorwort, war die Schriftenreihe vorerst auf 6 beschränkt. Drei dieser Hefte stehen zur Verfügung und liegen diesem Berichte bei. Diese behandeln:

a.-Die Aufbauarbeit des Chef der Zivilverwaltung -  
Arel-Vorposten des Deutschtums im Westen.

b.-Die höhere Schule Luxemburgs im Umbruch und

c.-Wehrwille und Soldatentum in der Luxemburger Geschichte.

Ferner ist der Mitherausgeber des Buches "Luxemburg" von Dr. Paul Hermann Ruth (Verlag Ferdinand Hirt in Breslau 1942).

In diesem Buche befinden sich folgende Beiträge von Gerlach:

a.-Werden und Wirken der Volksdeutschen Bewegung S.56-61.

b.-Der Neuaufbau der NSDAP (VDB) und ihren Gliederungen im Rahmen des Gau's Moselland (Seite 64 - 67)

c.-Das deutschsprachige Gebiet der belgischen Provinz Luxemburg. (Seit 1940) -Seite 185 -187-

In der Zeitschrift "Moselland-Kulturpolitische Blätter" hat er folgenden Artikel veröffentlicht:

a.-Heft April 1942-Ein Jahr deutscher Sprachverein in Arel-.

b.-Heft Juli-September-Klärung der Volkstumsverhältnisse in Luxemburg-

c.-April - Juni 1944-Eine Volksgruppe im Werden. Stellung und Aufgabe des Areler Deutschtums in Süd-Belgien:

Die Artikel b. und c. liegen bei. Artikel a behandelt im Wesentlichen das, was in dieser Hinsicht in der unter a bezeichneten Brochüre "Der Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg" geschrieben steht.

Gerlach hat sich am meisten in den Zeitungen propagandistisch betätigt, was ja auch sein Hauptaufgabegebiet war. Es ist nun nicht leicht möglich, ja ohne Gerlach geradezu unmöglich, um all die Artikel ausfindig zu machen, welche von ihm in der Presse veröffentlicht worden sind, weil seine Artikel vielfach nicht gezeichnet sind. Andererseits ist es auch schier unmöglich, dass eine einzelne Person



all das was Gerlach während 4 langen Jahren geschrieben hat, in absehbarer Zeit abschreiben kann. Von Mitte 1941 bis Ende 1942 wurden in der Zeitung Luxemburger Wort, eine Reihe von Artikel ausgesucht, die von Gerlach gezeichnet sind, oder von denen man mit Gewissheit sagen kann, dass sie von ihm herrühren und diese wurden abgeschrieben und liegen bei. Der Ton in den Gerlach'schen Artikeln ist immer der Gleiche. Frechheiten, Gemeinheiten, Gehässigkeiten, Herausforderungen und Drohungen, hat er kübelweise auf die luxemburgische Bevölkerung ausgeschüttet.

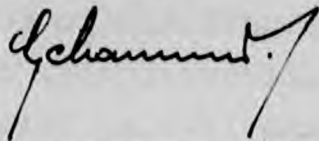
Das den Vorakten beiliegende Lichtbild wurde gelegentlich einer Veranstaltung des "Deutschen Sprachvereins in Arlon" aufgenommen. Der Zeuge Biwer nimmt das Verdienst in Anspruch, dieses Lichtbild beigebracht zu haben.

der jetzige Aufenthalt Gerlachs ist hier nicht bekannt.

Gezeichnet Majerus.

Für gleichlautende Abschrift,

Der Oberwachtmeister,



Zusätzlich wurden weitere Personen als Zeugen vernommen und erklärt :

1.- Schreder Adolf, 48 Jahre alt, früher Kreisleiter in Luxemburg z.Zt. als Kriegsverbrecher inhaftiert :

"Gerlach ist mir persönlich bekannt. Er war Pressereferent und Volkstumsreferent beim CdZ. als Nachfolger von Dr. Muth. Soweit ich die Tätigkeit Gerlachs übersehen kann, war es seine Aufgabe als Beauftragter des Chef der Zivilverwaltung, das ganze Zeitungswesen zu überwachen. Dadurch ergab es sich auch, dass er bei Besprechungen des Chef der Zivilverwaltung, die amtlichen Berichte über die Besprechungen herausgab. Eine Tätigkeit in der Partei oder einer anderen Organisation hatte er meines Wissens nicht gehabt. Er trug die Uniform eines Hitlerjugendführers.

Ich wusste nicht, dass Gerlach irgend wie an politischen Entscheidungen beteiligt war. Dadurch, dass er nicht an politischen Entscheidungen beteiligt war, ist er auch nicht verantwortlich an der Umgestaltung nationaler Einrichtungen im Lande Luxemburg.

Die Aufträge für einzelne Zeitungsartikel bei besonderen Anlässen und Ereignissen kamen vom Gauleiter persönlich und hatte Gerlach direkte Anweisungen, wie und in welcher Form die Artikel in den Tageszeitungen zu erscheinen hatten. Er musste sich an die Anweisungen des Gauleiters halten."

2.- Unger Hermann, 42 Jahre alt, früher Personalreferent des



C.d.Z. in Luxemburg, z.Zt. als Kriegsverbrecher im Grundgefängnis inhaftiert :

"Mir ist Gerlach von Koblenz aus bekannt. Dort hatte er eine Beschäftigung bei der Gauleitung. Welche Funktion er daselbst genau ausübte, ist mir unbekannt. Vermutlich war er hier Pressereferent. Als solcher nahm er bei den Besprechungen der Referenten beim Chef der Zivilverwaltung teil. Diese fanden selten unter dem Vorsitz des Chef der Zivilverwaltung statt, sondern meistens führte dessen Vertreter den Vorsitz. Ich nehme an, dass Gerlach die Presse des Gau Moselland im nationalsozialistischen Sinne zu lenken hatte.

Er trug eine Uniform, doch hatten wir alle eine solche."

3.- U r m e s Albert, 37 Jahre alt, früher Reichspropagandaleiter, z.Zt. als Kriegsverbrecher inhaftiert :

"Gerlach war Pressereferent des Reichspropagandaamtes und gleichzeitig Pressereferent des Chef der Zivilverwaltung. In der Personalunion war er Volkstumsreferent des Chef der Zivilverwaltung. Als Pressereferent des Reichspropagandaamtes war er mir unterstellt, doch unterstand er mir als Pressereferent des C.d.Z. mir nicht.

Gerlach gab die politischen Weisungen, welche an die Presse von Berlin kamen, weiter. Auch gab der Gauleiter ihm direkt Anweisungen. Selbständig konnte er nichts anordnen, doch schrieb er Kommentare über die amtlichen Bekanntmachungen und Erlässe des CdZ.

Als Volkstumsreferent des CdZ. hatte er die Volkstumsbestrebungen zu unterstützen.

Ich kann mir nicht vorstellen, in welcher Hinsicht Gerlach sich hätte Kriegsverbrechen schuldig machen können, da er wie gesagt, seine dienstlichen Anweisungen entweder von Berlin, vom Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda oder vom CdZ. erhielt. An diese Anweisungen war Gerlach voll und ganz gebunden.

Wenn er auch gehässige Artikel und Kommentare schrieb, so schrieb er diese gegen die Feinde des Reiches, die entweder mit dem Feinde Fühlung genommen hatten, oder deutschfeindlich waren. Schrieb Gerlach z.B. einen Bericht über einen Schwarzschräcker oder veröffentlichte er einen Gerichtsbericht, so entsprang dies keinesfalls seiner Initiative, sondern erhielt er Anweisung vom CdZ. Diese Artikel wurden veröffentlicht, um Volksgenossen zu warnen und vor einer ähnlichen Strafe zu bewahren.

Es ist mir nicht bekannt, dass Gerlach irgend einen Einfluss in der Partei gehabt haben soll. Er hielt keine Versammlungen ab.

Gerlach trug die Uniform eines Bannführers der HJ., doch war er in der HJ. nicht aktiv tätig."

4.- F i s c h b a c h Marcel, Redakteur des " Luxemburger Wort ", wohnhaft zu Luxemburg - ( Wort ) :

"Gerlach ist mir völlig unbekannt. Ich habe denselben nie gesprochen, nicht einmal denselben gesehen. Ueber dessen Tätigkeit kann ich keine Angaben machen."

5.- G u i l l a u m e Mathias, 46 Jahre alt, Journalist, wohnhaft zu Luxemburg ( Bernard Haalstrasse No 9 ) :

"Ich habe während des ganzen Krieges im " Luxemburger Wort " gearbeitet. Gerlach ist mir gut bekannt. Er nahm Korrekturen, an den Artikel, welche ich schrieb, vor. Diese Korrekturen nahm er nicht nur an meinen, sondern an allen Artikeln, welche von Luxemburger Journalisten verfasst wurden, vor. Nachdem er einen solchen Artikel verbessert hatte, schickte er ihn an den Verfasser zurück. War viel an dem Artikel korrigiert worden, verlangte er, dass der Artikel frisch geschrieben würde. Ein Setzer durfte natürlich nicht wissen, dass von den Deutschen Verbesserungen, Hinzufügungen und sogar vollständige Ummodellung eines Artikels vorgenommen worden war. Der Setzer, konnte sich, wenn der Artikel von Gerlach zugestutzt war, denken, was ist das ein deutschfreundlicher Journalist. Er konnte ja nicht wissen, dass Gerlach, den Artikel ganz umgemodelt hatte.

Von Berlin kamen sogenannte V I. In diesen Vi. war die Art der Behandlung irgend einer politischen Massnahme, eines Zusammenstosses oder irgend eines Ereignisses angegeben. Die Artikel mussten dann diesem Sinne entsprechend, aufgestellt werden. Andere Vi. waren einfachhin abzuschreiben und in die Setzerei zu geben. Dabei konnte der Redakteur nicht angeben, dass es sich um ein Vi Schreiben handeln würde, sondern es musste die Auffassung herrschen, der Artikel sei von irgend einem Journalist eigenmächtig verfasst worden.

Ich kann mich zum Beispiel entsinnen, dass unsere Freiwilligen-Kompagnie zu Esch an der Alzette an einem Umzug beteiligte. Als der Umzug durch die Strassen ging, waren die Leute mäuschenstill. Beim Heranrücken der Freiwilligen-Kompagnie brachte die Bevölkerung der Freiwilligen-Kompagnie eine Ovation dar. Es wurde nun bestimmt, dass diese Ovation der Kompagnie dargebracht würde, weil sie geschlossen der VDB. beigetreten sei.

Diese Vi Schreiben waren äusserst geheim. Sie waren mit No versehen, mussten stets zusammen verschlossen sein, und wurden alle 6 Monate, nachdem mehrere Personen das Vorhandensein sämtlicher Schreiben festgestellt hatten, vernichtet.

Gerlach war ein fanatischer Nazi. Indes wurde er auch viel von



oben gedrückt. Oefters äusserte er sich den Redakteuren gegenüber, sie mögen doch nur aufpassen, dass sie den Vorschriften entsprechend schreiben sollen, er hätte wieder den Kopf gewaschen bekommen.

Wenn z.B. einer der hohen Nazibonzen in Ungnade gefallen war, kam ein Geheimschreiben, aus dem hervorging, diese oder jene Person sei nicht mehr in irgend einem Artikel zu erwähnen. Dennoch kam es vor, dass ein Redakteur noch einmal den Namen erwähnte. Gerlach wurde dann gemassregelt, doch machte er dem Redakteur, der den Namen erwähnt hatte, Vorwürfe.

Wenn Gerlach nicht diese abstossende Schreibart gehabt hätte, so wäre gut mit ihm auszukommen gewesen. Ich nahm z.B. an einer Pressekonferenz in Köln im Jahre 1944 teil. Nach der Pressekonferenz wurden die Lieder der Nation gezungen. Dabei hatte ich es unterlassen, den deutschen Gruss zu machen. Gerlach wurde benachrichtigt, entschuldigte mich und erklärte mir, ich solle doch machen, dass ich nächstens nicht mehr auffallen würde.

Gerlach habe ich nur in der HJ Uniform gesehen. Ob er einer anderen Formation der Partei angehört hat, ist mir unbekannt. Er hielt Pressekonferenzen ab, doch muss ich sagen, dass er in diesen Konferenzen nicht gehässig war. Weitere Angaben kann ich nicht machen."

Im Verlag des früheren "Nationalblattes" wurden eine Anzahl Akten gefunden, welche von Gerlach teilweise unterzeichnet sind. Diese Akten sind in der Kartei des öffentlichen Sicherheitsdienstes sichergestellt. Verschiedene Briefe lauten:

Luxemburg, den 14. November 1941.

Herrn Verlagsleiter Dennig in Luxemburg.

Es ist ab sofort verboten, Anzeigen in Luxemburger Mundart mit französischen Schriftzeichen zu veröffentlichen. Ich weise hierbei auf die Anzeige im Nationalblatt vom 14.11. 1941 "D'Wonner vu Spéssbech" hin.

Wenn Anzeigen in Mundart gebracht werden, so dürfen nur deutsche Schriftzeichen verwandt werden. Heil Hitler, gez. Gerlach.

Für Verlagsleiter, ohne Datum und Anschrift.

Anzeigen, die in den nächsten Tagen evtl. für gefallene Polizeibeamte (ehemalige Angehörige der Freiwilligen Km. aufgegeben werden, dürfen erst nach Rücksprache mit mir selbst veröffentlicht werden.

Gezeichnet Gerlach.

Luxemburg, den 24. Januar 1942.

An alle Verlagsleiter.

In den letzten Tagen haben anonyme Stellen des öfters versucht, durch Anzeigen Ortsgruppenleiter der VdB. oder sonst politisch tätige Volksgenossen in Luxemburg zu diffamieren. Es ist streng darauf zu achten, dass vor Veröffentlichung alle Anzeigen genau überprüft werden, gegebenenfalls, wenn Anzeichen für eine politische Beanstandung vorhanden sind, mir sofort Nachricht gegeben wird, damit ich die Angelegenheit durch die entsprechenden Stellen



lassen kann.

- Die Bestimmungen über Todesanzeigen sind wie folgt zu ergänzen:
- a.-Ortsangaben sind bis auf weiteres in allen Gefallenenanzeigen zu sperren. Grossräumige Angaben der Gegnd des Todesortes ( z.B. Osten, Nordafrika ) sind weiterhin zulässig.
  - b.-Hinweise auf eine beantragte Auszeichnung oder Beförderung des Gefallenen ( z.B. "eingeraicht zum EK 2 " ) sind unzulässig.
  - c.-Nähere Angaben der Todesursache ( z.B. Herzschuss, Kopfschuss ) sind unerwünscht. Demgemäss hat auch der Hinweis auf Frostschäden als Grund des Ablebens zu unterbleiben. Statt dessen ist von schwerer Verwundung u.ä. zu sprechen. Heil Hitler, Gezeichnet Gerlach.

Luxemburg, den 4. März 1942.

An die Anzeigenleiter der luxemburger Zeitungen den Verlagsleitern zu Kenntnis.

Es ist in letzter Zeit vorgekommen, dass in provokatorischer Weise Luxemburger ihren Kindern den Namen der Grossherzogin Charlotte gegeben haben und die Zeitungen durch Fettdruck denselben noch besonders herausstellten. Ich verweise hierbei besonders auf die Geburtsanzeige des in Luxemburg bekannten Rennfahrers Math. Clemens, vom 22.2.42. Ich bitte die Anzeigenleiter, wenn sie der Ansicht sind dass der Name Charlotte in provokatorischer Weise beigefügt ist, mir vorher davon Mitteilung zu machen. Im Auftrag, Gezeichnet Gerlach.

5. März 1942.

An die Verlagsleiter, den Anzeigenleitern zur Kenntnisnahme.

Nachdem es sich bei den Schriftleitungen durchgesetzt hat, dass bei Bestrafungen, Verurteilungen usw. die Berufe nicht mehr veröffentlicht werden, musste ich in der letzten Zeit feststellen, dass in den von verschiedenen Amtsbürgermeistereien oder Landratsämtern aufgegebenen Anzeigen betr. Wirtshausverbot usw. der Beruf, der in vielen Anzeigen erwähnten Personen mit veröffentlicht worden ist.

Es ist sofort streng verboten, in irgend einer Weise die Berufe der so von den zuständigen Stellen der Landratsämter oder Bürgermeistereien veröffentlichten Personen bekanntzugeben.

Des weiteren habe ich festgestellt, dass in Anzeigen vom Land Luxemburg die Rede ist. Auch hier ist die entsprechende Anweisung zu beachten, dass es kein Land Luxemburg und keine Hauptstadt Luxemburg mehr gibt.

Gezeichnet Gerlach.

Einen Erlass vom 17. Juli 1941 des Präsidenten der Reichspressekammer für Anzeigen der Gefallenen gibt Gerlach mit folgendem Vermerk weiter :

" Ich erkläre vorstehenden Erlass als unbedingt verbindlich auch für die luxemburger Presse und weisse darauf hin, dass es notwendig ist, bei Gefallenenanzeigen auch das eiserne Kreuz zu veröffentlichen. Des weiteren bitte ich bei dem Text für an der Front gefallene Soldaten sich dem einheitlichen Text der Anzeigen im Reichsgebiet anzupassen und nicht die hier üblichen Einleitungen mit "Gott dem Allmächtigen hat es gefallen usw., zu verwenden. Ich bin überzeugt, dass es jedem Anzeigenleiter gelingen wird, den Angehörigen des Gefallenen einen entsprechenden Text, der unserer nationalsozialistischen Haltung entspricht, zu entwerfen. Heil Hitler. Im Auftrag. Gez. Gerlach.

Luxemburg, den 12. September 1942.

An die Verlagsleiter den Anzeigenleitern zur Kenntnisnahme.

Es ist strengstens verboten, im Bereich des Chefs der Zivilverwaltung Anzeigen zu veröffentlichen, in den französische Namen und Namensteile zum Ausdruck kommen. Auch Ausdrücke wie " Hotel International " und ähnliche dürfen nicht mehr in einer Anzeige erscheinen. Verstösse werden streng bestraft. Heil Hitler, Gezeichnet Gerlach.

Luxemburg, den 29. September 1942.

Die heutige Todesanzeige des Soldaten Christian Bindels im

Luxemburger Wort veranlasst mich noch einmal darauf hinzuweisen, dass die Anzeigenleiter verpflichtet sind, die Angehörigen auf eine würdige und dem National-Sozialismus entsprechende Abfassung der Anzeige hinzuweisen. Es muss vor allem darin mindestens zum Ausdruck kommen, dass der Gefallene für Führer, Volk, Reich und Heimat eingesetzt und sein Leben dafür geopfert hat.

Gezeichnet Gerlach.

Luxemburg, den 28. Oktober 1942.

An die Herren Verlagsleiter den Anzeigenleitern zur Kenntnisnahme.

Ich habe vergangenen Montag feststellen müssen, dass trotz des ausdrücklichen Wunsches der Familienangehörigen, statt des Kreuzes die Sterberune zu bringen, die betreffende Anzeigenabteilung doch das Kreuz gebracht hat. Bei einem derartigen weiteren Verstoss wird der Gauleiter selbst der Angelegenheit nachgehen.

Gezeichnet Gerlach.

Luxemburg, den 5. Februar 1943.

An die Herren Verlagsleiter.

Betrifft Bibelsprüche in Todesanzeigen.

Aus Anlass einiger Einzelfällen wird darauf hingewiesen, dass grundsätzlich gegen die Aufnahme von Bibelsprüchen in Todesanzeigen keine Bedenken bestehen. Die Annahme solcher Anzeigen kann nur dann verweigert werden, wenn der Bibeltext so gewählt ist, dass man aus ihm irgendwelche defaitistische oder staatsfeindliche Gesinnung der Hinterbliebenen herauslesen kann.

Gezeichnet Gerlach.

Luxemburg, den 23.4.1943.

Ich bitte um Beachtung nachstehender Richtlinien, die nur zur Information, aber nicht zum Abdruck bestimmt sind.

1.- Ein Vorfall der letzten Tagen veranlasst mich nochmals nachdrücklich darauf hinzuweisen, dass die Anweisungen des Pressereferats auch für die Anzeigeleiter verbindlich sind, soweit der Anzeigeteil in Frage kommt. Sollte ich noch einmal feststellen, dass den Anweisungen nicht Folge geleistet wird, so wird es mir keineswegs schwer fallen, durch eine Verordnung des Chefs der Zivilverwaltung in dieser Hinsicht andere als die bisherigen Richtlinien festlegen zu lassen.

2.- Es darf ab sofort bei Todesanzeigen in der Luxemburger Presse ausser der Anzeige der Angehörigen nur eine Sammelanzeige erscheinen es ist gleichgültig, ob in dieser zweiten Anzeige mehrere Dienststellen, Betriebe und sonstige Mitbetroffene ihre Teilnahme zum Ausdruck bringen.

3.- Bei der Ankündigung von musikalischen Theateraufführungen ist in Zukunft je nur ein kurzer Hinweis auf der lokalen Seite und eine kleine Anzeige zugelassen. Vorbesprechungen dürfen nicht erscheinen, eine nachfolgende kurze Besprechung ist gestattet.

Gezeichnet Gerlach.

Luxemburg, den 19. Juli 1943.

Vertrauliche Informationen.

Verschiedene Herren der Luxemburger Zeitungen müssen anscheinend immer wieder darauf hingewiesen werden, dass Veröffentlichungen die den Amtsbereich des Chefs der Zivilverwaltung - gleich ob in schriftleiterischer oder in anzeigemässiger Hinsicht - betreffen nur dann veröffentlicht werden dürfen, wenn sie durch das Pressereferat den Zeitungen zugestellt werden.

Es ist damit selbstverständlich, dass jede Berufung an eine andere Stelle des CdZ. in Presseangelegenheiten völlig irrig und überflüssig ist.

Die Anordnung, dass das Pressereferat, allein zuständig ist, besteht sowohl für die Zeitungen als auch für die zuständigen Herren des CdZ..



Es ist deshalb selbstverständlich, dass von den Zeitungen alle Artikel, Anzeigen, Berichte usw. aus dem Arbeitsbereich des CdZ. zurückzuweisen sind, wenn sie den Zeitungen direkt zugehen.

Gezeichnet Gerlach.

Ausser diesen Schreiben an die Redaktion der Zeitungen, sei auf besonders gehässige von Gerlach verfassten Berichten in der Zeitung hingewiesen.

Im Luxemburger Wort, No 284 vom 13. Oktober 1941, schreibt Gerlach:  
**VOLKSTUMSKARTEI in LUXEMBURG.**

Verordnung über Anlegung einer Volkstumskartei in Luxemburg vom 10. Oktober 1941.

"Ueber die Fragen des Volkstums, der Muttersprache und der Staatsangehörigkeit bestehen in Luxemburg vielfach Unklarheiten. Sie sind nicht allein aus der Grenzland-Lage des Gebietes zu erklären. Denn die Vorfahren der heute in Lützelburg Lebenden, die 1848 den Anschluss an das Reich forderten, waren sich ihres Deutschtums voll und ganz bewusst. Dass dieses klare Bewusstsein verloren ging, ist hauptsächlich die Schuld der vor dem Kriege Tonangebenden Schicht. Insbesondere die ehemalige Grossherzogin hat nichts unversucht gelassen, den deutschen Sinn der Lützelburger umzufälschen. Durch ihre wenig rühmliche Bindung an den rassistisch minderwertigen Spielhölleinprinz Felix von Bourbon-Parma gab sie ihrem Land ein schlechtes Beispiel. Sie selbst aber wurde aus einer deutschblütigen Fürstin zu einer Verräterin am deutschen Volkstum und zur Bettgenössin eines haltlosen Bastards.

Eine gewisse intellektuelle Schicht fühlte sich zur Nachahmung des unruhlichen Vorbildes der fürstlichen Volksverräterin verpflichtet. Es waren jene Kreise, die über mehr Einbildung als Bildung verfügen und die angelerntes Wissen höher stellten, als die von den Vätern ererbten Werte des Volkstums. Diesen in Wirklichkeit geistig degenerierten Hohlköpfen galt es als vornehm, frankophil und anglophil zu schillern. Auf die eigene Abstammung und auf das Blut der Väter stolz zu sein, hielten sie für unwürdig. Es sind diese jene Elemente die voller Verachtung auf die Bauern des Oeslings und die Arbeiter des Escher Gebietes herabschauen, aber dennoch verlangen, von diesen als luxemburgische Musterbürger angesehen zu werden.

Die Ausmerzung dieser überheblichen Zeitgenossen ist nun in vollem Gange. Mit ihnen wird auch der geistige Unrat verschwinden, den sie im deutschen Lützelburg angehäuft haben. Eine neue führende Schicht von Lützelburgern ist im Werden. Es sind die geistigen und leiblichen Nachkommen der Generation von 1848, denen der Anschluss an das Reich Herzenssache war.

Zugleich aber ist neue Klarheit im Werden über die Begriffe Reich und Heimat, Volkstum und Stammestum, Staatsangehörigkeit und Muttersprache sowie Mundart. Die neue Verordnung des Chefs der Zivilverwaltung unterstützt diesen politischen Prozess durch Massnahmen der Verwaltung.

Durch besonders geschulte Kräfte aus dem Reich und aus dem Gebiete von Lützelburg wird an Hand der Personalakten amtlich festgestellt, welchem Volkstum die Bewohner Luxemburgs angehören. Die übergrosse Mehrzahl der Einwohner darf damit rechnen, dass die amtlichen Feststellungen ihre Zugehörigkeit zum deutschen Volkstum erweisen. Daneben wird sich ergeben, dass ein Teil der Einwohnerschaft der italienischen, französischen, flämischen, wallonischen oder irgend einer anderen Volksgruppe zugerechnet werden muss. Die amtliche Feststellung, dass ein Luxemburger deutschen Volkstums ist, gibt dem Betreffenden aber noch nicht das Recht, später einmal deutscher Staatsbürger zu werden. Dieser Anspruch kann vielmehr nur durch eine einwandfreie politische Haltung erworben werden. Ein Bauer des Oeslings z.B. kann seinen Bauernhof in der Zukunft nur dann behalten, wenn er zum deutschen Volkstum zählt und ausserdem sich positiv zum Reichsgedanken bekennt. Ebenso muss sich jeder Gewerbetreibende darüber klar sein, dass er trotz deutscher Abstammung und Sprache auf Hauseigentum



und Geschäft oder Werkstätte verzichten muss, wenn er sich als Separatist betätigt.

Für die Feststellung der Staatsangehörigkeit der Luxemburger gilt der 10. Mai 1940 als Stichtag. An diesem Tag zerbrach mit der Flucht der Charlotte von Nassau und ihrer Regierung der ehemalige luxemburgische Staat. Seit diesem Termin gibt es infolgedessen keine luxemburgische Staatsangehörigkeit mehr. An ihre Stelle wird für die deutschen Lützelburger an dem Tage, den der Führer bestimmt, die deutsche Reichsangehörigkeit treten.

Die amtlichen Feststellungen, die der Chef der Zivilverwaltung nunmehr treffen lässt, verpflichten den Einzelnen zur Mitwirkung. Diese kommt vor allem dann in Frage, wenn die Personalakten lückenhaft sind. Es erfolgt dann eine amtliche Vorladung des betreffenden Volksgenossen, damit der Standesbeamte durch mündliche Vernehmung die notwendige Klarheit schaffen kann.

Nach Aufstellung der Volkspartei erhält jeder Lützelburger deutschen Volkstums eine entsprechende Urkunde des Chefs der Zivilverwaltung. Die feierliche Aushändigung der Urkunde erfolgt zunächst an den Amtswalter der VdB., dann an die Mitglieder derselben und zuletzt an diejenigen Volksgenossen, die nicht der VdB. oder deren Gliederung oder einem angeschlossenen Verbands angehören.

=====  
Luxemburger Wort No 285 vom 14.10.1941.  
Schärfste Strafe für Störer des innern Friedens.  
Folgt Verordnung zur Wahrung des inneren Friedens in Luxemburg vom 13. Oktober 1941.

Anschliessend folgen nachstehende Erläuterungen.  
"Der Chef der Zivilverwaltung hatte bei seinen politischen und verwaltungsmässigen Arbeit von Beginn das Ziel, die durch eine volksfremde Führung und jüdisch-plutokratische Propaganda verhetzte Bevölkerung in Luxemburg wieder zur Besinnung auf sich selbst zu bringen, d.h. die Volksgenossen in Luxemburg wieder zu ihrem wahren Volkstum zurückzuführen. Hierbei bediente der Chef der Zivilverwaltung der für jeden Deutschen überzeugenden Kraft der nationalsozialistischen Weltanschauung, die auch im Altreich und in den neu hinzugekommenen Gebieten den Sieg davon getragen hat. Kein Mensch in Luxemburg kann bestreiten, dass der Appel an das Deutschtum getragen ist von dem deutschen Charakter der Bevölkerung Luxemburgs, die nach Abstammung, Sprache, Kultur und Geschichte zur deutschen Volksgemeinschaft gehört. Daher hat der C.d.Z. seine ganze Arbeit dahin ausgerichtet, die luxemburgischen Volksgenossen zu einer bewussten deutschen und nationalsozialistischen Haltung zu erziehen, damit sie dann schliesslich als vollberechtigte Reichsbürger in das Grossdeutsche Reich aufgenommen werden können.

Dieses Bestreben wurde unterstützt durch die ehrliche Fürsorge die der Chef der Zivilverwaltung im Rahmen der in Kriegszeiten gegebenen Möglichkeiten auf allen Gebieten des öffentlichen Lebens, insbesondere auf sozialem Gebiet, den Volksgenossen in Luxemburg hat zuteil werden lassen.

Die Kraft der nationalsozialistischen Weltanschauung hat tausende von luxemburgischen Volksgenossen zu begeisterten Anhängern und Fahmenträgern der Weltanschauung des Führers gemacht: Sie sind bewusste Deutsche und Nationalsozialisten geworden und fühlen sich endlich innerlich wieder frei, da sie nunmehr entsprechend ihrer blutmassigen Bestimmung nach deutscher Art leben können. Viele weitere Tausende sind dabei den richtigen Weg zu finden. Diese auch an sich Gutgesinnten, durch die Kraft der Idee zu überzeugen und zu gewinnen, wird auch weiterhin das Ziel der deutschen Zivilverwaltung sein.

Bei dieser erfolgreichen Aufbauarbeit vollzog sich die Scheidung der Geister, die es nunmehr ermöglicht und zugleich dringend erforderlich erscheinen lässt, den im Solde der jüdischen Pluto-

Heftrand

8. 1947 - 40 000



kratien und Moskaus stehenden Feinden des Deutschtums und seiner nationalsozialistischen Ordnung entgültig das Handwerk zu legen. Diese Sorte von Menschen hat schon immer das Ziel nur darin gesehen, Unruhe und Anarchie zu stiften, um daraus ihren Nutzen zu ziehen. Ebenso wie das Judentum in Europa völlig ausgemerzt wurde, so geschieht das auch mit diesen seinen Gesinnungsgenossen.

Durch die neue Verordnung des CdZ. zur Wahrung des innern Friedens vom 13. Oktober 1941 werden diejenigen, die den innern Frieden bewusst gefährden oder stören, durch das Sondergericht mit den schwersten Zuchthaus und Gefängnisstrafen belegt, wenn nicht sogar schwerere Strafen verwirkt sind. Damit werden insbesondere auch jene heimlichen Hetzer, die den deutschbewussten in Luxemburg durch Aufforderung zum Boykott oder auf sonstige Weise Schaden zufügen wollen, getroffen. Auch diejenigen Geschäftsleute werden jetzt gefasst, die ihre Waren nur einem bevorzugten Kreis negativ eingestellter Elemente abgeben. Vor allem diejenigen werden gewarnt, die öffentliche Einrichtungen, welche der Propaganda und der Nachrichtenvermittlung dienen, wie Fahnen, Plakate, Lautsprecheranlagen usw. beschädigen, oder sonstwie in ihrem Betrieb beeinträchtigen. Nicht zuletzt wird auch den üblen Schmierfinken, die mit ihren lächerlichen Parolen Gebäude anpinseln, das Handwerk gelegt. Wer auf diese oder irgend eine andere Weise den inneren Frieden beeinträchtigt, wird erbarmungslos ausgemerzt werden.

Da die Täter nicht immer, insbesondere wegen der Zaghaftigkeit der Mitwisser zu ermitteln sind, und da ferner die für Friedensstörungen Verantwortlichen meist bei jenen Drahtziehern zu suchen sind, die sich selbst für die Ausführung von irgendwelchen Handlungen für zu vornehm halten oder hierzu zu feige sind, aber in Wirklichkeit doch durch ihr Verhalten zu solchen Handlungen aufreizen, müssen auch diese Drahtzieher - und gerade diese - zu Vergeltungsmassnahmen heran gezogen werden. Dies wird durch Geldbussen oder auf sonstige geeignete Art wirksam erfolgen. Die Strenge der Massnahmen dürfte jedermann durch die Anordnungen, die kürzlich als warnende Beispiele gegen die Städte Ettelbrück und Luxemburg getroffen worden sind, genügend deutlich geworden sein.

Der Chef der Zivilverwaltung ist fest entschlossen, alle Störer der Aufbauarbeit entgültig zu beseitigen. Die Bevölkerung, die vor diesen ewigen Unruhestiftern und Söldlingen der jüdisch-bolschewistischen Weltpest geschützt werden muss, wird ihm einst dafür Dank wissen.

=====  
Luxemburger Wort vom 16. Oktober 1941.

Wer die Volksgemeinschaft verrät, verdient den Tod.

Die Treue zum angestammten Volkstum/Todesstrafe gegen unbefugte Abwanderung.

Folgt der Wortlaut der Verordnung zum Schutz Deutschen Volkstums gegen unbefugte Abwanderung vom 14. Oktober 1941 und anschliessend folgender Kommentar.

"An der Spitze des Programms der nationalsozialistischen deutschen Arbeiterpartei steht die Forderung nach dem Zusammenschluss aller Deutschen im Grossdeutschen Reich, der schon heute als vollendet gelten darf. Dieser Zusammenschluss ist eine unbedingte Voraussetzung für die Erfüllung der der grossen, dem deutschen Volk obliegenden geschichtlichen Mission. Kein deutscher Mensch und darum auch kein Volksdeutscher in Luxemburg, kann bei dieser Aufgabe von der deutschen Volksgemeinschaft, der ihrerseits wieder die Führung in Europa zufällt, entbehrt werden. Immer wieder hat es sich in der Geschichte gezeigt, dass fremde Völker von abgewanderten deutschen Menschen ihren Nutzen ziehen konnten, oft zum Nachteil des Reiches. Nun, da der Weg für eine unbehinderte Entfaltung des deutschen Volkes frei geworden ist, muss Vorsorge getroffen werden, dass alle vorhandenen Kräfte und mit ihnen vor allem die Nachkommen als künftige Träger des Volkes und des Reiches diesem erhalten bleiben. Wer die Treuepflicht



zur deutschen Volksgemeinschaft verletzt und sich von ihr in ver-  
räterischer Weise unbefugt trennt, verdient es nicht weiter zu leben.

Daher hat der Chef der Zivilverwaltung durch die Verordnung  
zum Schutz des deutschen Volkstums gegen unbefugte Abwanderung vom  
14. Oktober 1941 bestimmt, dass derjenige deutsche Volkszugehörige,  
der es auch nur unternimmt, unbefugt die Grenze zu überschreiten,  
um sich ständig im Auslande aufzuhalten, und um sich dadurch seinen  
Pflichten gegenüber der deutschen Volksgemeinschaft zu entziehen,  
mit dem Tod oder mit den schwersten Zuchthausstrafen bestraft wird.  
Ebenso wird bestraft, wer sich an diesem Verbrechen nur irgendwie  
mitschuldig macht.

Die Fehler vergangener Staatsführungen auf diesem Gebiet, durch die  
dem Deutschland wertvollstes Blut entzogen und fremden Kräften  
zum Nachteil des Deutschtums zugeführt wurde, dürfen nie wiederholt  
werden. Der Nationalsozialismus hat die grundlegenden Irrtümer der  
Vergangenheit erkannt. Durch seine Kraft und die Lehren, die er aus  
der Geschichte gezogen hat, wird er den Bestand und die Zukunft  
des deutschen Volkes sichern."

=====  
Luxemburger Wort vom 18. und 19. Oktober 1941-  
Endgültige Ordnung des jüdischen Lebens .

Wer gilt als Jude ? Klare Scheidung zwischen Juden und der  
deutschen Bevölkerung.

Folgt der Wortlaut der Verordnung betr. Ordnung des jüdischen  
Lebens in Luxemburg vom 14. Oktober 1941. Anschliessend folgen  
nachstehende Erläuterungen :

"Gestern konnte in den Tageszeitungen berichtet werden, dass  
Luxemburg im Wesentlichen judenfrei geworden ist. Es bleiben aber  
doch noch verschiedene, vornehmlich alte und kranke Juden im Be-  
reich des Chef der Zivilverwaltung. Ihre besondere äussere Kenn-  
zeichnung und ebenso Beschränkungen hinsichtlich des Auftretens der  
Juden in der Öffentlichkeit sind nach wie vor geboten.

Die Juden in ihrer Gesamtheit sind nun einmal Schuld am Kriege,  
sie haben Unruhe und Verhetzung unter den Völkern gestiftet, sie  
zogen die wahre Kultur in den Dreck und zersetzten die Kunst, den  
Juden war schliesslich das Schicksal von Millionen völkern gleich-  
gültig, sie wollten die anständige Bevölkerung zu ihren Sklaven  
machen und beschwindelten und begaunerten die andersrassigen  
Mitmenschen im alltäglichen Leben. Jeder, auch die gesamte Bevölkerung  
Luxemburgs, begrüsst alle Massnahmen, die zur völligen Ausschaltung  
der Juden aus dem öffentlichen Leben führen.

Da nunmehr im Altreichgebiet und in den neuhinzugekommenen Gebieten  
die Kennzeichnung der Juden allgemein und einheitlich durchgeführt  
ist, ist die gleiche Art der Kennzeichnung auch in Luxemburg ge-  
boten. Dies wird durchgeführt auf Grund der Verordnung des Chefs  
der Zivilverwaltung, betreffend Ordnung des jüdischen Lebens vom  
14.10.1941. Danach muss jeder Jude auf der linken Brustseite  
des Kleidungsstückes fest aufgenäht und jeder Zeit sichtbar einen  
Judenstern mit der Aufschrift " Jude " tragen. Besonders hingewiesen  
sei auf die Beschränkungen, die nach der Verordnung den Juden im  
Verkehr in der Öffentlichkeit auferlegt ist.

Da in der Öffentlichkeit immer noch Zweifel bestehen, wer Jude  
ist, wird zur entgültigen Klärung der Bevölkerung nochmals bekannt  
gegeben, wer als Jude gilt :

Jude im Sinne dieser Verordnung, wer von mindestens drei der Rasse  
nach volljüdischen Grosseltern abstammt. Jude ist ferner der von  
zwei volljüdischen Grosseltern abstammende jüdische Mischling.

a. der am 16.9.1935 der jüdischen Religionsgemeinschaft angehört  
hat oder darnach in sie aufgenommen wurde.

b. der am 16.9.1935 mit einem Juden verheiratet war oder sich  
darnach mit einem solchen verheiratet.

c. der aus einer Ehe mit einem Juden stammt, die nach dem 17. September  
1935 geschlossen ist;



d.-der aus einem außerehelichen Verkehr mit einem Juden stammt und nach dem 31. Juli 1936 geboren wird.

Nicht unter die Verordnung fallen diejenigen, die von einem oder 2 der Rasse nach volljüdischen Grosselternanteilen ~~fallen~~ stammen, letztere so fern sie nicht aus den erwähnten Gründen als Jude gelten.

Die Verordnung sieht Fälle vor, in denen die Bestimmungen über Kennzeichnung und die den Juden auferlegten Beschränkungen keine Anwendung finden.

Hierbei handelt es sich zunächst um solche Juden, die mit einem andersrassigen (deutschen oder artsverwandten Blutes) verheiratet sind, und zwar dann, wenn Abkömmlinge aus der Ehe vorhanden sind und diese nicht als Juden gelten; das gleiche gilt auch, wenn die Ehe nicht mehr besteht, aber nicht als Juden geltende Abkömmlinge vorhanden sind, wenn der einzig vorhandene Sohn in gegenwärtigem Krieg gefallen ist.

Ferner ist die jüdische Frau ausgenommen, wenn sie mit einem Manne deutschen oder anverwandten Blutes verheiratet und die Ehe kinderlos ist.

Die Gesamtregelung durch die neue Verordnung führt nunmehr endgültig auf allen Gebieten eine klare Scheidung zwischen Juden und der deutschen Bevölkerung herbei.

=====  
Luxemburger Wort, vom Montag, den 20. Oktober 1941.

Deutschtum verpflichtet.

Kein Raum mehr für Volksfeinde und separatisten.

Die Luxemburger haben in der vergangenen Woche ihre Zeitung morgens hastiger aufgeschlagen als sonst. Mit fliegendem Blick hat jeder einzelne die Verordnung und Massnahmen des Chefs der Zivilverwaltung verfolgt. Fast jede Ausgabe brachte einen neuen wohlbehauenen Baustein für die weitere Aufbauarbeit in Luxemburg.

Ueber ein Jahr lang hat der Chef der Zivilverwaltung immer wieder seinen Appel an die Aufgeschlossenheit und die Einsicht der volksdeutschen Luxemburger gerichtet. Die ersten Vorkämpfer des deutschen Gedankens in Luxemburg sind alle würdige Nachfahren der Männer, die 1848 aus ganzem Herzen den Anschluss an das Reich forderten, von der ersten Stunde an mit ihm marschiert. Viele andere haben sich, von der Ueberzeugung und der Kraft der nationalsozialistischen Weltanschauung gewonnen, eingereiht. Alle haben den Appell an ihr Deutschtum vernommen, das nach Abstammung und Sprache, Kultur und Geschichte, genau so wertvoll und wichtig für den Aufbau des grossdeutschen Reiches ist, wie der Beitrag den die Ostmark, Böhmen und Mähren, Memelland und alle anderen binnendeutschen Stämme geleistet haben. Sie sind aus der anfänglichen Reserve in die Bereitstellung gerückt, um als vollwertige Volksgenossen gleichberechtigte Staatsbürger Grossdeutschlands zu werden. Ihre Mitarbeit am Aufbau des neuen Deutschland und ihre politische Haltung sollen entscheidend sein für ihre Haltung, leses. Anerkennung.

Deshalb hat der CdZ in bewusster Herausstellung und Betonung des deutschen Volkstums in Luxemburg durch die Verordnungen über die Anlegung einer Volkstumskartei, zur Wahrung des inneren Friedens, über den Waffenbesitz und zum Schutze des deutschen Volkstums gegen unbefugte Abwanderung die Verantwortlichkeit des Einzelnen seinem Deutschtum gegenüber festgelegt. Er hat somit das Vertrauen, das ihm ohne Einschränkung von der deutschbewussten Bevölkerung entgegengebracht wird, durch etwas für Luxemburg geradezu Umstürzendes belohnt. Er hat aber auch zugleich die verantwortungslosen Elemente, die in der letzten Zeit in Luxemburg eine feige Hetze gegen den deutschen Gedanken betrieben haben, angeprangert und tödlich getroffen.

Für den einzelnen Luxemburger mag es nicht leicht sein, sich seines unpolitischen Daseins zu entheben und gleichen Schritt zu fassen mit den Volksgenossen aus dem Albreich, da trotz der Erschütterungen der Nachkriegszeit im letzten Aufbegehren des gesunden deutschen Volkstums gegen den tödlichen Würgegriff des internationalen Judentums, den deutsche Kämpfertyp hervorgebracht, dessen höchstes auf dieser Erde der Dienst



am Volk und das Opfer ist. Diese Entwicklung fehlt dem Luxemburger, der hundert Jahre lang einer Pseudounabhängigkeit und Scheinneutralität verhaftet, plötzlich durch die elementare Gewalt eines Krieges wieder seine geschichtliche Entscheidung finden musste.

Der 10. Mai 1940 mag für einzelne schmerzhaft gewesen sein, er zeigte aber auch jedem Greifbar, dass diesem staatlichen Zufallsgebilde die verpflichtende Kraft abging, die in einer volksdeutschen Gemeinschaft gerade die führenden Personen an ihre Aufgaben bindet. Die ehemalige Grossherzogin und die Regierung flohen im Bewusstsein des Verrates, den sie an dem Deutschtum ihres Landes begangen hatten. Und das seherische Wort das der letzte grosse habsburgische Kaiser Franz-Josef bei der Hochzeit des Erbherzogs Karl mit Prinzessin Zitta gesprochen hatte; "Wer sich an die Bourbonen bindet, wird mit ihnen zugrunde gehen" hat sich auch an einer deutschblütigen Fürstin in Luxemburg bewahrheitet, die ihrem Land und ihrem Volk die Treue brach.

Der Chef der Zivilverwaltung hat es nicht nur in seinen Ansprüchen immer wieder betont, sondern auch durch die Tat bewiesen, dass die Wiedergewinnung und der Schutz des wertvollen deutschen Volkstums in Luxemburg das erste Ziel seiner Arbeit ist. Er hat als Gauleiter einer unausbleiblichen und folgerichtigen Entwicklung vorgegriffen und vom ersten Tage an mit der Eingliederung Luxemburgs in seinen Gau den entscheidenden Markstein für die zukünftige Gestaltung lesend geschichtliche Entwicklung Luxemburgs gesetzt. Die Toten auf dem Ehrenfriedhof in Klausen sind die verpflichtenden Zeugen einer Verbundenheit, die sich als stärker erwies, als der Versuch einer haltlosen Oberschicht, auf Kosten des Volkstums jüdische Geschäfte zu schieben.

Mehr als ein Jahr lies der Gauleiter Luxemburg Zeit, sich zu besinnen, sich zu seinem Volkstum zu bekennen und den Weg in seine grössere geschichtliche Heimat - Grossdeutschland - anzutreten. Im Zeichen der gewaltigsten deutschen Siege in der Geschichte vollzieht sich durch seine Verordnungen die gerechte geschichtliche Korrektur der deutschen Volkstumsgrenzen, zu deren Schutz er den Auftrag des Reiches für Luxemburg hat.

Seine Massnahmen sind geeignet, die entgültige Scheidung der Geister in Luxemburg herbeizuführen und allen reichsfeindlichen und separatistischen Elementen das Handwerk zu legen. Sie sind zugleich aber auch eine ernste Warnung an die Kreise verantwortungsloser Hetzer, die das Tageslicht scheuen und andere zu gefährlichen Unbesonnenheiten aufwiegeln.

Niemand kann ein Volk aus der Verpflichtung, die ihm die Geburt auferlegt hat, entlassen. Und die politischen Verbrecher, die sich in letzter Zeit bemerkbar zu machen versuchten, werden als Volksfeinde und Separatisten behandelt werden. Denn wer vergisst, dass der Hergott ihn als Deutschen geschaffen hat und sich gegen den Willen des Schöpfers in den Dienst der Feinde seines Volkes stellt, hat gleich den Juden seine Heimstätte unter Deutschen verwirkt.

In der vergangenen Woche hat der CdZ durch die Aussiedelung der letzten Juden Luxemburgs ein für alle Mal die zersetzende jüdische Gefahr aus dem Bereich der Neuordnung seines Gebietes verbannt. Er wird auch nicht zurückschrecken ihre Gesinnungsgenossen, die Volksverräter in Luxemburg auszumerzen, die seine Hand zurückschlagen und ihr Deutschtum verleugnen wollen. Es wird keiner gezwungen werden, als Deutscher zu gelten. Doch wer als Separatist gelten will, darf nicht erwarten, dass er unter Deutschen wohnen darf, gleich ob Bauer, Gewerbetreibender oder Beamter.

In dem Augenblick, wo der Bolchewismus aufgehört hat für Europa eine Gefahr darzustellen, und auch die Luxemburger sich freiwillig in den Kampf im Osten eingereiht haben, um das grosse Rettungswerk Europas zu vollenden, muss auch in Luxemburg diese Tat als besondere Verpflichtung angesehen werden. Sie fordert Achtung vor unserm



Volk. Wer sie ihm verweigert und es beleidigt, hat sein Recht als Deutscher verwirkt.

Eduard Gerlach.

=====  
Luxemburger Wort vom 22. Oktober 1941.

Verrat an der Volksgemeinschaft grösstes Verbrechen.  
Auf Eintritt in eine feindliche Wehrmacht steht Todesstrafe.

Folgt der Wortlaut der Verordnung gegen den Eintritt in eine feindliche Wehrmacht vom 13. Oktober 1941 und anschliessend heisst es;

" In der vergangenen Woche erschienen mehrere Verordnungen des CdZ., durch die das deutsche Volkstum in Luxemburg in vielfacher Hinsicht in Luxemburg geschützt wird. Das ehrloseste und verabschäuenwürdigste Verbrechen stellt der Verrat an der Volksgemeinschaft dar, und die fluchwürdigste Tat begeht der, der es trotz seines deutschen Volkstums gegen die Stimme seines Blutes aus separatistischer Einstellung heraus oder gar allein zur Begünstigung der Feinde Deutschlands unternimmt, bei einer feindlichen Wehrmacht zu dienen. Wer als deutscher Volkszugehöriger gegen sein deutsches Volk kämpfen will, wer die Vernichtung und das Elend seiner Brüder und Schwestern will, der begeht den gemeinsten Verrat, den er begehen kann; s e i n L e b e n i s t v e r w i r k t, und sein Name mit Schande befleckt.

Gerade in der heutigen Zeit wird es jedermann offenbar, wie notwendig der Zusammenschluss aller deutschen Menschen ist. Nur durch die zusammengeballte Kraft, die die deutsche Wehrmacht und mit ihr das einige Volk in der Heimat bildet, war es möglich, den zum grossen Ansturm auf Europa ausholenden Bolchewismus zurückzuschlagen und zu vernichten. Die gesunden Kräfte Europas haben längst erkannt, dass die deutsche nationalsozialistische Wehrmacht durch ihren siegreichen Kampf gegen den kulturfeindlichen Bolchewismus Europa vor dem Untergang und vor der Unterwerfung unter die Knechtschaft der kulturlosen asiatischen Horden bewahren. Die grosse Zahl von Freiwilligen aus fast allen Ländern Europas, die im Osten Seite an Seite mit der Grossdeutschen Wehrmacht kämpfen, ist hierfür der untrügliche Beweis. Wer aber gegen die deutsche Wehrmacht und ihre Verbündete kämpfen will, der verbindet sich dadurch mit dem Weltfeind Bolchewismus, der Deutschland und Europa versklaven wollte; er muss ausgeremert werden.

Nach der Verordnung des Chefs der Zivilverwaltung gegen den Eintritt in eine feindliche Wehrmacht vom 13.10.1941 wird daher derjenige, der irgend welche Handlungen vornimmt die auf seine Anwerbung oder auf seinen Eintritt in die feindliche Wehrmacht hinzielen, mit dem Tode bestraft. Ebenso wird bestraft, wer auch nur irgendwelche Handlung vornimmt, die die Anwerbung für eine feindliche Wehrmacht bezwecken. Wer eines der vorerwähnten Verbrechen mit einem anderen verabredet, wer zu einem derartigen Verbrechen auffordert, sich anbietet oder eine solche Aufforderung oder ein solches Erbieten annimmt, wird mit dem Tode oder mit den schwersten Zuchthausstrafen bestraft. Besonders notwendig ist es, diejenigen Mitwisser, die aus falschem Mitleid oder Böswillig ihre Pflicht zur Anzeige des Vorhabens eines der genannten schändlichen Verbrechen verletzen, unter schärfste Strafe zu stellen. Mit dem Tode oder mit schärfsten Zuchthausstrafen wird daher bestraft, wer von dem Vorhaben eines Verbrechens gemäss der Verordnung in glaubhafter Weise Kenntnis erhält und es unterlässt, der zuständigen Behörde Anzeige zu machen.

Auch diese Verordnung wird dazu beitragen verhetzte, volksfremde, separatistische Elemente in Luxemburg unschädlich zu machen. Die Ausmerzung dieser verabscheuungswürdigen Elemente stellt insbesondere eine Pflicht gegenüber denjenigen volksdeutschen Luxemburger dar, die aus freiem Entschluss in der deutschen Wehrmacht ihr Leben einsetzen und für die Zukunft des grossdeutschen Reiches, und damit auch ihre Heimat und darüber hinaus für die Neuordnung Europas und die Rettung seiner ewigen kulturellen Werten.

=====  
Luxemburger Wort vom 25 und 26. Oktober 1941.



Sicherung der Bevölkerung vor Strengstoffattentaten.

Todesstrafe und schwerste Zuchthausstrafen für verbrecherischen Gebrauch und Besitz von Sprengstoffen.

Es folgt ein langatmiger Kommentar zu der Verordnung betreffend verbrecherischen Besitz und gemeingefährlichen Gebrauch von Sprengstoffen, wovon es schon genügen dürfte nachstehend den Schlussabsatz wiederzugeben:

Auch durch diese Verordnung des Chefs der Zivilverwaltung soll vor allem die deutschbewusste Bevölkerung in Luxemburg geschützt werden vor den Verbrechen gewissenloser Handlanger der jüdisch-bolschewistischen und plutokratischen Hetzer und der Feinde von Ordnung und Sicherheit, die ihr Hauptziel in der Stiftung von Terror und Anarchie sehen. Wer verbrecherisch Unruhe stiftet oder die Sicherheit der Bevölkerung gefährdet, wird erbarmungslos ausgemerzt.

=====  
Luxemburger Wort vom 4. November 1941.

Todesstrafe an Verräter der Partei und der Bewegung.

Gemeine und hinterhältige Verbrecher an ihrem Volkstum werden ausgerottet.

Es folgt dann der Text der Verordnung zur Abwehr verräterischer Betätigung in Partei und Bewegung vom 31. Oktober 1941 und anschliessend ein spaltenlanger Kommentar, von dem nachstehend der Schlussabsatz wiedergegeben ist:

" Jeder anständige Volksgenosse in Luxemburg wird Verständnis für diese von der deutschen Behörde getroffene Vorkehrung haben und sie begrüssen. Wenn das deutsche Reich auch dank seiner über alles erhabenen und tapferen deutschen Wehrmacht und seines einigen Volkes so gefestigt und stark ist, dass jene Elemente durch ihren Verrat Gefahren für seinen Bestand und seine Zukunft nicht herbeiführen können, so müssen derartige Verbrecher doch schon allein deshalb auf rücksichtsloseste Art ausgemerzt werden, weil sie einmal das Ansehen der Bewegung in gemeiner Weise schädigen und dann aber auch, weil sie als Verräter die schändlichsten Volksgenossen sind.

=====  
Luxemburger Wort vom 8. und 9. November 1941.

Abwehr gegen die Verbrecher der Reichseinheit.

Einführung der reichseinheitlichen Bestimmungen über Hochverrat und Landesverrat in Luxemburg.

Im Mittelpunkt des nationalsozialistischen Denkens steht das Volk. Sein Bestand und sein Wohlergehen kann nur gesichert werden, wenn es blutmässig einheitlich zusammengefasst ist und unter einer starken einheitlichen Führung steht. Die Geschichte des deutschen Volkes hat zur Genüge gezeigt, dass das deutsche Volk in seiner Existenz gefährdet und em volkischen und wirtschaftlichen Niedergang geweiht war, wenn es in sich uneinig und innerlich zerrissen war, dass es aber stark und unüberwindlich ist, wenn es in sich einig ist. Unsere Feinde haben das seit Jahrhunderten erkannt und daher immer wieder alles getan, um die Einheit des deutschen Volkes zu stören und zu zerstören. Auch im Gegenwaertigen Kriege ist das oberste Kriegsziel der Feindmächte, nicht nur das Werden ein es blutmässig einheitlichen deutschen Staates zu verhindern, sondern auch das grossdeutsche Reich, in dem sich diese politische Idee schon verwirklicht hat, wieder in eine Vielzahl kleiner und ohnmächtiger Staaten aufzulösen und sich in diesen willige Werkzeuge für ihre Machtinteressen zu schaffen. Deutschland ist, wo deutsche Menschen geschlossen siedeln. Es ist die unabweisliche und unablösbare Pflicht eines jeden deutschen Volksgenossen, alle versteckten und offenen Angriffe auf die Einheit des deutschen Volkes, auf die Schmälerung des deutschen Siedelungsraumes und



die Führung des deutschen Volkes zu vereiteln. Wer dies nicht tut, oder selbst gegen das deutsche Volk handelt, stellt sich ausserhalb der Volksgemeinschaft und wird als Volksschädling behandelt.

Diese Auffassung für die Wertung des Verhältnisses des Einzelnen zum Volke, lässt den Angriff gegen den Bestand der Volksgemeinschaft des Reiches und das Gebiet des deutschen Siedlungsraumes sowie die Führung des deutschen Volkes und Reiches als schwerste Verbrechen erscheinen. Der Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg sieht in der Abwehr gegen diese Verbrechen eine seiner ersten Aufgaben.

Die in Kürze im Verordnungsblatt des Chefs der Zivilverwaltung erscheinende vierte Verordnung betreffend Massnahmen auf dem Gebiet der Strafrechtspflege vom 31.10.1941 - die wir heute in unserer amtlichen Rubrik zum Abdruck bringen - führt daher die reichsrechtlichen Bestimmungen über Hochverrat, Landesverrat und Angriffe gegen den Führer und Reichskanzler in Luxemburg, ein. Darnach werden schwerste Strafen, wie Todesstrafe und lebenslängliches Zuchthaus verhängt, bei Untertunungen die sich gegen das Reichsgebiet und darüber hinaus gegen den Siedlungsraum der deutschen Menschen, insbesondere gegen Luxemburg richten. Sein Leben hat derjenige verwirkt, der es unternimmt etc. etc.

Der Schlussabsatz lautet :

Diese Straftaten zu denen noch weitere Straftatsbestände treten werden durch das Sondergericht in Luxemburg schärfstens geahndet, wie alle Handlungen separatistischen oder reichsfeindlichen Inhalts. Die Zeit, wo deutsche Menschen ihr Volk ungestraft verraten konnten, ist entgültig vorbei. Von jedem deutschen Volksgenossen in Luxemburg muss verlangt werden, dass er sich entgültig auf sein Volkstum bekennt und sich des Begriffs der deutschen Treue und Ehre jederzeit voll bewusst ist.

=====

Luxemburger Wort vom Mittwoch, den 12. November 1941.

Das Todesurteil vollstreckt.

Sprengstoffattentat von Bettemburg gesühnt.

Der Schlepper Josef Barthelmy aus Bettemburg, der von dem zuständigen Gericht in Luxemburg wegen seines Sprengstoffattentates auf einen Zellenleiter der VdB in Bettemburg rechtskräftig zum Tode verurteilt worden war, ist am 11. November hingerichtet worden.

Damit ist das Leben ausgelöscht, das nur unweit am Rande der menschlichen Gesellschaft flakerte. Der Hingerichtete hatte sich durch sein hinterhältiges Sprengstoffattentat bewusst in den Dienst der Feinde seines Volkes gestellt und darüber hinaus in gemeinverbrecherischer Weise das Leben seiner Mitbürger auf äusserste gefährdet.

Die Bevölkerung Luxemburgs weiss, dass der CdZ nur eine Sorge kennt: Sich Sicherheit und Schutz aller schaffenden Menschen seines Bereichs. Sie hat weit überwiegend jederzeit volles Verständnis für seine Massnahmen gezeigt und durch tatkräftige Mitarbeit, durch aufrichtigen Einsatz und durch loyales Verhalten das Vertrauen, das er allen entgegengebracht hat, gerechtfertigt.

Die feige Tat des Hingerichteten beleuchtete jäh die verbrecherische Fratze der Kreise, als deren Werkzeuge er handelte. Sie zeigte, wie die Elemente aussehen, die heute den Mord- und Sabotageparolen Londons und Moskaus Folge leisten und Unruhe und Unsicherheit in ein friedliches Aufbauwerk hineintragen, versuchen.

Barthelmy war ein notorischer Rechtsbrecher von hemmungsloser Triebhaftigkeit. 17 Mal schon vorbestraft, insbesondere wegen Körperverletzung, Widerstandsleistung und Beleidigung. In gemeiner Hinterhältigkeit hat er die Ausführung seines Attentates, das nach seinen eigenen Worten nur das Vorspiel zu weiteren Anschlägen gegen deutschbewusste Luxemburger sein sollte, durch den Eintritt in die VdB zu tarnen versucht, um so sicherer und ungefährdeter als Handlanger der Feindmächte tätig sein zu können. Durch diesen schändlichen Verrat allein hat er bereits sein Leben verwirkt.

Die Hinrichtung dieses Banditen gemeingefährlichster Natur wird von allen einsichtigen Luxemburger begrüsst. Niemand wird den Hinge-



gerichteten bedauern können, der nach seinem Vorleben zu jeder Straftat fähig war und in seiner gemeinen Unbeherrschtheit stets eine Gefahr für das Leben seiner Bürger darstellte.

Der Chef der Zivilverwaltung hat durch die Vollstreckung des Todesurteils zu erkennen gegeben, dass er nicht gewillt ist, kriminelle Straftaten gegen das Leben der Vorkämpfer des deutschen Gedankens in Luxemburg zu dulden, besonders nicht in der Zeit, da mit Millionen anderer deutscher Männer auch viele ~~von~~ Hunderten von Luxemburger freiwillig ihr Leben für die Errettung Europas einsetzen.

Die Vollstreckung des Urteils ist geeignet, allen vor Augen zu führen, dass die Grosszügigkeit der deutschen Verwaltung nicht mit Schwäche zu verwechseln ist. Die deutsche Ehre und die Sicherheit der Bevölkerung haben in dem CdZ. ihren unerbitterlichsten Verfechter. Es liegt deswegen im eigensten Interesse der luxemburger Bevölkerung sich nicht durch separatistischer und volksfeindlicher Hetze die das Tageslicht scheuen, zu gefährlichen Unbesonnenheiten hinreissen zu lassen.

Der CdZ. hat im Fall Berthelmy das erste Todesurteil vollstrecken lassen. Er hofft in Zukunft nicht noch einmal dazu gezwungen zu werden. Er will es nicht wenn die Luxemburger es selbst nicht wollen. Jeder einzelne ist durch die Haltung, die er persönlich einnimmt, sein eigener Ankläger oder Anwalt. Und wer sich heute durch ein scheinheiliges Wengeschrei für den hingerichteten Verbrecher einsetzen zu müssen glaubt, der beweist damit, dass er ebenso wie dieser ausserhalb der menschlichen Gesellschaft steht, denn der Terrorakt des Hingerichteten kann nicht als Einzellerscheinung eines irgeleiteten Patrioten gewertet werden, sondern trägt das Kainzeichen verruchter Mordanschläges sovietischer Prägung. Eduard Gerlach.

=====  
Luxemburger Wort vom Freitag, den 23. Januar 1942.

Wer gegen Deutschland aufsteht, fällt.

Zweimal Todesstrafe, einmal lebenslängliche Zuchthausstrafe und zehn weitere hohe Zuchthausstrafen für Mitglieder einer geheimen Terrororganisation.

Vor dem Sondergericht in Luxemburg stand in mehrtägiger Verhandlung eine Reihe von führenden Mitgliedern einer illegalen Organisation zur Aburteilung. Die Organisation hatte es sich zum Ziele gesetzt, die bestehenden Verhältnisse in Luxemburg zu gegebener Zeit mit Gewalt zu ändern. Es wurden 2 Angeklagte zum Tode, einer zu lebenslänglichem Zuchthaus und 10 zu Zuchthausstrafen von 5 bis 15 Jahren verurteilt. Ein Angeklagter wurde freigesprochen. Viele, die die gewichtige Zeilen mit dem Todesurteil und hohen Zuchthausstrafen lesen, wird ein unangenehmes Frösteln ankommen. Die Bestrafungen zeigen eindeutig das der CdZ, der in grosszügiger Weise allen Luxemburger die Hand zur Mitarbeit hingestreckt hat, nicht gewillt ist, Elemente gröss und stark werden zu lassen, die eine Gefahr für ihre Mitmenschen und die friedliche Aufbauarbeit in Luxemburg darstellen.

Mehr als ein einhalbe Jahre lang, hat der CdZ auch denjenigen Luxemburger, die sich noch nicht mit der deutschen Verwaltung in Luxemburg abfinden konnten, Gelegenheit gegeben, zu Verständnis für seine Mühen und Massnahmen vorzudringen. Sie haben es abgelehnt. Einzelne sind sogar gegen ihn aufgestanden; sie haben eine geheime Terrororganisation gebildet vor deren Tribunal einmal alle volksdeutsche Luxemburger stehen sollten, die, der Stimme ihres Blutes folgend, sich zu ihrem Deutschtum bekannt haben. Sie wollten diejenigen an den Pranger stellen und ausmerzen, die durch ihre ehrliche Zusammenarbeit mit der reichsdeutschen Verwaltung in Luxemburg den inneren Frieden bewahrt und die Wirtschaft und das öffentliche Leben im Gang gehalten haben. Im Interesse einer treulosen, ihr Volkstums verratenden jüdisch-plutokratischen Clique, wollten sie ihre Volksdeutschen Mitbürger verurteilen und vernichten. Nun hat sie



das Urteil des deutschen Volkes sie niedergeschlagen und ausgemerzt.

Sie sind zu einer Zeit gegen die Sicherheit des deutschen Volkes aufgestanden, da die besten Kräfte Deutschlands, ja Gesamteuropas, zur Niederringang des tierisch teuflischen Bolchewismus angetreten sind. Sie haben die Vernichtung des Volkes gewünscht, dessen wertvollste Söhne täglich mit ihrem Blute nicht nur ihr Vaterland, sondern auch die gesamte abendländische Kultur vor der Zerstörung durch die plutokratische bolschewistische Weltpest schützen. Sie haben als verantwortungslose Verbrecher den Dolchstoß gegen die Front in der Heimat bewusst vorbereitet und damit selbst ihr Leben verwirkt.

Immer und immer wieder hat der CdZ die luxemburgische Bevölkerung ermahnt, in vernünftiger Weise mitzuarbeiten. Und durch die bereitwillige Mitarbeit der Meisten hat er für Luxemburg soziale und wirtschaftliche Ziele erreicht, die in der heutigen kriegsbedingten Lage, entscheidende Errungenschaften darstellen und die künftige Besserstellung vor allem der Bauern und Arbeiter darstellen.

Die schweren Bestrafungen geben jedem Einzelnen Anlass, seinen eigenen Gedankengängen nachzugehen und sich in seinem Tun und Lassen streng zu kontrollieren. Das Spiel mit dem Feuer ist oft zu schön und verführerisch: und trotz aller Erfahrungen gibt es immer wieder Menschen, die erst dann ihre eigene Hemmungslosigkeit einsehen, wenn eine Mutter und ihre Familie für ihr Schicksal weint, das sie um eines Fantomswillens leichtsinnig einem Verführer ausgeliefert haben. Denn von all denjenigen, die im Dunkeln Terrorpläne gegen das deutsche Volk aushecken, hat keiner grosse Zukunftschancen für die Bevölkerung zu vergeben. Sie scheuen die Wahrheit und gehen der Erkenntnis aus dem Wege. Sie sagen Patriotismus und treiben Verrat an ihrem eigenen Volkes Sein und Leben.

Sie werden vielleicht von London oder Moskau geliebt. Eine Liebe mit der sie aber wenig anfangen können. Oder glauben sie etwa, wenn sie sich London oder Moskau zu Liebe ins eigene Fleisch schneiden, damit dem deutschen Volk einen entscheidenden Schaden zufügen zu können? Das Streichholz, mit dem sie als Lanze eingelegt, hochtönend gegen die Heimatfront der jungen Völker anrennen zu können, wird ihnen keine Lorbeeren einbringen können, aber sie werden sich selbst bei ihrem Unterfangen stets als gewissenlose Gesellen enthüllen und hemmungslosen Grössenwahns überführt. (Eduard Gerlach.)

=====  
Luxemburger Wort vom 14. und 15. Februar 1942.

#### Für Volksverräter den Tod.

"Die von dem Sondergericht zum Tode verurteilten Adolf Claude, Differdingen und Dominik Dondelinger, Rümelingen, sind hingerichtet worden. Ein Verbrechen schlimmsten Verrates hat damit seine Sühne gefunden. Verbrecher und verführte Heckenschützen - in diesem Falle das Gleiche. Hart ist die Strafe des Gesetzes, nicht nur für sie selbst, sondern auch für ihre Familienangehörigen, ihre Eltern und Geschwister. Doch sie haben die Härte der Strafe selbst herausgefordert. Sie haben mit den Köpfen anderer gespielt und dabei die eigenen verloren. Sie haben mitten im Kriege einen Aufstand mit Waffengewalt vorbereitet, um zu gegebener Zeit die bestehenden Verhältnisse in Luxemburg zu ändern und die Volksdeutschen vor ihr Tribunal zu schleppen, die mit der reichsdeutschen Verwaltung ehrlich zusammen gearbeitet haben. Sie haben ohne Recht und Auftrag Todesurteile aussprechen und vollziehen wollen. Nun hat sie Recht gegen das sie aufgestanden sind zerschmettert.

Der CdZ ist gezwungen, gegen alle Unruhestifter und Hetzer, wie diese es waren, in der gleichen Weise vorzugehen. Er allein ist für die Aufrechterhaltung der Ruhe und Ordnung in seinem Bereich verantwortlich, ihm allein ist die Sorge für die Sicherheit Luxemburgs übertragen. Es mögen in den von den Haupttätern verhetzten und in gemeinster Weise ins Elend gestossenen Mitläufern auch einzelne getroffen werden, die vielleicht nicht die ganze Tragweite ihrer Handlung übersehen haben. Das entschuldigt nicht, denn an Aufklärung hat es nie gefehlt.



Wir leben heute in harten und schweren Kriegszeiten und die besten Kräfte des deutschen Volkes und seiner Verbündeten stehen draussen in Kälte und Eis gegen einen Feind, der die Vernichtung Europas, und die Ausrottung der abendländischen Kultur auf seine Fahne geschrieben hat. Wer in dieser Zeit den bewaffneten Aufstand in der Heimat vorbereitet oder auch nur mit ihm spielt, verfehlt sich nicht nur gegen die Staatsgewalt, sondern auch gegen das Wohl und die Sicherheit seiner Mitmenschen.

Es liegt deshalb im Interesse der gutgesinnten und friedliebenden Bevölkerung Luxemburgs, dass die Elemente, die - gleich ob im Solde Moskaus oder einer judenhörigen Plutokratenherrschaft versuchen, Ruhe, Ordnung und Frieden zu stören oder zu brechen, unschädlich gemacht werden. Hier ist jeder einzelne unter eine schwere Verantwortung gestellt; insbesondere jeder einzelne Angehörige der früheren landeseigenen Sicherheitsorgane, die jetzt zur Aufrechterhaltung von Ruhe und Ordnung aktiv im Dienst des CdZ stehen. Die Verurteilung des ehemaligen Gendarmen 1. Klasse Dondelinger hat gezeigt, dass es notwendig ist, besonders scharf einzuschreiten, wenn Beamte, die die Aufrechterhaltung von Ruhe und Ordnung zu gewährleisten haben, in verantwortungsloser Weise ihre Verpflichtungen brechen.

Die Namen der Hingerichteten sind veröffentlicht und jeder sieht, dass der CdZ in der Lage und entschlossen ist, im gegebenen Augenblick mit wirksamen Mitteln jeder Widerstandsversuch in kürzester Frist zu zerschlagen. Man hat sein Entgegenkommen, das oft bis an die Grenze des Möglichen ging, allzuschnell als Schwäche ausgelegt. Dieser Gedanke war eine Selbsttäuschung und hat sich nun bitter gerächt. Wenn gewisse Kreise in Luxemburg heute noch nicht wahr haben wollen, dass es höhere Ideale gibt, als ängstlich darauf bedacht zu sein, einer geflohenen, treulosen Clique die "Treue" zu bewahren, um mit ihr vielleicht nur das Andenken an die leiblichen Annehmlichkeiten einer vergangenen Zeit zu konservieren, so sollen sie heute nicht auf die deutsche Verwaltung zeigen, sondern an ihre eigene Brust schlagen und sich die Antwort von den luxemburger Freiwilligen geben lassen, die jetzt schon im Einsatz gegen den Bolchewismus stehen und beweisen, dass sie für andere neue Ideale zu kämpfen und zu sterben bereit sind.

Eduard Gerlach.

=====

Luxemburger Wort vom Dienstag, den 14. April 1942.

Wer die Feindpropaganda unterstützt, verliert den Kopf.

Verstärkter Schutz der luxemburger Bevölkerung vor dummdreister Irreführung. Eine Verordnung des CdZ.

Folgt der Text der Verordnung gegen reichsfeindliche Propaganda vom 9. April 1942 und anschliessend folgt nachstehender Kommentar.

" Die Presseveröffentlichungen über die Sondergerichtssitzungen zeigen, dass es immer noch Volksgenossen gibt, die sich selbst mit der Miene eines Biedermannes als Unschuldengel geben wollen, wenn sie wegen reichsfeindlicher Propaganda und separatistischer Umtrieb bestraft werden. Immer wieder tauchen Einzelne auf, die sich angeblich von der Straffälligkeit ihres Tuns keine Vorstellung machen können. Mit den einfältigsten und unmöglichsten Erklärungen treten sie nach der Tat vor das Sondergericht. Es scheint oft, als ob sie wie der Vogel Strauss in der Wüste den Kopf in den Sand steckten, um nicht zu erfahren, was um sie her vorgeht. An Aufklärung über die Verwerflichkeit reichsfeindlicher und separatistischer Propaganda hat es nicht gefehlt. Und wenn bisher so regelmässig und eingehend über die Verhandlungen des Sondergerichtes berichtet wurde, so geschah dies, um die Verwerflichkeit und die Niedertracht auch der Drahtzieher zu beleuchten, die durch ihre Hetze andere ins Unglück stürzen.



Wenn heute festgestellt werden kann, dass die Zahl der Verstösse gegen die Massnahmen des CdZ zurückgegangen ist, so kann dies der verteilten Erkenntnis des historischen Ablaufs des völkischen und politischen Geschehens unserer Tage zugeschrieben werden. Gewisse Drahtzieher verschliessen sich dieser Erkenntnis aber umsoher, als sie annehmen, dass ihr gemeines, heimtückiges Tun nicht aufgedeckt wird und also ungesühnt bleibt.

Die vorstehende Verordnung des CdZ richtet sich gegen die Herstellung und Verbreitung von Flugschriften, Darstellungen oder andern Gegenständen zum Zwecke reichsfeindlicher Propaganda. In schweren Fällen wird mit Zuchthaus oder Tod bestraft. In leichten Fällen kann auch Gefängnis erkannt werden.

Diese Verordnung stellt nicht nur einen verstärkten Schutz gegen reichsfeindliche Bestrebungen dar, sie schützt auch die Bevölkerung vor der dummdreisten Irreführung durch die feindliche Propaganda, die besonders von England betrieben wird, um Unruhe und Unfrieden zu stiften.

Nicht genug, dass England seine Verbündeten der Reihe nach mit gläussnerischen Versprechungen in den Krieg gelockt hat und dann schmähsch im Stich gelassen hat, erdreistet es sich auch noch durch einen Sturzbach von Lügen die Atmosphäre zu vergiften und die Volksgenossen die darauf hereinfallen, für seine Zwecke zu missbrauchen.

Nach den siegreichen "Rückzügen" in Norwegen, Holland, Belgien, Frankreich, Jugoslawien, und Griechenland, war die Reihe an Wawell, dem "Napoleon der Wüste" der englandshörigen Welt mit einem entscheidenden Siege aufzuwarten. Man weiss was Generaloberst Rommel daraus gemacht hat. Dann sollte wieder die sogenannte Non Stop-Offensive der Raf der Welt die Ueberlegenheit Englands beweisen. Wie auch dieses von gewaltigem Vorschuss-Siegeslärm begleitete Unterfangen endigte, ist ebenso bekannt; auch die Reihe mit der unendlich viel Lärm bekanntgegebenen "Durchbruchsschlachten" der Sowjet in diesem Winter erwiesen sich, wie nunmehr selbst die englische Presse kleinlaut zugibt, als flügelahme Enten der englischen Propaganda.

Auf Grund all dieser Erfahrungen müsste man annehmen, dass die britischen Propagandaparolen jetzt nicht mehr verfangen. Und doch gibt es in Luxemburg noch immer Menschen, die nicht klug werden wollen. Ihnen muss man zu ihrem eigenen Nutzen und Frommen mit andern Mitteln nachhelfen. Und da es unter ihnen noch welche gibt, die sich in der Rolle der Kolporteure englischer Lügenpropaganda wohlfühlen, kann die Vervielfältigung und Weitergabe von feindlichen Flugblätter nicht schärf genug bestraft werden. Es wäre der Sicherheit der gesamten Bevölkerung Luxemburgs gegenüber verantwortungslos, wenn sie dem Einfluss einer kleinen und niederträchtigen Clique von Volks- und Hochverrätern schutzlos preisgegeben bliebe, die sich ein teuflisches Vergnügen daraus machen sie aufzuregen und zu verhetzen. Es liegt deshalb im eigenen Interesse aller Luxemburger, für die Sicherstellung von Ruhe und Frieden an der Ausrottung dieser verwerflichen Elemente mitzuarbeiten, denn diese stellen sich gegen ihre Heimat, gegen ihr Volk und gegen Europa und seine Kultur. Zu diesem Zwecke scheuen sie vor keinem Mittel zurück, angefangen von brutalstem Mordanschlag bis zur heimtückigsten und verwerflichsten Hetze.

Es ist nicht nur verboten, reichsfeindliche Flugschriften, Schriftstücke, bildliche Darstellungen und dergleichen herzustellen und zu verbreiten, sondern auch ihr unbefugter Besitz macht strafbar. Straffrei bleibt in diesem Falle nur der, der solche Gegenstände bis zum 20. April 1942 oder aber, wenn er erst nach dem Inkrafttreten der Verordnung in ihren Besitz gelangt, sie binnen 24 Stunden bei der Sicherheitspolizei abgeliefert.

=====  
Luxemburger Wort vom Freitag, den 15. Mai, 1942.

Volksverräter trifft der Tod.

Das Sondergericht verhängt Todesurteil wegen Hochverrat und Volksverrates und weitere hohes Zuchthaus- und Gefängnisstrafen.



" Vor dem Sondergericht stand in mehrtägiger Verhandlung eine Reihe von Mitgliedern einer illegalen Organisation zur Aburteilung. Diese geheime Organisation war in ihrem Aufbau, ihrer Betätigung und ihrer Zielsetzung darauf ausgerichtet, die bestehenden Verhältnisse in Luxemburg mit Gewalt zu verändern. Der Hauptangeklagte Siedler aus Tetingen wurde zum Tode, die übrigen Angeklagten wurden zu Zuchthaus und Gefängnisstrafen verurteilt.

In knapper und unmissverständlicher Form gibt das Sondergericht das Todesurteil bekannt. Es weist aber auch ~~dar~~ auf die Zuchthaus- und die Gefängnisstrafen hin, zu denen die Mitläufer und ausgehaltenen Vordermänner verurteilt wurden. Das Urteil des Sondergerichtes zeigt, dass es noch immer Unbelehrbare gibt, die alle Ermahnungen und gut gemeinte Massnahmen, die an sie herangetragen werden, einfach in den Wind schlagen. Man muss mit Bitterkeit feststellen, dass in diesen Hoffnungslosen Fällen, in denen ganz offenbar Hemmungslosigkeit und bösser Wille stärker sind als die Vernunft, nur das Todesurteil als gerechte Sühne für diese an der Volksgemeinschaft und anderer öffentlichen Sicherheit der Bevölkerung begangenen Verbrechen anzusehen ist.

Der Fall Siedler wirft ein bezeichnetes Licht auf die verbrecherische Frivolität, mit der eine kleine reichsfeindliche und separatistische Minderheit in Luxemburg die eigenen Mitbürger an Leib und Leben gefährdet und zugleich die Aufbaumassnahmen des CdZ sabotiert. Trotz des Langmutes und der eifrigsten Bemühungen des CdZ, in allen Teilen der luxemburger Bevölkerung Verständnis für seine Massnahmen zu erreichen hat sich in Luxemburg, gerade in der Zeit als Deutschland an der Ostfront in die härteste Phase seines Kampfes gegen den Bolschewismus eingetreten war, eine Terrororganisation gebildet, die mit Gewalt den Umsturz in der Heimat vorbereitete.

In srap/ellosester und niederträchtigster Art und Weise haben diese hoch- und volksverräterischen Elemente ihre Terrororganisation so ausgebaut, dass der bewaffnete Aufstand nicht nur die reichsdeutsche Verwaltung, sondern auch alle Mitbürger treffen sollte, die in ehrlicher Zusammenarbeit mit der reichsdeutschen Verwaltung in Luxemburg den inneren Frieden und eine gesunde wirtschaftliche Entwicklung bewahrt haben. Fast zwei Jahre lang hat der CdZ allen Luxemburgern in entgegenkommenster Weise Gelegenheit gegeben, sich aus ihrer früheren Hetzatmosfera gegen das Reich und das eigene Volkstum zu befreien und in vernünftiger Weise mitzuarbeiten. Die meisten haben ihre Bereitwilligkeit gezeigt und sich am Aufbau beteiligt. Die Zahl der hoffnungslos Verhetzten ist bestimmt sehr gering und nur mit grossem Unbehagen wird es die Mehrzahl der luxemburgischen Bevölkerung vernehmen, dass in der heutigen Zeit, mitten unter ihnen eine Terrororganisation am Werke war, die auf den Umsturz mit Waffengewalt in Luxemburg hingearbeitet hat. Und doch ist auch die breite Öffentlichkeit nicht von jeder Verantwortlichkeit freizusprechen, sondern man muss mit Recht fragen, ob die jetztige Haltung so mancher, abzuwarten und zuzuschauen, sie nicht selbst mitschuldig werden lässt. Denn jeder ist heute mitverantwortlich, dass seine Mitbürger nicht von den gedungenen und ausgehaltenen Elementen einer jüdisch-plutokratischen Clique in Unglück und Verderben getrieben werden.

Auch die wenigen Luxemburger, die sich noch nicht zur vollen Bejahung der augenblicklichen Verhältnissen durchgerungen haben, werden, wenn sie Anspruch auf Anständigkeit und Ehrlichkeit erheben, die heimtückische Methode des bewaffneten Aufstandes zurückweisen und es begrüssen, wenn scharfe Massnahmen ergriffen und die Brutstellsolcher Verbrechen ausgebrannt werden. Denn die Verbreitung des Aufstandes mit Waffengewalt mitten im Kriege gehört zu den gemeinsten und niederträchtigsten Verbrechen. Wer damit beginnt,



legt den Grundstein für ein Verbrechen, dessen Auswirkungen nicht zu übersehen sind; wer sich mit seiner Durchführung beschäftigt, ist bereit alle Folgen, auch den Tod von unschuldigen Frauen und Kinder-ohne Bedenken als Ergebnis seiner ruchlosen Tat auf sich zu nehmen. Wer die Vernichtung seines eigenen Volkes vorbereitet, während die besten Söhne seiner Heimat Schulter an Schulter mit dem Kameraden der übrigen deutschen Gauen sich in den Stahlgewittern des modernen Krieges bewähren, ist nicht wert, dass ihm sein Leben erhalten bleibt. Es liegt an der Heimat, sich des Einsatzes ihrer besten Söhne würdig zu zeigen und mit Klugheit und Aufrichtigkeit zu pflegen, was ihre Söhne an der Front erhalten, schützen und bewahren- ihr Deutschtum. Eduard Gerlach.

=====  
Luxemburger Wort vom 16.17. Mai 1942.

Das Todesurteil an Siedler vollstreckt.

" Wer mit voller Überlegung bewaffneten Aufruhr vorbereitet, muss fallen. Der vom Sondergericht zu Tode verurteilte Wilhelm Siedler aus Tetingen wurde gestern hingerichtet. Damit ist einer der Haupttäter unschädlich gemacht, die in verantwortungsloser und gemeinster Weise auf Aufruhr mit Waffengewalt in Luxemburg hingearbeitet und viele Mitläufer mit ins Unglück gestürzt haben.

Die luxemburgische Öffentlichkeit weiss, dass der Cdz. in den vergangenen zwei Jahren kein Terrorsystem aufgerichtet, sondern sich mit seiner ganzen Person dafür eingesetzt hat, dass Ordnung und Sicherheit bewahrt blieben und sich eine gesunde politische und wirtschaftliche Entwicklung anbahnte. Wenn er hier und da hart zupacken musste, so zwang ihn die unerbitterliche Notwendigkeit dazu die heute in dem harten Existenzkampf des ganzen deutschen Volkes doppelt verpflichtet.

Wer in diesem Kampfe sein eigenes Volk verrät und zum feigen Dolchstoß in seinen Rücken ausholt, kann auf keine Gnade oder Milde rechnen. So musste auch das Todesurteil gegen Siedler vollstreckt werden. Seine Hinrichtung kann niemand Anlass geben, sich zu freuen oder zu triumphieren, sondern jeder ehrliche und aufrechter deutsche Mensch in Luxemburg muss es bedauern, dass eine volksfeindliche Verhetzung und Irreführung noch immer Elemente findet, die so verblendet sind, dass sie um eines Fantoms willen mit dem eigenen Kopf und dem ihrer Mitbürger spielen.

Der Cdz. weiss um die Trauer, die so manche luxemburgische Familie trifft, doch die Verantwortung für diese traurigen Folgen trägt nicht er, sondern ist jenen Luxembürgern zuzuschreiben, die in verderblicher Leichtfertigkeit statt zu warnen, den gefährlichen Unterfangen ihrer Mitbürger Vorschub leisten, um dann nachher mit tiefer Ergriffenheit auf die deutschen Gerichte hinzuweisen. Sie allein trifft die ganze Schuld an dem tragischen Geschehen, das so einige Familien trifft. Die wohlgemeinten Ratschläge der Radoprediger aus London, New York und Moskau die aus sicherer Entfernung zu unbedachtem Tun aufrufen, fordern von ihren ehemaligen Mitbürgern den Schnitt ins eigene Fleisch, während sie selbst herrlich und in Freuden von den bei ihrer Flucht mitgenommenen Staatsgeldern leben.

Es ist bisher nichts unterlassen worden, um die Bevölkerung Luxemburgs auf die Folgen ungesetzlichen und unbesonnenen Widerstandes aufmerksam zu machen und vor den Beeinflussungsversuchen der Gegner Deutschlands zu warnen. Wer sich trotzdem an feindseligen Aktionen beteiligt, oder sie vorzubereiten versucht, hat das Leben verwirkt, denn er bringt das Gut und das Leben seiner Mitbürger und Volksgenossen in Gefahr. Die gesetzlichen Bestimmungen sind allen bekannt. Es handelt sich ja nicht um unreife und abenteuerliche Elemente, sondern um Männer, die sich der ganzen Tragweite ihres Handelns bewusst sein mussten, als sie zur Vorbereitung des bewaffneten Aufstandes schritten.

Ihre Schuld ist doppelt gross, weil sie ihre verbrecherische Unterfangen zu einem Zeitpunkt begannen, da auch aus ihrer luxemburgischen Heimat die Kräfte, die sich einen klaren Blick bewahrt haben, in aktiver Bereitschaft für ihr deutsches Volk gegen den Bolschewismus eintreten, sie die dadurch nicht nur eine soldatisch deutsche Haltung, sondern auch



das höchste Verantwortungsbewusstsein gegenüber ihrem Volk und ihrer Heimat bewiesen haben, werden mit Recht von der Heimat die Anerkennung ihres Einsatzes fordern. Unter ihnen gibt es keinen ungläubigen Thomas, der erst wissen will, was mit ihm geschieht, bevor er an sein Volk glaubt. Sondern sie zeigen durch ihren Willen und ihre Leistung, dass sie die Gewissheit in sich tragen, dass das künftige Schicksal ihrer Heimat von ihnen geformt und getragen wird. Wer jetzt in harter Zeit ihre Gewissheit enttäuscht, und das A Aufbauwerk in Luxemburg das durch ihr Opfer an der Front geheiligt ist stört, der muss und wird fallen. Eduard Gerlach.

+=====

Luxemburger Wort vom Montag, den 13. Juli 1942.

Zwei Todesurteile an Schwarzschlächtern vollstreckt.  
Gerichte Sühne für ein Kriegswirtschaftsverbrechen grossen Ausmasses.

Die vom Sondergericht wegen Schwarzschlachtungen zum Tode verurteilten Karl MULEER und Karl HUBERT aus Luxemburg sind hingerichtet worden.

Damit sind zwei Verbrecher unschädlich gemacht, die nicht durch ihr Geschäft zu Schwarzschlachtungen veranlasst wurden, sondern unter rücksichtsloser Ausnutzung der durch den Krieg geschaffnen Sachlage eigens einen Betrieb aufgezogen hatten, um ..... folgt ein spaltenlanger Artikel von dem es genügen dürfte, den nachfolgenden Schlussabsatz wiederzugeben;

Durch die Vollstreckung der beiden Todesurteile sind alle, die es angeht, noch einmal eindringlichst gewarnt. In welchem Umfang der CdZ von der Verordnung über die Sicherstellung der Volksernährung Gebrauch machen muss, hängt allein von der Haltung der luxemburger Bevölkerung, ihrem Verantwortungsbewusstsein und ihrer Disziplin ab. Auf Milde darf in Zukunft keiner mehr rechnen, denn jeder in der Heimat ist Mitträger des Schicksalskampfes unseres Volkes und muss sich vor den Soldaten an der Front verantworten, die täglich ihr Blut und ihr Leben einsetzen. Wer sich heute der Verpflichtung entzieht, stellt sich ausserhalb der Volksgemeinschaft und wird als Verräter und Volksfeind ausgemerzt. Ed. Gerlach.

=====

Luxemburger Wort, vom Mittwoch, den 9. September 1942.

Umsiedelungsaktion für Luxemburg.

//Obergruppenführer- Berkelmann vom Gauleiter mit der Durchführung beauftragt. Umsiedelungsausschüsse in den vier lützelburgischen Kreisen.

Unter diesem Titel und Untertiteln folgt eine längere Abhandlung über die Umsiedelungsaktion, von welcher die beiden letzten Absätze nachstehend wiedergegeben sind :

Die Umsiedelung ist nicht mit einer Ausweisung gleichzusetzen, sondern es handelt sich um eine politisch erforderliche, zweckmässige Massnahme zur Sicherheit der völkischen Gemeinschaft an der Grenze. Gleichzeitig ist hierdurch die Gewähr geleistet, dass durch die Umsiedelung innerhalb des deutschen Lebensraumes die betreffenden Volksgenossen zu treuen Mitgliedern der deutschen Volksgemeinschaft und aufrichtigen Reichsbürgern erzogen werden. Damit aber liegt die Aktion letzten Endes auch im persönlichen Einzelinteresse des Davon Betroffenen.

Für die Betreuung und Arbeitseinsatz an der Ansiedlungsstelle ist gemäss der Ausbildung und dem Können eines jeden entsprechend gesorgt. Nach der Durchführung dieser Umsiedlungsaktion, die sich über einen längeren Zeitraum erstrecken wird, aber sofort mit Schnelligkeit und Umsicht in Angriff genommen worden ist, wird dann entgültig die völkische Sicherung im lützelburgischen Lebensraum gewährleistet sein.

=====  
Luxemburger Wort, von Freitag, den 11. September 1942.



Wer sabotiert, stirbt.

Sofort vollstrecktes Todesurteil des Sondergerichtes.  
Das Sondergericht verurteilte gestern den 48 jährigen Heinrich ADAM aus Esch wegen Aufforderung zur Einstellung der Arbeit und Arbeitsniederlegung zum Tode. Der Angeklagte, von Geburt Reichsdeutscher, war seit 30 Jahren auf dem Werk Schifflingen beschäftigt. Am 31. August, als durch verschiedene Streikparolen bereits eine erhebliche Unruhe in der Belegschaft des Werkes getragen worden war, gab er um 18 Uhr, durch ein anhaltendes Sirensignal, ~~das~~ Zeichen ~~zum~~ Einstellen der Arbeit, das von einer grösseren Anzahl von Gefolgschaftsmitgliedern befolgt wurde. Der Angeklagte hat durch diese Tat entgegen den deutschen Interessen zur Arbeitssabotage aufgefordert. Wer aber die Arbeit in einem kriegswichtigen Betrieb sabotiert, fällt der deutschen kämpfenden Truppe in den Rücken. Seine Tat wiegt besonders schwer, weil er als geborener Reichsdeutscher sich auf die Seite der widerstrebender Elemente geschlagen hat. Er hat sich damit ausserhalb der Volksgemeinschaft gestellt und sein Leben verwirkt. Das Todesurteil ist bereits vollstreckt worden.

=====  
Luxemburger Wort vom Dienstag, den 22. September 1942.

Die ersten fünfzig Familien umgesiedelt.

Volksteutsche Familien aus allen 4 Kreisen erfasst. Vorbildliche Betreuung der Umzusiedelnden.

"In den letzten Tagen der vergangenen Woche sind die ersten Umsiedlungstransporte von Luxemburg abgegangen. Es handelte sich dabei um 50 Luxemburger volksteutsche Familien aus den Kreisen Luxemburg, Diekirch, Grevenmacher und Esch.

Diese ersten 50 Familien, die vergangene Woche Luxemburg verlassen haben, waren innerhalb weiter Bevölkerungskreise dafür bekannt, dass sie nicht gewillt waren, sich hierzulande als deutschgesinnte und deutschbewusste Volksgenossen zu betrachten und einzusetzen. Ihnen wird nun in Anbetracht ihres Wertes als Menschen deutschen Blutes innerhalb des Grossdeutschen Lebensraumes an einem neuen Arbeitsplatz und einer neuen Ansiedlungsstelle die Möglichkeit geboten, ein wertvolles Mitglied der deutschen Volksgemeinschaft zu werden.

Im Zuge seiner Sammlung und Festigung kann der deutsche Volkskörper in den Grenzgebieten nur Volksgenossen wohnhaft sein lassen, die sich in vorbildlicher Treue zu jeder Zeit und an allen Orten zum Reich und seinem schwersten Kampf um Sein oder Nichtsein bekennen. Die Umsiedlungsaktion, die sich für die politische Bereinigung des hiesigen Grenzraumes als notwendig ergeben hat, ist keine Straf- und Deportationsmassnahme, sondern dient mit der Sicherung der Grenze auch dem Interesse des deutschen Lebensraumes frei von den Schlacken der Vergangenheit sich zu einem zuverlässigen Volksgenossen und treuen Reichsbürgern entwickeln kann.

Es folgt dann die Aufzählung der umgesiedelten Familien und es wird dann noch in einem Absatz darauf hingewiesen, wie gut die Abgesiedelten betreut wurden und zum Schluss heisst es:

Die Art und Weise der Umsiedlung ist von der Erkenntnis und Notwendigkeit getragen, Menschen deutschen Volkstums in anderer Umgebung innerhalb des deutschen Lebensraumes die Möglichkeit neuer Entwicklung zu geben. In Luxemburg werden an Stelle der Umgesiedelten bewährte Grenz- und Volksteutsche aus Südtirol und Siebenbürgen angesiedelt, die bisher ihre völkische Treue und Zuverlässigkeit bewiesen haben und allen Anordnungen des deutschen Reiches in Gesinnung und Haltung gerecht geworden sind.

=====  
M o s e l l a n d.

Kulturpolitische Blätter. (Juli - September.

Klärung der Volkstumsverhältnisse in Luxemburg.

(Von Volkstumsreferenten Erduard Gerlach.

Die Schaffung klarer Volkstumsverhältnisse in Luxemburg ist eine der wesentlichsten Voraussetzungen für die entgeltige Wiedergewinnung dieses alten deutschen Reichslandes, das wie Österreich und Niederländisch



Limburg noch bis 1866 zum deutschen Bunde gehörte und seine volksmässige Zugehörigkeit zu Deutschland nie verloren hat. Und doch hat sich in den letzten Jahren durch den Zustrom von Arbeitern aus den verschiedensten Ländern Europas in die rasch aufblühenden Länder leses Städte der Eisenindustrie die Gefahr einer fremdvölkischen Unterwanderung und Infiltration bemerkbar gemacht.

Mit dem Ziel, möglichst schnell eine Klärung der Volkstumsverhältnisse in dem ehemaligen Grossherzogtum Luxemburg herbeizuführen, hat der CdZ, Gauleiter Gustav Simon, am 10. Oktober 1941 eine Vorordnung der Anlegung einer Volkstumskartei in Luxemburg herausgegeben. Die Ermittlungsarbeiten sind jetzt schon soweit fortgeschritten, dass die Ergebnisse Ende des Jahres 1942 wohl restlos vorliegen werden. In der Verordnung des CdZ heisst es:

"Die frühere luxemburgische Staatsführung hat ihre Pflichten zur Erhaltung und Sicherung des Volkstums nicht erfüllt, ihre Gesetzgebung war lediglich auf die jederzeit veränderliche Staatsangehörigkeit abgestellt und nicht aufgebaut auf dem ewigen Volkstum und seinen natürlichen Grundlagen: Abstammung, Muttersprache. Zu ihrer vor der Geschichte ein für allemal gültigen Feststellung wird daher auf Grund der dem CdZ in Luxemburg erteilten Ermächtigung für dessen Bereich verordnet:

Mit sofortiger Wirkung wird von Amtswegen eine Erhebung über Volkstum und Staatsangehörigkeit der gesamten Bevölkerung im Bereiche des CdZ in Luxemburg durchgeführt. Auf Grund der amtlichen Erhebungen stellt der CdZ Urkunden aus. Diese werden der Bevölkerung in feierlicher Form ausgehändigt."

Die äusserst umfangreichen Ermittlungs- und Sichtungsarbeiten mussten mit der Klarstellung der volkstummässigen Lage in Luxemburg vor dem 10. Mai 1940 beginnen. Denn nur auf dieser Grundlage liess der volkstummässige Wert ehemaligen luxemburgischen Staatsangehörigen für die völkische Sicherung des Westens festlegen. 1900 waren 12,92 v.H. der Gesamtbevölkerung Luxemburgs fremder Staatsangehörigen. 1930 waren es sogar 18,61 v.H. Seitdem ist die Zahl wieder zurückgegangen. Die frühere luxemburgische Gesetzgebung hat in dem Bestreben, einer möglichst grossen Zahl von Fremden den Erwerb der luxemburgischen Staatsangehörigkeit durch Option zu erwerben oder deren Beibehaltung im Falle der Heirat zu gewähren, die Erwerbung sehr erleichtert. Von den so gegebenen Möglichkeiten ist besonders in der Zeit der Wirtschaftskrise ab 1935 von vielen Personen, die sonst wegen Entziehung der Arbeitsermächtigung das Land hätten verlassen müssen, Gebrauch gemacht worden.

Als Unterlage für die allgemeinen Erhebungsarbeiten dienen die Ergebnisse der letzten luxemburgischen Volkszählung vom Jahre 1935. Sie ergab eine Gesamtbevölkerung von 296 931 Personen, davon waren 8708 v.H. Luxemburger und 12,92 v.H. Fremde. Mit diesen rund 13 v.H. Fremden wies Luxemburg den stärksten Ausländerhundertatz in ganz Europa auf. Von den 258 544 ehemaligen luxemburgischen Staatsangehörigen waren 98,3 v.H. durch sogenannte "zweifache Geburt" im Inland Luxemburger, während die anderen es durch Option, Deklaration und Naturalisation geworden waren. 6,23 v.H. der ehemaligen luxemburgischen Staatsangehörigen waren im Ausland geboren. Weiter lebten vor dem 10. Mai 1940 2860 luxemburgische Staatsangehörige in Deutschland, 11407 in Belgien und 21286 in Frankreich. In den Vereinigten Staaten von Amerika wurden 9048 Personen luxemburgischer Herkunft gezählt. Zu dieser für den kleinen Staat bedeutenden Auswanderung bildete die starke Innenwanderung ein Gegenstück. So waren von der Gesamtbevölkerung von 296 931 nur 156873 (52,83 v.H.) in der Gemeinde geboren, in der sie gezählt wurden. Diese Innenwanderung erstreckte sich meistens vom flachen Lande des Nordens weg in die südlichen Industriebezirke und wirkte sich



so verheerend unter dem landwirtschaftlichen Nachwuchs für die bäuerliche Betriebe aus, dass der Staat z.B. eigene Beauftragte nach Polen schickte, um jährlich hunderte von polnischen Arbeiter für die luxemburgische Landwirtschaft anzuwerben.

Zu Beginn des Jahres 1942 hat der CdZ. in Luxemburg mit reichsdeutschen und luxemburgischen Kräften die Erhebungsarbeiten in dem südlichen Teil des Landes, dem Industriekreis Esch, begonnen und Anfang Juni in den übrigen Teilen des Landes fortgesetzt. Für jeden über 15 Jahren alten Einwohner wurde ein Erhebungsbogen ausgefüllt, in dem abgesehen von den üblichen Personalien, eingehende Fragen nach der Staatsangehörigkeit, nach den Eltern und Grosseltern und nach anderen Merkmalen, die für die Beurteilung der Volkzugehörigkeit von Bedeutung sind, gestellt wurden. Dank der Bereitwilligkeit und Aufgeschlossenheit der Bevölkerung, die in vielen Fällen nicht nur Geburts-, Heirats- und Sterbeurkunden, sondern auch gutgeführte Familienbücher vorlegen konnte, ging die Arbeit schnell vonstatten. Von 150 000 ehemaligen luxemburgischen Staatsangehörigen sind die Erhebungsbogen bisher ausgefüllt worden. Man hat vor allem zuerst den Industriekreis des Südens gewählt, weil hier die stärkste fremdvölkische Durchmischung besteht. Die Bevölkerung hat durch ihre Anteilnahme bewiesen, dass sie nicht nur die Notwendigkeit einer Erklärung der volkstümmässigen Verhältnisse begrüsst, sondern darüber hinaus auch für die Anregung zur Sippen- und Familienforschung, die bisher in Luxemburg völlig fehlte, dankbar ist. Nach Beendigung der Ermittlungsarbeiten, die zur Zeit im ganzen Reich leses Bereich der deutschen Verwaltung in Luxemburg durchgeführt werden, trifft eine Prüfungskommission die Entscheidung über die Volkstumzugehörigkeit der ehemaligen luxemburgischen Staatsangehörigen. Mit der Anlegung der Volkstumskartei sind die Unterlagen dafür geschaffen, dass dem deutschen Volk die Volkskräfte in Luxemburg erhalten oder wiedergewonnen werden, deren Zugehörigkeit zum deutschen Volkstum durch Urkunden eindeutig nachgewiesen ist. Die Erhebungsarbeiten werden nach ihrer Beendigung in Luxemburg nach denselben Grundsätzen auch bei den ehemaligen luxemburgischen Staatsangehörigen angestellt, die im Reich, in Belgien, in Frankreich, oder im sonstigen Ausland wohnen. Die Erhebungen für die Volkstumskartei entscheiden nicht über die Zuerkennung der deutschen Staatsangehörigkeit. Hierzu bedarf es des ausdrücklichen persönlichen Bekenntnisses eines jeden einzelnen volksdeutschen Luxemburgers, der auch durch seine Haltung beweisen muss, dass er der deutschen Reichsbürgerschaft würdig ist.

=====  
Der Oberwachtmeister,

*G. Schmitt*

PARTICULARS OF EVIDENCE IN SUPPORT

Witnesses: The victims and  
Ewert Eugene, journaliste Luxembourg  
Muller Léon, journaliste Luxembourg.

Luxembourg Authorities will put, if requested at the disposal of the Commission extracts or originals of the statements published by Gerlach.





NOTES ON THE CASE

(Under this heading should be included the view taken as to (a) the degree of responsibility of the accused in view of his official position, e.g., was offence committed on the offender's own initiative, or in obedience to orders, or in carrying out a system approved by authority or a legal provision ; (b) the probable defence ; (c) whether the case appears to be reasonably complete.) :

The probable defence will be that of a plea of superior order.

The case appears to be reasonably complete.



A handwritten signature or scribble consisting of several overlapping, fluid lines, possibly representing a name or initials, located to the right of the stamp.